

correspondance de presse internationale

# inprecOR

Union européenne

La nouvelle  
étape :  
«Europe-  
puissance»

Portugal

Début d'espoir pour la gauche

Allemagne

«Rouges-verts», un an après

Royaume-Uni

Succès droitier de Blair

Amérique latine

En plein désordre libéral

CEI de la IV<sup>e</sup> Internationale

Un bilan

de la Guerre des Balkans

### Union Européenne

Nouvelle étape : « L'Europe-puissance »

François Vercammen 3

### Grande Bretagne

Blair sort renforcé de sa droite des congrès du Labour et des syndicats

Alan Thornett 8

### Norvège

Polarisation politique sur fond d'abstention

Bjarke Friborg 11

### Allemagne

Le gouvernement « rouge-vert » : première année

Winfried Wolf 13

Après le dérapage du SPD, les syndicats à la croisée des chemins

Document 14

### Portugal

Début d'espoir pour la gauche

João Carlos Louçã 16

Francisco Louçã confronté à la presse

Document 18

### Documents de la IV<sup>e</sup> Internationale

Des Balkans à l'ordre mondial : bilan de la guerre

Résolution du CEI 23

Sur la situation au Timor-Oriental

Déclaration du CEI 26

### Amérique latine

« L'ordre » libéral en plein désordre

Ernesto Herrera 27

### Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale

Appel international « Pour une paix durable dans les Balkans : Quel bilan ?

(red.) 29

### Pakistan

Brève histoire de la gauche pakistanaise

Farooq Sulehria 30

Conférence du Labour Party au Punjab

Document 32

La gauche pakistanaise et la dictature militaire

Farooq Sulehria 35

Une voie sans issue

Tariq Ali 36

## Inprecor

Revue d'information et d'analyse  
publiée sous la responsabilité  
du Secretariat unifié de  
la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles ne représentent pas  
nécessairement le point de vue  
de la rédaction.

Editée par la PECEI Sarl au capital de  
50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

### Rédaction et administration :

PECEI, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11,  
France.

Tél. : 33/0 1 42 38 61 10

Fax : 33/0 1 42 38 21 39

e-mail :

100641.2324@compuserve.com

Rédacteur, directeur de publication,

gérant : Jan Malewski

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

### Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106

Montreuil Cedex, France.

### Diffusé dans les librairies par

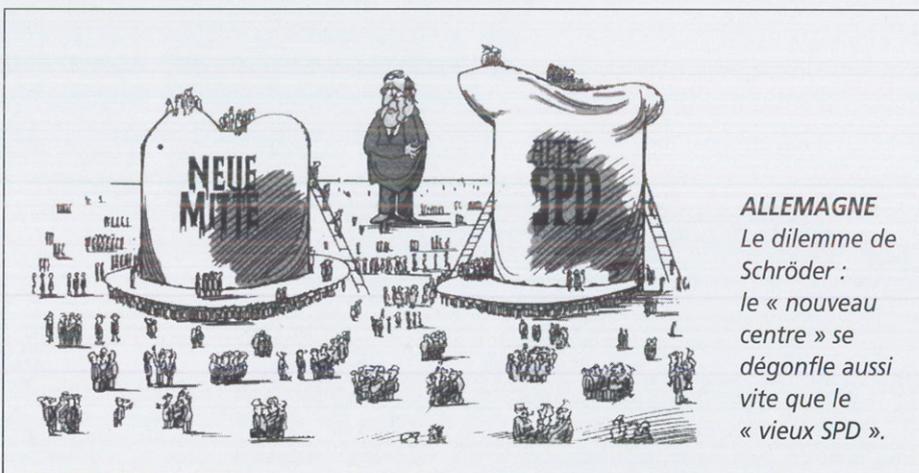
DIF' POP' SARL, 21<sup>es</sup> rue Voltaire,

75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

Pour réaliser la couverture de ce numéro nous  
avons détourné une partie de l'affiche, que le  
grand artiste polonais Roman Cieslewicz avait  
réalisé pour la pièce de Adam Mickiewicz,  
*Dziady (Les Aïeux)*, montée au Teatr  
Narodowy à Varsovie en 1967. La censure de  
cette pièce fut à l'origine des mobilisations  
étudiantes en mars 1968 en Pologne.



**ALLEMAGNE**  
Le dilemme de  
Schröder :  
le « nouveau  
centre » se  
dégonfle aussi  
vite que le  
« vieux SPD ».

## Abonnement

(11 numéros par an)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique du Nord 190 FF (6 mois)  360 FF (1 an)
- Autres destinations 240 FF (6 mois)  460 FF (1 an)
- PLI FERMÉ (toutes destinations) 270 FF (6 mois)  520 FF (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples) (600 FF, 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 400 FF, 1 an)
- Découvrir Inprecor (réservé aux nouveaux abonnés; 75 FF, 3 mois)
- Lecteurs solidaires (abonnement offert à un(e) lecteur/lectrice)

Nom - Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : .....

Pays : .....

Tél./Fax/E-mail : .....

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECEI", à adresser à PECEI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECEI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECEI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

**Pour continuer Inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser Inprecor autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).**

# Nouvelle étape : « L'Europe-puissance » ?



Romano Prodi

Par  
**François Vercammen\***

Les chefs d'État et premiers ministres de l'Union Européenne se sont donnés rendez-vous à la fin de l'an 2000, quelque part en France (à Paris ?), pour une nouvelle Conférence Intergouvernementale (du type Rome, Maastricht, Amsterdam). Leur objectif est ambitieux : faire de l'UE une puissance internationale et, à cet effet, procéder à une réforme importante des institutions européennes.

L'UE confirme sa biographie mouvementée : coups de fouet, crises, enlacements se succèdent. Chaque crise n'est pas féconde pour autant. Celle autour de la (défunte) Communauté Européenne de Défense (1953-54) avait discrédité la construction politique supranationale pour de longues années. L'échec d'Amsterdam (juin 1997) fut cuisant, au point de miner le volontarisme nécessaire pour que l'Euro franchisse la ligne d'arrivée. « Par chance », disait un banquier central. Mais ce fut fait. L'humiliation que l'UE devait encaisser pendant de longues semaines de la part des États-Unis lors de la guerre des Balkans, faisait peser une menace de désagrégation sur la cohésion intra-européenne. C'est certainement le lancement réussi de l'euro, au 1<sup>er</sup> janvier 1999, qui a préservé le cadre institutionnel de l'UE. L'efficacité de cette "résistance" combinée à une première expérience guerrière de l'UE a non seulement ressoudé l'UE, mais lui a permis d'aller au-delà : au sommet de Berlin (juin 1999) est apparue une nouvelle « volonté d'État » dans l'UE qui, pour la première fois dans son histoire, ose s'afficher comme « puissance ».

## La relance de l'UE

Ce résultat, on ne le doit pas seulement à l'euro. D'autres éléments économiques mais surtout politiques favorisaient une

relance de l'UE.

Avec la victoire électorale du SPD et la formation du gouvernement Schröder-Fischer (fin septembre-octobre 1998), une nouvelle situation politique-institutionnelle existait au sommet de l'UE. La social-démocratie dirigeait désormais toute l'UE. Portée au pouvoir par des scores souvent impressionnants, elle participait à 13 gouvernements sur 15. Du coup, elle avait aussi une quasi-unanimité au Conseil des Ministres (une « réunion de la II<sup>e</sup> Internationale », se plaignait Aznar). La majorité préexistante parmi les membres de la Commission continuait. Le chef de la Banque Centrale



Européenne était des leurs. Et elle continuait plus que jamais à encadrer le Parlement européen, en alliance avec la démocratie-chrétienne. Ces coïncidences et cette homogénéité politique, exceptionnelles, arrangeaient bien les bourgeoisies européennes. Leurs propres partis, après les défaites électorales sans précédent des années 1996-98, étaient incapables d'être les protagonistes efficaces d'une nouvelle « avancée européenne » autour de l'euro. Au contraire, celle-ci fut précisément à la base de leur crise

d'identité. Le RPR en France et le parti conservateur en Grande-Bretagne se déchiraient sur le thème de la supranationalité. La CDU-CSU, même avec Kohl, n'osait pas affronter le monde du travail pour imposer les normes néolibérales, liées à l'euro. Les PS, cohérents dans leur alignement européeniste et néolibéral, ont cru que l'heure avait sonné pour eux. Ils ont certainement joué un rôle décisif pour assurer, dans l'ordre et la paix sociale, ce passage difficile. Avec l'aide des Verts (dans certains pays), ils ont, dans la foulée, fait accepter à la classe ouvrière et à la jeunesse la participation à la guerre des Balkans, sans trop de problèmes.

## Blair à l'initiative

Peu remarqué à l'époque (tout le monde se préparait, en automne 1998, à la future présidence allemande de l'UE entre janvier et juin 1999) c'est Blair, et pas Schröder, qui prenait l'initiative politique dans la II<sup>e</sup> Internationale et dans l'UE. Si "les commentateurs" ont constaté son impact idéologique sur l'ensemble de la social-démocratie européenne, ils ont largement sous-évalué, son tournant politique dans la question européenne — l'étendue du champ, le sens stratégique, la signification historique. En s'engageant à porter la Grande-Bretagne dans l'union monétaire à brève échéance, à militer pour une défense européenne autonome, et en s'identifiant aux institutions actuelles de l'UE, il introduisit une fracture dans la société anglaise et ses valeurs traditionnelles. Un vrai tournant historique qui nécessitera une vraie bataille politique pendant les 2-3 ans à venir.

Avec l'euro débutant, c'est Blair et toute social-démocratie européenne qui ont aidé l'UE à passer à travers l'enlèvement qui menaçait. L'apparition de deux "imprévus" l'ont encore montré. D'abord, l'euro était une monnaie faible (par rapport au dollar) : ce fut inattendu. Cela aidait les exportations

\* François Vercammen est membre du Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale.

## Union Européenne

européennes vers les États-Unis, mais bloquait le rôle international de l'euro (comme monnaie de facturation, de réserve). Ensuite, Oskar Lafontaine, dominateur au sein du SPD, de sa puissante fraction parlementaire et du gouvernement, essayait d'imposer des éléments de rupture dans la politique néolibérale — au moment où l'Allemagne s'occupait de la direction de l'UE. Son élimination et une certaine amélioration de la conjoncture économique en Europe dégageaient à nouveau la voie.

On connaît la suite. Les trois nouveaux échecs spectaculaires — l'humiliation de l'UE dans la guerre des Balkans, la crise d'effondrement de la Commission-Santer et le recul électoral sans précédent de la social-démocratie européenne (juin 1999) — n'ont pas pu altérer le parcours. Ils ont au contraire mobilisé une nouvelle énergie pour faire avancer.

La prestation de la II<sup>e</sup> Internationale mérite d'être soulignée : elle ne manque jamais de "courage" quand il s'agit d'affronter la classe ouvrière pour sortir le capitalisme du pétrin.

### Prodi : un "Delors-bis"

Pendant cette période, le dégagement d'une candidature Prodi pour la présidence de la Commission Européenne a joué un rôle catalyseur pour rassembler un arc de forces opérationnel. Beaucoup de choses se sont passées à partir du mois de mars 1999 : le déclenchement de la guerre, le lancement de l'axe Blair-Schröder (marginalisant Jospin), la (ré)unification des gouvernements de l'UE autour d'une volonté d'affrontement avec le mouvement syndical sur la flexibilité et les fonds de pension...

La petite histoire veut que Prodi ait été chassé par D'Alema (qui devenait ainsi premier ministre en Italie), qui l'a "vendu" à Blair. En réalité, Prodi faisait partie d'une tentative de fonder une « Internationale de la troisième voie » qui, préparée par Anthony Giddens, devrait réunir, à New York en septembre 1996, Clinton, Cardoso, Schröder, Blair. (La réunion eut lieu mais l'opération échoua).

Ainsi la candidature Prodi, propulsée par Blair, ne tombait pas du ciel. Le choix fut judicieux, car il réunissait dans sa personne un mélange de qualités : choisi par un social-démocrate, mais démocrate-chrétien ; technocrate mais rompu à la dialectique politique (italienne !) ; grand commis de l'État et de son secteur nationalisé, mais entièrement converti au "tout-marché" ; néolibéral et moderniste (les nouvelles technologies), mais aussi adepte du volontariat social typi-

quement chrétien.

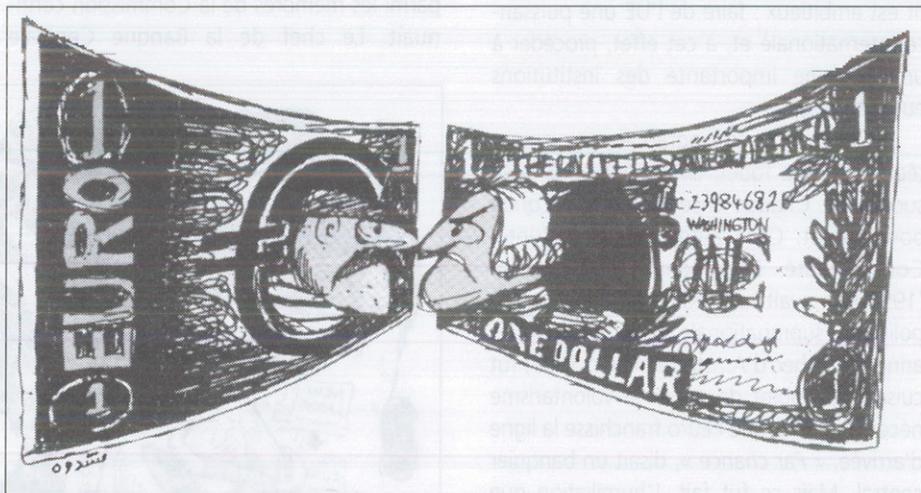
On connaît le "rôle de la personnalité" dans l'Histoire au sein de structures fortement hiérarchisées, et, dans le cas de l'UE, incomplètes, très hétérogènes et en flux permanent. Après le "pâle" Santer, censé "ne pas faire de vagues" (ce qu'il avait presque réussi, s'il n'y avait eu la commissaire Cresson...), voici un « nouveau Delors » aux commandes.

Le contexte est différent, mais la méthode « de construction de l'UE » sera la même. Elle combine un ample discours "européaniste" sur le plan idéologique et historique, l'ouverture de quelques chantiers (limités en nombre mais de profil élevé, tel l'euro), leur réalisation et leur vérification permanente à l'aune d'objectifs contraignants (tels les critères de Maastricht) et une mécanique de fonctionnement qui permet de « continuer à pédaler » (dixit Delors) par des discours, des livres blancs et verts, des commissions « d'experts » et « de sages », des réunions en cascade etc. C'est par cette méthode, et un

ouvrier et social. Cinq ans pour convaincre les multinationales à base européenne, qu'un appareil étatique puissant, peut être utile, voire indispensable à leur business.

### Réforme des institutions

Mais le programme de Prodi est aussi conçu pour aider Blair à gagner sa « bataille d'Angleterre ». Il ne réussira pas sans l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'union monétaire. Dans le difficile combat qu'attend Blair dans son pays, Prodi devra lui apporter faits et arguments. C'est en fonction de la « bataille d'Angleterre » qu'il a déjà commencé par la réforme de l'administration bruxelloise et des institutions. Pas un hasard donc que le britannique Kinnock se trouve vice-président et commissaire à la réforme interne de l'administration. Il a tout de suite commencé par réduire le nombre de fonctionnaires, empiéter sur leurs droits acquis, briser « le monopole national » de certains pays sur certaines administrations de la Commission en faisant valser les hauts



sens politique aigu, que le marché unique et l'euro ont été créés, passant à travers doutes et scepticismes, conflits et crises.

Le contexte d'aujourd'hui n'est pas le même. Le programme de Prodi non plus. Tel qu'il se dégage du Sommet de Berlin, il se résume en une formule : avancer vers « l'Europe puissante ».

Cela signifie plus concrètement : réussir la prochaine étape de l'euro, c'est à dire en faire une monnaie forte et réussir sa mise en circulation parmi les populations ; mettre en place l'autonomie militaire de l'UE ; créer la « Grande Europe » (de l'Atlantique aux frontières russes) ; transformer de fond en comble l'appareil d'État communautaire — en le rendant transparent, contrôlable, impartial. Selon les règles de l'UE, Prodi a cinq ans pour réussir. Cinq ans pour affaiblir de manière draconienne le mouvement

fonctionnaires « inamovibles ».

A côté de la réforme de l'administration, il y a celle des institutions. Le rapport de la « commission des trois sages » (le belge Dehaene, l'allemand Von Weizsacker, le noble anglais Simon) a sorti en deux semaines un rapport. Celui-ci vise à renforcer la capacité directionnelle dans l'UE :

— éliminer le droit de veto de chaque État-membre dans le Conseil des Ministres (par l'introduction de la majorité qualifiée pour le maximum de sujets) : cela permettra aux trois Grands, qui préparent "informellement" en amont tous les dossiers importants et les noeuds à trancher, à diriger mieux et plus vite ;

— donner plein pouvoir au président de la Commission au sein de celle-ci face à ses commissaires ;

— construire une cohérence de la politique

étrangère et de défense commune et l'unité d'exécution et de représentation : ce sera dans les mains du Conseil (et pas de la Commission), et, pratiquement, de "Monsieur PESC" (Solana), qui sera de surcroît, le secrétaire général du Conseil (1) ;

— dans ce cadre renforcé du vrai pouvoir politique au sommet de l'UE, élargir les matières soumises à "la codécision" par Parlement européen ;

— réaménager les traités afin de mettre fin au jeu "constitutionnel" compliqué (à chaque Sommet ou CIG) : on distinguerait un "traité de base" (de type "constitution" peut-être avec des droits fondamentaux) qui requiert l'unanimité des pays-membres pour l'amender, et un ensemble de normes dont l'adaptation aurait lieu par des règles plus souples.

## La dynamique de l'euro

L'euro reste la clé de voûte de l'avancement d'une Europe "politique" supranationale. Son existence, son renforcement, sa réussite recréent en permanence des contraintes. Il agit comme un mécanisme "contagieux" qui imprègne toute l'architecture institutionnelle de l'UE et impulse une dynamique "étatique", centralisatrice et autoritaire.

Selon le calendrier établi, il aura à franchir, deux épreuves importantes. D'abord, la mise en circulation des pièces et billets de l'euro au 1<sup>er</sup> janvier 2002 (et la suppression définitive des monnaies nationales, au plus tard, en juillet de la même année).

Interférant, pour la première fois, directement dans la vie des populations, l'opération aura des répercussions colossales sur la conscience "européenne" comme sur les comportements économiques (épargne, consommation).

La deuxième épreuve sera l'adhésion de la Grande-Bretagne à l'Union monétaire, qualifiée de « *la bataille que la Grande-Bretagne ne peut pas ne pas gagner* » (2). Il y a donc des risques : économiques-monnaétaires, par la disparité par rapport au cycle économique vis-à-vis des autres pays-clé de l'UE et par une surévaluation de la livre sterling (par rapport à l'euro) ; idéologiques-politiques, car l'abandon de la livre est perçu par un secteur minoritaire mais important de la population comme une défaite nationale vis-à-vis de "l'Europe continentale". Elle confirmerait le dépérissement de la "relation spéciale" de la Grande-Bretagne avec les États-Unis.

Les hautes sphères de la bourgeoisie anglaise, désormais décidées d'y aller et le plus vite possible, ont imposé à Blair une

condition : l'organisation d'un référendum sur l'euro. Mais de préférence sans risque. Ainsi, le ban et l'arrière-ban commencent à être mobilisés derrière la plus large coalition inter-partidaire, "Britain in Europe", depuis près d'un siècle. L'opposition est emmenée par le Parti conservateur, en lambeaux, marginalisé, dirigé par son aile ultra-chauvine (avec, encore !, une rentrée en scène de Thatcher). Elle rassemble tout ce qu'il y a de rétrograde dans la société anglaise. Reste une deuxième question tactique : la date du référendum. Avant ou après les prochaines élections parlementaires (qui se tiendront, au choix du gouvernement en place, au plus tard en mai 2002) ?

Bref, si les deux opérations réussissent d'ici deux ans, la physionomie de l'euro sera radicalement changée, avec des effets en cascade. D'abord, son assise économique sera qualitativement élargie, y compris sur le plan international (notamment par la City de Londres, principal marché des changes dans le monde). Ensuite, un mouvement centripète démarrera. On n'imagine pas le Danemark et la Suède, déjà membres de l'UE, rester longtemps encore en dehors de l'union monétaire. Dans ces conditions, la pression sur la Norvège sera d'autant plus forte que le mouvement en cours des fusions intra-scandinaves dans le secteur des banques, assurances et télécommunications aura vraiment pris son essor. La bourgeoisie suisse, de son côté, sera certainement tentée de contourner l'obstacle et d'adhérer à l'UE-UM. Troisièmement, on assistera à une "euroisation" des pays de l'Europe de l'Est, c'est-à-dire l'euro (dès aujourd'hui, le Deutschemark) remplacera la monnaie nationale ou deviendra la monnaie de référence et cela indépendamment de leur intégration formelle à l'UE. Quatrièmement, tout laisse prévoir qu'en cas de réussite, l'euro contribuera à l'essor d'un marché financier unifié en Europe, ce qui amplifierait l'accès aux capitaux en Europe et pousserait à une harmonisation fiscale dans l'UE.

## La perspective de l'autonomie militaire

C'est sans doute, le dossier le plus difficile (3). Bloqué pendant des années, il n'avait aucune chance de se concrétiser en dehors d'une participation britannique. Dès l'automne 1998, Blair l'avait remis sur la table au sommet autrichien à Pörschach (octobre 1998) et, ensuite, par une déclaration solennelle avec la France, à St. Malo en décembre 1998. La guerre des Balkans lui a donné des suites pratiques. Le projet est encore dans les limbes. C'est à la France de

le gérer et de « conclure » en décembre 2000.

Il se heurte à plein de problèmes qui tiennent à la nature même de l'UE : l'abandon d'un morceau de l'État très important pour la souveraineté nationale. Par ailleurs, le projet implique une augmentation du



budget européen en provenance des États nationaux. En temps de restrictions budgétaires, ce sera aux salariés de payer. Bref, sans un climat de militarisation, le passage à l'acte sera très difficile. Reste que la volonté politique existe bel et bien au sommet de l'UE, y compris pour rééquilibrer les rapports de force avec les États-Unis. Les trois grands (plus l'Italie) y trouvent un intérêt politique et économique. Pour l'Allemagne c'est la seule voie praticable pour effectivement assumer sa « *nouvelle puissance économique* » sur le plan militaire et peser sur le plan international. Pour la France, l'autonomie nationale jalousement préservée grâce à la force de frappe nucléaire, a montré ses limites opérationnelles, technologiques et industrielles dans les Balkans. Et pour la Grande Bretagne, dès lors que des raisons économiques importantes l'ont poussée à entrer de plain-pied dans l'UE, elle a un intérêt évident à assumer, dans le cadre de la « *défense commune* » de l'UE, le rôle militaire mondialisé auquel elle est le mieux préparée de tous les pays membres.

1. Un bel échange! Alors que Xavier Solana passe de l'OTAN à l'UE pour y développer l'autonomie militaire de l'Europe, le britannique Robertson, ex-ministre de la défense, grand défenseur d'une défense et d'une industrie militaire européennes, passe à l'OTAN!

2. *Financial Times* du 25 juillet 1999.

3. Cf. *La guerre, l'Europe et la gauche*, *Inprecor* n° 435 de mai 1999.

## Union Européenne

Une défense commune sans une autonomie opérationnelle serait un couteau sans lame. Elle implique une base industrielle propre (recherche, technologie, produits), où l'on distingue de moins en moins le secteur civil du secteur militaire.

L'avancée des États-Unis sur ce plan est considérable. Elle est un élément-clé de leur hégémonie mondiale actuelle. Renoncer au projet militaire aura des répercussions générale quant aux avantages compétitifs comparatifs tous azimuts avec le capitalisme américain. Celui-ci l'a d'ailleurs bien compris. La mise hors-course diplomatique de l'UE à Dayton et la manoeuvre de Holbrook à Rambouillet, ainsi que la spectaculaire démonstration militaire dans la guerre (malgré quelques couacs quand même : l'avion furtif, les hélicoptères Apache) devraient aussi servir à fragmenter l'industrie européenne en enlevant les commandes d'après-guerre et en l'engageant dans des processus de fusion transatlantiques sous direction des Boeing, Lockheed, Raytheon...

Depuis le sommet de Berlin, les gouvernements européens exercent une très forte pression sur l'ensemble des entreprises du secteur militaire en Europe pour une rationalisation et une collaboration systématique et sous toutes ses formes. Tour à tour, un Conseil des ministres de l'industrie et un autre sur la défense ont publiquement pris position dans ce sens mi-juillet. Un des multiples problèmes est la structure de la propriété, où, après dégageant des gouvernements, ces entreprises « devraient restées entièrement européennes » (4). La bataille pour créer un très grand groupe européen est un des objectifs-clé. Mais au-delà, toute la panoplie du matériel de guerre est un enjeu. Le gouvernement américain ne cesse d'intervenir auprès des gouvernements européens. Un des géants américains, Raytheon, lutte pour se nicher au sein d'une fusion exclusivement européenne. Celle-ci a eu lieu (EADS), rassemblant DASA (Allemagne) et Aérospatiale-Matra (France). D'autres formes de coopération sont engagées (une joint-venture paritaire entre British Aerospace et Finmeccanica). Le mouvement n'est pas terminé. Par ailleurs des joint-ventures partielles sont négociées pour capter des marchés spécifiques tels que les missiles de différents types, les satellites, les avions, les hélicoptères, des systèmes de détection, etc. (cf. le consortium Airbus, le système électronique à moyenne portée

Trigat...). Le gouvernement anglais joue un rôle important à cet égard. Au moment de prendre son nouveau poste de secrétaire général de l'OTAN, Robertson mettait le doigt sur l'ambiguïté des États-Unis quant à l'autonomie des Européens. Ainsi, les rapprochements spectaculaires de ces derniers mois, une collaboration pour la production de certains engins très sophistiqués et les achats préférentiels « *made in Europe* » de la part des gouvernements européens sont une donnée nouvelle. C'est surprenant, mais pas illogique : somme toute, ce sont les gouvernements qui sont à la fois les « clients » et les mandataires/copropriétaires de ces entreprises, dont la recherche est souvent massivement soutenue par les deniers publics. Les protestations publiques des entreprises d'outre-Atlantique, les interventions répétées de Clinton auprès de Blair... donnent la mesure de l'enjeu.

### Vers l'Est : la "Grande Europe"

En annonçant que « *durant les 25 ans à venir, nous allons élargir l'UE de 15 à 20, à 25, à 30 pays membres* » (5), Prodi, s'appuyant sur le nouveau consensus au sommet de l'UE, a fait un double coup audacieux pour relancer l'élargissement vers l'Est.

D'abord, il a cassé l'humiliant système de salles d'attente où se bousculaient les candidats membres pour entrer. L'UE négocierait désormais avec les gouvernements de tous ces pays, qui peuvent ainsi se prévaloir auprès de leurs populations d'une « reconnaissance ». Et leur entrée dépendra de la capacité de chacun de répondre aux critères d'entrée ! Très « visionnaire », faussement généreux et « objectif » Prodi n'a pris aucun engagement concret.

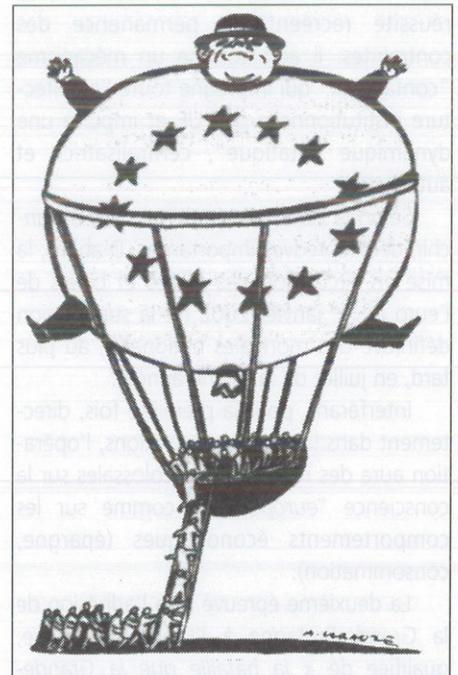
Ensuite, en l'étalant à ce point dans le temps (25 ans, c'est une éternité dans le monde d'aujourd'hui !), il résout le fameux dilemme qui a vu s'entre-déchirer, plusieurs années durant, gouvernements, partis politiques, intellectuels : priorité à l'élargissement (économique) à l'Est ou à l'approfondissement (politique) de l'UE actuelle.

En fait, il n'y avait de problème que dans la mesure où l'UE était dans l'impasse, après Amsterdam et par les doutes sur la faisabilité de l'euro. Avec l'entrée probable et à court terme de la Grande Bretagne, la perspective d'une défense commune et d'une Union monétaire renforcée, l'Europe deviendra de fait plus politique car contrainte à renforcer ses institutions « actuelles » (sinon ce serait la crise existentielle !).

L'entrée des 10 à 20 nouveaux membres signifie ainsi un vrai « processus » touchant aux critères d'adhésion et aux règles fonda-

mentales d'un capitalisme-en-construction. Car au cours des négociations, les liens de fait entre l'UE et les pays d'Est se renforceraient « à la carte ». Dixit Prodi, encore : Pour ceux qui n'entrent pas tout de suite, il faut considérer « l'adhésion virtuelle », qui prendra de la substance au fur et à mesure, et sur des terrains successifs (union monétaire, collaboration économique sectorielle, formes de coopération sur le plan de la sécurité, participation provisoire comme observateur aux instances de l'UE...).

L'option politique de « l'élargissement » ainsi conçu est de créer sur le flanc oriental de l'UE un cadre stable et pacifié où le Capital occidental peut se valoriser. Cela signifie la formation progressive d'un vaste marché unique, lié à la zone de l'euro. C'est ce qui se passe déjà maintenant. Les échanges commerciaux se sont développés, l'UE (et surtout l'Allemagne) se substituant à l'ex-URSS comme partenaire commercial. Entre 1992 et 1997, les investissements



directs étrangers en provenance de l'UE (6) ont plus que doublé dans l'ancien groupe de tête des « candidats » (Pologne, Tchéquie, Hongrie, Estonie, Slovaquie) et plus que décuplé dans le second groupe (Roumanie, Bulgarie, Slovaquie, Lettonie, Lituanie).

Reste que la transition encadrée vers le capitalisme est compliquée et très coûteuse. L'exemple de l'ex-RDA le montre. L'UE n'est pas prête à en payer le prix : son budget global reste dérisoire (1,1 % du PIB, alors que le plafond se situe à 1,27 %). Les subsides dégagés ne sont pas négligeables, mais pas à la hauteur des besoins. L'Agenda 2000 (la projection budgétaire d'ensemble de l'UE,

4. *Financial Times* du 11 juillet 1999.

5. *Financial Times* du 15 septembre 1999.

6. Kredietbank-Cera, *Notes Économique et financières*, 15 janvier 1999.

2000-2006) prévoyait 45 milliards d'euros cumulés sur 7 ans comme soutien structurel aux 10 candidats à l'entrée ; rien que les coûts pour satisfaire aux normes environnementales pendant la même période pour les mêmes pays sont estimés à 100 à 120 milliards d'euros ! (7).

Tout cela n'a rien d'une démarche globale basée sur une convergence qui donne la priorité à des normes sociales élevées. C'est au contraire une annexion impérialiste où le marché (re)compose le capitalisme, mais désintègre une partie de la société. Ainsi se perpétue un foyer d'instabilité aiguë où guerres locales et explosions sociales se conjuguent déjà. La maîtrise de ces conflits à l'Est constitue pour l'UE un puissant argument pour justifier une défense autonome renforcée. Comme elle justifie une politique de « *défense des frontières* » de l'UE, de « *contrôle des flux migratoires* », de lutte contre le banditisme et le terrorisme internationaux. Et tout cela dans une vaste région — une partie du continent européen — le pourtour méditerranéen et le flanc sud-est de l'OTAN (Russie, Caucase, Turquie, Moyen-Orient) — où les multiples rivalités internationales jouent librement. C'est toute l'appareil répressif de l'UE qui devient une priorité.

### La nouvelle étape : une UE-puissance ?

Le bond en avant que vise l'UE a la même ampleur et la même signification que celui de 1985-1993. Les différents objectifs (union monétaire, défense, élargissement, espace judiciaire) sollicitent tous une extension et un renforcement substantiels de l'appareil d'État de l'UE, soit en ajoutant de nouvelles matières supranationales soit en musclant les coordinations intergouvernementales existantes (ou les deux à la fois). C'est un fait nouveau très important dans la mesure où il parviendra à se concrétiser.

Parallèlement, on peut constater un essor du capital multinational à base européenne. Sans renverser la domination américaine (on en est loin !), un changement significatif a eu lieu, les derniers 8 à 12 mois, dans le mouvement des « *fusions et acquisitions* ». Alors qu'il est à son niveau le plus bas aux États-Unis depuis un an et demi, il monte spectaculairement en Europe où il dépasse celui des États-Unis pour la première fois depuis 7 ans. Il s'agit de la récupération d'un retard accumulé du côté de l'Europe. Il pourrait s'agir d'une simple étape intermédiaire, qui serait suivie d'une bifurcation plutôt extra-européenne. Mais le résultat est là. L'euro a joué un rôle important en

favorisant le fonctionnement du marché unique et le développement d'un marché financier européen unifié, à côté des taux d'intérêts très bas, de la course à la compétitivité ("*compression des coûts*") et de la rupture des structures de propriété traditionnelles du capitalisme continental européen.

D'abord, les grands groupes européens ont acheté pour 3,3 fois plus d'entreprises aux États-Unis que l'inverse (l'année passée le ratio était déjà de 2,6). Et le sens du mouvement a changé il y a quelques années encore, on pouvait dire que les fusions des multinationales européennes se faisaient "*indistinctement*" aux États-Unis et en Europe. Actuellement, le centre de gravité s'est nettement déplacé vers les fusions intra-européennes : la valeur des opérations au sein de l'UE même a plus que doublé en neuf mois (688,3 milliards de dollars) (8). Là encore, il y a deux éléments nouveaux et politiquement intéressants : premièrement, la consolidation des multinationales européennes a lieu en Europe même ; deuxièmement, ce sont précisément les secteurs qui historiquement ont les liens économiques et personnels les plus étroits avec les appareils d'État nationaux et européens : les banques, les assurances, les télécommunications, l'armement, l'énergie (gaz, électricité, eau).

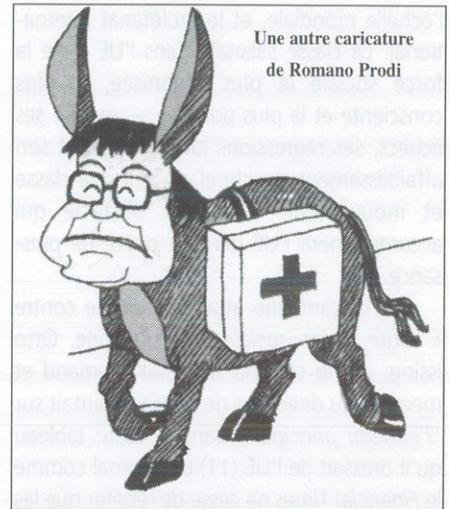
Pour juger l'évolution possible, il y a deux "*axiomes*" traditionnels :

1. La logique d'État et la logique de marché ne coïncident pas (forcément). Le comportement des grands groupes européens ne vise pas sciemment à forger une classe sociale "*en soi*" et "*pour soi*", ni à agir en conformité avec la politique de leur gouvernement.

2. Malgré cela, pour internationalisés qu'ils soient, ils s'appuient sur "*leur*" État national (dont ils ont besoin dans l'arène internationale pour conquérir des marchés, protéger leurs investissements, avoir accès aux matières premières et... combattre leurs concurrents).

La relation est de toute évidence complexe, plus complexe que jamais.

Avec la spécificité qui caractérise à la fois l'UE (État supranational incomplet et basé sur l'inter-étatisme coordonné) et les classes dominantes (avant tout enracinées dans leur nation mais très engagées dans la construction de l'UE), peut-il y avoir, dans ce cadre évolutif, un ensemble de très grandes entreprises, à dominante européenne et dominant aussi les structures économiques dans les principaux pays membres, qui décident de se saisir de l'UE telle qu'elle se développe, pour en faire un instrument actif à leur service, en particulier dans la concurrence et la rivalité avec les États-Unis et son grand capi-



Une autre caricature de Romano Prodi

tal ?

L'autre branche de l'alternative serait : s'abriter derrière l'État américain et accepter sa domination, y compris en Europe. Y compris avec ses conséquences économiques et monétaires. Car qu'advient-il de l'euro dans une UE ainsi déclassée sur le plan politique, par exemple ? Et sur celui de l'élargissement à l'Est ? Le choix qui se posera désormais aux bourgeoisies européennes, sera de plus en plus : progresser avec l'UE ou admettre sa désagrégation, l'UE cheminant à l'envers des 15 dernières années avec comme résultat final, la réalisation de la perspective transatlantique : la fusion des grands groupes européens et américains, sous l'égide de ces derniers (9). Est-ce que les oeufs sont déjà cuits (10) ? Pour le moment, on assiste plutôt à l'inverse : affirmation de la suprématie américaine (après la guerre des Balkans) d'une part, mais d'autre part une nouvelle tentative de renforcer l'UE qui prétend s'armer et occuper tout l'espace économique jusqu'à la Russie, combinée avec un essor impressionnant de quelques secteurs-clé du grand Capital européen.

### Une bataille d'ampleur

De la coupe aux lèvres, il y a du chemin. Du rêve d'une UE-puissance à sa réalisation il y a des obstacles, notamment les contradictions entre les (grands) États-membres et le manque de moyens matériels.

La principale bataille est celle entre le capitalisme, en voie de réorganisation à

7. Kredietbank-Cera, op. cit.

8. Clay Harris, *Europe leads M&A activity*, in *Financial Times* du 2 oct.1999. Voir également *World Investment Report 1999*.

9. Cf. Herbert Schul, *Le Vieux Continent a le dos au mur*, (*Die Weltwoche*, Zurich, reproduit dans le *Courrier International*, 9-13 septembre 1999).

10. Comme l'affirme Peter Gowan, *The twilight of the European Project*, CounterPunch, Washington, D.C., mai 1999.

l'échelle mondiale, et le prolétariat international. La classe salariale dans l'UE reste la force sociale la plus organisée, la plus consciente et la plus politisée — malgré ses échecs, ses régressions idéologiques et son affaiblissement structurel en tant que classe et mouvement. C'est cet obstacle qui accompagnera l'UE dans sa quête de puissance.

En lançant une attaque frontale contre « toute Union sociale » européenne, Otto Issing, grand commis de l'État allemand et membre du directoire de la BCE, pointait sur "l'ennemi principal", dans le vaste tableau qu'il dressait de l'UE (11). Un journal comme le *Financial Times* ne cesse de répéter que les négociations entre patrons et métallurgistes allemands, au printemps prochain, seront clé pour la politique salariale en Europe et donc pour l'euro. Pour sa part Prodi, à peine installé à son poste, s'est précipité au congrès de la CES pour y plaider une nouvelle vague de flexibilisation de la force du travail (au nom de la concurrence avec les États-Unis).

Mais avec la nouvelle étape que l'UE essaie de prendre, c'est la légitimation de l'appareil d'État comme tel qui est mise au centre de la lutte politique. Démunie d'une identité historique-culturelle forte, elle ne pourra être gagnée par l'apparition ou la création d'ennemis extérieurs : le flot de réfugiés et l'Amérique (après la disparition des périls jaune — il y a longtemps — et communiste). La rivalité USA-UE, d'autant plus si elle devait croître, fournit déjà le levier : renforcer l'Europe contre les USA et subordonner luttes et revendications à la stabilité de l'euro, à un budget militaire en croissance, à la compétitivité de "nos" entreprises, et plus cyniquement encore à « la défense du modèle social européen » ou encore à une intervention humanitaire à "nos" frontières ou ailleurs.

Alors, indépendamment de savoir aujourd'hui, si oui ou non, ou dans quelle mesure, l'UE réussit à concrétiser ses rêves de puissance, toutes les forces anticapitalistes et anti-impérialistes doivent passer à une étape supérieure dans leur combat. Il faut point par point s'opposer à "leur" politique concrète. Se battre pour une alternative socialiste et internationaliste. Et ne pas rater une puissante mobilisation au prochain rendez-vous que l'UE "nous" propose : la Conférence intergouvernementale en France, fin 2000. ■

le 25 octobre 1999

11. "Staat, Markt, Währung. Elemente einer Wirtschaftsordnung in Europa", *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 21 septembre 1999.

## Congrès des syndicats et du parti travailliste

# Blair renforcé sur sa droite

Par  
Alan Thornett\*

Tony Blair et son gouvernement de la droite du Parti travailliste sont aujourd'hui plus forts que jamais depuis qu'ils ont été élus par une majorité écrasante il y a deux ans et demi. Une série d'événements survenus au cours des semaines passées confirment cette force. Il s'agit tout d'abord du congrès des syndicats au début septembre, de celui du Parti travailliste fin septembre et finalement du celui du Parti conservateur (appelé parti "Tory") au début octobre. En même temps de nouvelles divisions sérieuses sont apparues au sein du Parti conservateur, en ce qui concerne l'attitude à adopter envers l'Union européenne. Finalement, le retour du très blairiste Peter Mandelson à une position gouvernementale clé (ministre d'État de l'Irlande du Nord) à l'occasion du remaniement ministériel, seulement dix mois après sa démission forcée à la suite d'irrégularités financières qui lui étaient imputées, constitue la cerise sur le gâteau.

### « Partenariat social »

Le congrès de la confédération des syndicats (TUC) cette année fut le plus droitier que le syndicalisme britannique ait connu et il marque une nouvelle étape de la domination du travaillisme rénové sur le mouvement syndical. Il ne s'agit pas seulement de noter le soutien apporté par les dirigeants syndicaux à ce que fait le "New Labour" mais aussi la voie par laquelle ils ont adopté l'idée du "partenariat social" — la forme de collaboration de classe la plus dangereuse que le mouvement syndical britannique se soit vu imposer depuis sa rupture avec le Parti libéral au début du siècle (2). Ce "partenariat social" impose aux syndicats de soutenir les exigences patronales sans aucun des éléments de compromis social qui accompagnaient de tels plans dans le passé.

Cette situation conduisit Blair à dire aux dirigeants syndicaux dans son discours au congrès, que le thème de la rupture des liens

historiques entre les syndicats et le Parti travailliste — un objectif poursuivi par Blair depuis qu'il a pris la tête du parti afin d'en faire le principal parti du capitalisme britannique — pouvait être classé. « Vous êtes maintenant à nouveau les bienvenus au 10 Downing Street (3) », leur a-t-il annoncé tout en précisant : « il n'y aura ni bière ni sandwiches [symbole des rencontres entre les premiers ministres travaillistes et les dirigeants syndicaux au cours des années 1970], mais seulement du thé ».

Cette nouvelle relation marque la défaite de toutes sortes de syndicalisme militant, classiste, et une victoire du projet de Blair. Comme Blair l'a expliqué devant le congrès des syndicats : nous, dans le "New Labour" avons notre troisième voie et vous dans les syndicats vous avez la vôtre, parlant ainsi de l'engagement du TUC dans le partenariat avec les employeurs. Le secrétaire général du TUC, John Monks, a explicité le projet en disant devant la conférence que « le temps où on parlait de "eux" et de "nous", d'affrontement dans l'entreprise, ce temps là est fini ».

La forme la plus extrême du "partenariat social" ne fut pourtant pas proposée par Blair, même s'il l'a approuvé avec enthousiasme.

\* Alan Thornett est aujourd'hui rédacteur du mensuel *Socialist Outlook*. Syndicaliste dans l'industrie automobile, il avait dirigé dans les années 1970 la grande grève de l'entreprise Morris à Cowley. Il a publié notamment "From militancy to marxism", Left view books 1987.

1. Depuis sa prise en main par Tony Blair, l'abandon de l'objectif de collectivisation des moyens de production et la réorganisation (non encore achevée) des structures du parti, on parle en Grande Bretagne du "New Labour", le Parti travailliste nouveau ou rénové, pour indiquer la rupture.

2. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle les syndicats britanniques entretenaient des rapports privilégiés avec le Parti libéral ("Whig"), contre le Parti conservateur ("Tory"). C'est en rompant ces rapports et en s'orientant vers la construction d'un parti ouvrier que le syndicalisme britannique a donné naissance au Labour Party (Parti travailliste).

3. L'immeuble situé au 10 Downing Street est la résidence du Premier ministre.

siasme. Ce fut (Sir) Ken Jackson du syndicat des électriciens (Amalgamated Engineering and Electrical Union, un des principaux syndicats au sein du TUC), qui eut cette palme, proposant que le TUC abandonne ses conférences annuelles et organise plutôt une conférence commune avec les patrons de la Confédération de l'industrie britannique ! Cela paraît fou et pourtant cela ne doit pas être classé dans les excès d'un dirigeant particulièrement droitier. Si les syndicats doivent être subordonnés aux intérêts patronaux à l'échelon du lieu du travail, pourquoi le refuser à l'échelon de l'organisation nationale ? Voilà ce que Jackson a proposé.

Pas un seul dirigeant syndical de poids n'était préparé à s'opposer au "partenariat social" lors de la conférence. Car la plupart d'entre eux sont plongés dans la négociation d'accords de "partenariat", qui souvent comportent des clauses antigrière et des clauses liant les syndicats aux intérêts des employeurs. Nombre de ces derniers en tout cas cherchent de tels accords pour contrebalancer la possibilité d'une extension de la reconnaissance syndicale sous la nouvelle loi des relations sociales (*Labours Employment Relations Act*), qui prévoit des votes pour la reconnaissance des syndicats dans l'entreprise. S'ils doivent reconnaître des droits syndicaux dans l'entreprise, autant que ce soit en faveur d'un syndicat avec lequel ils ont un accord de partenariat, pensent-ils. Il y a de nombreux exemples d'accords de ce type, comme à Unilever, à la Barclay's Bank, à Tesco, à Littlewoods, à la Legal and General Building Society...

## Vers l'Euro

Mais ce n'est pas seulement sur la question du partenariat social que la conférence syndicale fut particulièrement marquée par son aile droite. Le débat sur l'Union européenne et sur la monnaie unique a permis au TUC de doubler le "New Labour" par la droite. Alors que ce dernier se prononce pour « attendre que les conditions [d'intégrer l'Euro] soient réunies », la conférence syndicale propose de le faire « aussi vite que possible ». Notons que les principaux syndicats disposant d'une orientation plus ou moins claire d'opposition à l'Euro ont totalement failli dans ce débat. Le cas le plus clair fut celui de l'UNISON (le plus grand syndicat britannique), dont le congrès s'était clairement prononcé contre l'Euro. A la conférence du TUC la délégation de l'UNISON s'est abstenue sur la question, permettant ainsi le changement de l'orientation confédérale, qui n'aurait été possible sans cette abstention ! Les autres syndicats importants,

comme le Transport and General Workers Union (TGWU) se sont alignés sur la politique travailliste. Bill Morris, son secrétaire général, a ainsi découvert que l'opposition du TGWU à l'Union monétaire se déclinait en réalité sous les termes : « nous ne pouvons y aller tant que les conditions économiques ne sont pas réunies ».

En fait les dirigeants du TUC sont préparés à approuver l'entrée de la Grande Bretagne dans l'Union monétaire, car ils y voient le passage obligé vers leur vision du modèle social européen. Pourtant ce modèle social s'évapore au fur et à mesure qu'ils croient s'y approcher. Peut-être n'ont-ils pas encore remarqué que le programme (digne de Margaret Thatcher) de dérégulation et de privatisations est poursuivi par les partis



sociaux-démocrates au gouvernement dans 13 des 15 pays de l'Union. Dans quel pays alors croient-ils que leur modèle d'une « Europe sociale » pourra être réalisé à la seule condition que la Grande Bretagne adopte l'Euro ?

## D'autres référents politiques pour les syndicats ?

Cependant la conférence du TUC a été aussi marquée par une tentative de contrer l'évolution droitiste sur le terrain des rapports entre le "New Labour" et les syndicats. Ken Cameron, dirigeant de l'aile gauche du syndicat des pompiers (FBU), a semé la consternation dans les rangs lorsqu'il a proposé que les syndicats prennent les devants en se séparant du "New Labour". « Le "New Labour" ne voit plus dans les syndicats ses alliés naturels et nous ne pouvons plus compter que ce parti soit notre allié naturel ». Or, poursuivait-il, les syndicats contribuent au budget du parti travailliste à la

hauteur de 6 millions de livres sterling (4) par an, soit le tiers de ses ressources. « Pourquoi devrions nous continuer à signer des chèques pour un parti qui ne nous représente plus ? » concluait-il, en se demandant s'il ne serait pas plus utile que les syndicats soutiennent les seuls candidats qui s'engagent à promouvoir les intérêts des salariés.

Cela ne voulait pas dire que les socialistes devraient se prononcer dès aujourd'hui pour une désaffiliation généralisée des syndicats du Parti travailliste. Pas plus qu'une alternative politique au blairisme ait fait un bon en avant. Mais il ne sera pas facile de balayer l'argumentation d'un revers de main. Sa logique interne est trop forte. Et ce débat rebondit dans d'autres syndicats que le FBU, au moins sous la forme d'une discussion autour d'une

aide financière que le syndicat pourrait accorder à d'autres organisations ou candidats qui promeuvent les intérêts des travailleurs.

La position de Cameron reflète non seulement le fait que le "New Labour" a pris ses distances avec les syndicats, mais aussi qu'il est en train de nouer une relation nouvelle avec le patronat. Pour Blair les rapports du "New Labour" avec les

patrons sont infiniment plus importants que ses rapports avec les syndicats. Et de plus il a toujours considéré les syndicats comme un obstacle à ses plans et à ses ambitions.

La conférence annuelle du TUC ne fut pas seulement marquée par la domination de son aile droite. Elle a aussi mis en évidence la sérieuse crise de la gauche syndicale traditionnelle. Cela fut manifeste avec sa capitulation sur la question du partenariat social, son effondrement devant la nouvelle ligne de John Monks sur l'union monétaire et son incapacité d'apporter une réponse aux défis du patronat sur quelque terrain que se soit. Son incapacité à développer une perspective indépendante fut personnifiée par la décision de Rodney Bickerstaff de prendre sa retraite du secrétariat général de l'UNISON à l'âge de 54 ans. Dans le passé les dirigeants tels Bickerstaff s'accrochaient à leur poste bec et ongles. Mais aujourd'hui,

4. Soit environ 60 millions de francs français ou 9,3 millions d'euros.

## Grande Bretagne

alors que les grèves stagnent à leur plus bas niveau historique et que le blairisme affirme sa domination tant sur le parti travailliste que sur les syndicats, le rôle qu'ils savent jouer n'est plus d'actualité. Ils n'ont pas l'intention de défier Blair et il n'y a plus de luttes militantes face aux quelles ils pourraient jouer le rôle de médiateurs.

La gauche dure n'est pas pour autant beaucoup mieux lotie. La majorité de syndicalistes de gauche n'ont pas saisi la nécessité de mener une lutte pour la prise de conscience dans les syndicats des dangers du "partenariat social". La plupart des syndicats de gauche sont aujourd'hui plus faibles que ce qu'ils étaient il y a un ou deux ans. Il y a un besoin urgent d'une coordination horizontale des gauches syndicales, capable de coordonner la résistance et de conduire la lutte, au niveau politique, contre le "partenariat social".

### Alliance avec des Tories !

Si la conférence annuelle du TUC joue le rôle d'une douche froide pour la gauche, le pire allait arriver avec le congrès du Parti travailliste. Il aurait été difficile à Blair de dominer davantage et à la gauche (il y a encore une gauche, même si elle est affaiblie, au sein du Parti travailliste) d'être plus effacée que lors de ce congrès.

Les stratèges du "New Labour" ont déjà conclu qu'ils vont gagner les prochaines élections dans deux ans et, à moins d'assister à de graves événements imprévus (telle une crise économique sévère), ils ont sans doute raison. Blair pouvait donc se concentrer sur l'étape suivante de son projet. « *La guerre des classes est finie* », annonçait-il, et il déclarait la guerre aux « *conservateurs de gauche et de droite* » qui encombrant la voie de la « *modernisation* » empruntée par le "New Labour".

Il est allé bien plus loin sur la voie empruntée depuis qu'il a fait supprimer le point 4 des statuts du parti (qui indiquait que le parti travailliste lutte pour la nationalisation des moyens de production) dans le but d'effacer la rupture avec le libéralisme survenue au début du siècle. Il a appelé ceux des Tories qui se reconnaissent dans la frac-

tion nommée "one-nation" (un peuple) à rejoindre le "New Labour", invitant particulièrement l'ex-chancelier de l'échiquier, Kenneth Clarke, et l'ex-vice-premier ministre tory, Michael Heseltine.

Depuis lors Blair a formé une alliance, nouvelle et sans précédent dans la politique britannique, avec Clarke et Heseltine (et aussi le dirigeant des Libéraux démocrates) en faveur de l'intégration de la Grande Bretagne au sein de l'Union monétaire



Blair et Schröder au sommet de Cologne

« *quand ce sera le moment* », ce qui en réalité signifie lorsqu'ils jugeront qu'ils peuvent emporter le référendum sur cette question.

La formation de cette alliance a exacerbé la division au sein du Parti conservateur sur cette question, le conduisant au bord de la scission. Cela s'est reflété au cours du congrès du Parti conservateur, qui fut marqué par une évolution très droitière. La xénophobie y fut portée à son comble, avec la défense de la chasse au renard, de la livre sterling et, lorsque Margaret Thatcher y parvint, la défense de Pinochet ! En réalité le parti tory est déchiré sous la double pression des succès du blairisme au milieu de la politique britannique (ou plus précisément au milieu de l'Angleterre) et de ses vieilles querelles sur l'Europe. Le résultat est que les Tories "one-nation" ne trouvent plus supportable le Parti conservateur et se sentent plus proches de Blair et du "New Labour". En fait, le discours de Blair sur l'Union européenne n'est que la répétition de ce que les "one-nation" tories disent depuis des années.

Cette alliance, de pair avec le remaniement ministériel, fait partie des gestes les plus audacieux de Blair. Rien ne pouvait mieux affirmer son autorité que la décision de faire revenir Mandelson au gouvernement, dix mois seulement après sa démission forcée. En même temps il s'est débar-

rasé des survivants du "vieux" travaillisme au sein du gouvernement, modelant une équipe à son image. Il a clairement montré qu'il n'avait besoin de compromis avec personne et il n'en a pas fait. Et il ne s'est heurté qu'à de faibles protestations au sein du parti, alors que les médias ont majoritairement et bruyamment approuvé les changements, y compris la résurrection de Mandelson. C'est d'autant plus significatif que Mandelson est, avec Blair, l'architecte-clé du nouveau parti travailliste.

### Vers la fin de la gauche travailliste ?

A l'intérieur du parti la situation n'a jamais été aussi préoccupante pour la gauche. L'aile gauche autour du groupe d'action des membres du parlement travaillistes ("Campaign group of Labour MP"), qui avaient baissé la tête devant Blair la plupart du temps, est maintenant directement sur la sellette. On parle d'une liste des membres-clé du dit groupe que les blairistes veulent éliminer au cours du processus de sélection des candidats avant les prochaines élections. Les structures locales du parti peuvent bien proposer à nouveau les députés sortants, y compris les membres du groupe d'action, mais ils doivent ensuite être confirmés par l'exécutif national armé de nouveaux critères politiques aux quels les candidats doivent se plier. Depuis que ces critères sont fondés sur la loyauté envers le projet de Blair, on s'attend à ce certains des députés sortants, en particulier les animateurs-clés du groupe d'action, soient remerciés. Quelle sera alors l'attitude des députés non investis et de leurs partisans, c'est la question à venir.

Mais ce n'est pas tout. Le Parti travailliste doit être réorganisé au niveau des circonscriptions au cours de l'année à venir. C'est le niveau où la gauche a toujours été la plus forte et les liens avec les syndicats les plus réels. Les syndicats locaux avaient le droit d'envoyer des délégués aux comités directeurs locaux du parti. C'est ce que la gauche avait longtemps appelée « *la valve ouverte* » entre le parti et les syndicats. C'est ce qui, en même temps que la démocratie locale, doit être sévèrement limité. Les comités locaux devront siéger une fois par trimestre (au lieu d'une fois par mois) et leurs pouvoirs de décision seront réduits. Ils ne seront plus composés de membres élus, mais ouverts à tous, ce qui réduira sérieusement la démocratie représentative au sein du parti.

Il s'agit sans doute de la plus importante "réforme" depuis que Blair a commencé à



Au congrès du Labour party : Pourquoi ne chantons nous pas tous ensemble le «Drapeau rouge» ?  
— Nous avons changé de ton.

transformer le Parti travailliste, du moins celle qui concerne le plus directement les militants de base. Et elle pourrait se heurter à une opposition potentielle significative. Malheureusement les propositions qui pourront être présentées aux congrès du parti devront passer par le crible d'une sorte de référendum et le congrès lui-même n'aura pas grand chose à décider.

Si l'enjeu pour Blair est de transformer le Parti travailliste en principal parti de la bourgeoisie britannique, il a aussi un autre objectif. C'est de s'assurer que lorsque la longue dépression du niveau des luttes sociales arrivera à sa fin en Grande Bretagne, aucune radicalisation nouvelle ne puisse trouver aisément son expression au sein du parti.

Cela a des conséquences importantes pour le combat futur de la gauche. Tout d'abord, s'il y en a encore des batailles à venir à l'intérieur du Parti travailliste, le terrain principal du combat entre la gauche et la droite se déplace du parti vers les syndicats ou les mouvements sociaux ou encore une combinaison des ces deux derniers. Et s'il est imaginable que la gauche dans le parti travailliste puisse tenter de se ressaisir ultérieurement, il est peu probable que ce soit là le début de la contre-offensive. C'est un argument pour que les militants de gauche privilégient leur investissement syndical et celui dans les mouvements sociaux. ■



Devant la commission de candidatures, le député sortant portant son « pager » (imposé par la direction pour discipliner les députés) est sommé par Blair de répondre : « Quand la dernière fois as-tu omis de courber la nuque ? »

# Polarisation politique sur fond d'abstention

Par  
Bjarke Friborg\*

Dimanche 13 septembre, avec l'élection de 425 conseils municipaux et de 19 exécutifs régionaux, la Norvège a été soumise à un sondage grandeur nature. Le résultat est essentiellement caractérisé par une faible participation, mais aussi par une certaine tendance à la polarisation. Avec 28 % des voix les sociaux-démocrates, dans l'opposition depuis l'automne 1997, réalisent leur plus mauvais score depuis les années 1920, perdant des voix tant sur leur gauche que sur leur droite. Bien que les trois partis du centre restent stables, les deux ailes — gauche et droite — augmentent leurs scores de 3 %.

Avec 8 % pour le Parti socialiste de gauche (SV, réformiste) et 2,1 % pour l'Alliance électorale rouge (RV, révolutionnaires), la gauche réalise un bon score. Néanmoins un tiers d'électeurs préfèrent toujours les Conservateurs ou le Parti progressiste (populiste), faisant de ces deux partis le bloc principal, devant les sociaux-démocrates et les partis du centre.

## Les grands perdants

Les résultats électoraux ne reflètent que partiellement le changement du paysage politique réel depuis les mobilisations de masse en relation avec le référendum sur l'entrée dans l'Union européenne en novembre 1994. En cinq ans seulement le mouvement contre l'Europe est devenu la plus grande organisation politique militante dans le pays, rivalisant même avec les sociaux-démocrates et leurs 140 000 membres (dont un grand nombre de militants). Le vote majoritaire contre l'intégration au sein de l'Union européenne, fruit de ces mobilisations, a opportunément rappelé que les grands mouvements populaires peuvent influencer le cours des événements. Pour RV et pour l'Organisation de la jeunesse rouge, ce fut aussi l'occasion de se lier à une nouvelle génération militante trempée dans le mouvement de masse. Rappelons

que ce fut aussi l'occasion des mobilisations étudiantes, occupant massivement les rues, même si leur lutte n'était pas directement liée à celle contre l'Union européenne.

Les sociaux-démocrates étaient alors tenus d'une main ferme par leur dirigeante Gro Harlem Brundtland. Bien qu'elle soit internationalement reconnue pour son rôle en défense de l'environnement au sein de l'ONU, dans son propre pays, elle s'était fait la réputation de dévouement envers l'économie de marché et fut souvent en froid avec les défenseurs de l'environnement. Elle parvint pourtant à assurer encore aux sociaux-démocrates une popularité au niveau de 40 %, bien qu'elle soit massivement critiquée pour son engagement pro-UE. Même la principale confédération syndicale s'est détournée d'elle sur cette question, ce qui fut une grande victoire de l'aile gauche contre la bureaucratie syndicale traditionnelle. La lutte contre l'UE a aussi radicalisé le parti paysan traditionnel (le Parti du centre) et l'a rendu attrayant pour la gauche réformiste à cause de sa position ferme contre l'adhésion à l'UE.

Aujourd'hui tant le Parti social-démocrate que le Parti du centre peuvent être considérés comme les grands perdants des élections de 1999, le premier perdant ses électeurs traditionnels et le second perdant presque tous ses nouveaux soutiens. Les sociaux-démocrates ont perdu des voix en faveur des Conservateurs et surtout des voix d'ouvriers en faveur du Parti progressiste, raciste et populiste de droite. En même temps le Parti du centre a perdu sa crédibilité à cause de sa contre-performance au sein du trio des partis gouvernementaux. Sur le papier c'est une coalition hautement critique envers l'UE, mais en réalité ils n'ont pas hésité à se singulariser, recommandant même l'entrée de la Norvège dans l'espace Schengen. Cela a contribué à démoraliser leur électorat et montre qu'ils n'ont rien appris de la mobilisation populaire qui, en

\* Bjarke Friborg est membre du Comité exécutif national de l'Alliance électorale rouge (RV) et sympathisant de la IV<sup>e</sup> Internationale.

infligeant un camouflet aux sociaux-démocrates, les a portés au gouvernement.

## Socialistes de gauche, à droite toute ?

Pour leur part les Socialistes de gauche ne semblent pas davantage avoir appris cette leçon. La formation d'un nouveau gouvernement avec les sociaux-démocrates est devenue l'objectif stratégique de la direction du Parti socialiste de gauche (SV). Le parlementarisme est tout, tandis que les luttes dans des communautés locales et les entreprises semblent être sans importance : lorsqu'un groupe de jeunes occupait une maison à Oslo pour attirer l'attention sur les difficultés des mal logés, les candidats SV ont pris les distances avec l'action « parce que les politiciens n'ont pas recours à de tels moyens ». Pour l'opposition de gauche au sein du SV l'avenir semble bouché. Pourtant la radicalisation de l'organisation de jeunesse du SV depuis son assemblée en mars devrait être porteuse d'espoir. Aujourd'hui la Jeunesse socialiste est entrée en coopération avec son équivalent suédois Ung Vänstern, qui est également à la gauche de son parti adulte (Vänsterpartiet, Parti de gauche). Néanmoins l'importance des divergences au sein du SV reste une question ouverte et il est trop tôt pour dire si l'affrontement actuel conduira à une scission et éventuellement à de nouveaux regroupements.

En avril le congrès du SV fut extrêmement tendu, parce que la présidente du parti Kristin Halvorsen menaçait de démissionner si elle n'obtenait pas une majorité en faveur de l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie. Une situation d'autant plus scandaleuse pour un parti, dont les rangs sont largement issus du mouvement anti-OTAN des années 1960.

Par chance pour Halvorsen la guerre avait été arrêtée avant que la campagne électorale n'atteigne sa phase décisive. L'enseignement étant un des thèmes principaux de la campagne, le SV s'est trouvé dans une position plus favorable, car c'est son terrain historique. Probablement ils ont tout d'abord perdu une partie de leurs électeurs au profit de RV, mais cette perte était largement compensée par les électeurs sociaux-démocrates frustrés qui se sont tournés vers le SV. Et avec la Jeunesse Socialiste nouvellement radicalisée comme porte-drapeau, ils sont devenus le premier parti parmi les jeunes entre 16 et 19 ans : 19 % de ce groupe d'âge s'est prononcé en faveur du SV lors d'élections organisés parallè-

lement dans les écoles, en comparaison des 6 % en faveur de RV.

## "Progressistes" = populistes et racistes

Le Parti progressiste est devenu le principal défi pour la droite traditionnelle, parvenant en 1997 à obtenir son meilleur résultat historique et menaçant de passer devant les Conservateurs. Cette fois-ci la combinaison du racisme et du populisme n'a pas été couronnée du même succès. Leur racisme fut pourtant sans limites : ainsi, leur principal candidat à Oslo n'hésitait pas à comparer l'occupation nazie en 1940 et l'immigration, alors qu'un autre candidat local se déclarait en faveur de la concentration des demandeurs d'asile dans des camps, de manière à leur interdire de se déplacer s'ils n'étaient pas accompagnés par un Norvégien. Le président de la principale Confédération syndicale (LO) demanda alors au public de tourner le dos aux progressistes pendant leurs réunions électorales, une méthode qui avait été employée avec succès pour contrer le Mouvement contre l'immigration au début de la décennie. Partout où le Parti progressiste appelait à des réunions électorales, il devait faire face à des manifestants montrant leur dégoût. Bien que le Parti progressiste ait une nouvelle fois crevé le plafond, atteignant un score historique avec 13,5 %, il ne parvint pas à dépasser les Conservateurs et il a même perdu près de 6 % de votes dans les quartiers ouvriers d'Oslo, où il progressait régulièrement jusque là.

## Percée de la gauche rouge

Avec près de 42 000 votes (2,1 %), les révolutionnaires de l'Alliance électorale

rouge (RV) ont fait une percée, après avoir lentement progressé depuis la fin des années 1970. RV avait été constitué en 1975 en tant que front électoral du Parti communiste ouvrier marxiste-léniniste (AKP-ML). AKP était alors le plus grand parti maoïste en Europe, avec un journal quotidien (Klassekampen) et plusieurs milliers de membres jusqu'en 1981. Après une décennie de stagnation relative, le RV s'est transformé en un parti indépendant, avec environ 1400 membres et une pleine liberté pour les tendances et les fractions. Aujourd'hui au sein du RV on trouve des maoïstes, des trotskistes et d'autres, mais la grande majorité préfère l'appellation de marxistes révolutionnaires. L'alliance électorale s'est transformée en un parti réel, actif en dehors des périodes électorales et présent de manière significative dans les syndicats et le mouvement de femmes. Le RV n'est pas encore aussi fort que l'était son précurseur AKP au début des années 1970. Le quotidien révolutionnaire Klassekampen, proche de RV, constitue pourtant un levier important pour les campagnes nationales. Récemment le quotidien et RV ont joué un rôle crucial dans les protestations contre la guerre, alors que la gauche avait été affaiblie par l'alignement de la direction du SV sur l'OTAN et le soutien apporté par le NKP (PC pro-Moscou) à Milosevic.

Lors des élections du 13 septembre RV a dépassé SV dans plusieurs endroits, obtenant dans certaines municipalités des scores entre 7 et 13,5 %. Dans les villes majeures RV obtenait 6,5 % à Bergen, 4,1 % à Trondheim et 4,2 % à Oslo. Dans la ville des Jeux olympique Lillehammer 4,4 % ont voté RV. Suite à ces élections RV a obtenu 82 élus municipaux (68 sur ses propres listes et 14

dans le cadre de listes d'alliances locales, généralement avec les organisations locales de SV, des Verts et du NKP), et 16 conseillers régionaux (14 sur les listes RV et 2 dans le cadre d'alliance plus large). Le thème principal développé par le RV dans ces élections fut la lutte contre l'étouffement des budgets locaux, contre les licenciements contre la centralisation et la concentration croissantes des richesses. RV révélait aussi les raisons de la crise de l'industrie navale. D'ailleurs, une semaine seulement avant les élections 10 000 ouvriers des chantiers navals partaient en grève contre l'absence d'une politique industrielle cohérente du gouvernement et contre la dérégulation et la libéralisation des marchés à travers le monde.

## Librairie La Brèche

8, Rue de Romainville, 75019 Paris  
m é t r o T é l é g r a p h e  
t é l : 01 42 38 04 14  
f a x : 01 42 38 27 51

ouverture : lundi 14h-20h  
mardi à samedi : 12h-20h

vente par correspondance  
Paris, province, étranger :

**ENVOI GRATUIT**

# Le gouvernement « rouge-vert » : première année

Par  
Winfried Wolf\*

La venue au pouvoir d'un gouvernement rouge-vert, le 27 septembre 1998, fut perçue en Allemagne et à l'étranger comme un évènement "historique". Il se solde pour le moment par une série de records négatifs.

Il remplaçait le gouvernement de Helmut Kohl, le plus durable dans l'histoire allemande. Et c'est le gouvernement qui dans l'histoire récente (depuis 1945), s'est discrédité le plus rapidement. En un an, il perdu entre 30 et 40 % de son électorat dans une série d'élections intermédiaires. Et si on devait assister à des élections générales anticipées, la CDU/CSU obtiendrait une victoire fulgurante.

Jamais dans l'histoire allemande du XXe siècle, le SPD n'était tombé à un niveau aussi bas, que lors des élections récentes au Land de Saxe (1).

Un an après la constitution du gouvernement, l'allié du SPD, le "Bündnis90/Die Grünen" (2), a réussi à ne plus être présent dans aucun des parlements régionaux en ex-RDA. Si des élections avaient lieu demain, ce Parti descendrait en dessous des 5 % et serait donc éliminé du Parlement fédéral. Par ailleurs, ce gouvernement qui se faisait fort de combattre « la morosité politique », a débouché sur des taux d'abstention sans précédent en Allemagne.

## Le bilan électoral

Depuis les élections parlementaires pour le Parlement fédéral ("Bundestag"), une demi-douzaine d'élections ont eu lieu. Au total, plus de la moitié de l'électorat a été appelée aux urnes, successivement : en Hesse et en Sarre (élections régionales), au Mecklenbourg-Poméranie-occidentale (élections municipales générales), au Brandebourg et en Thuringe (régionales), en Rhénanie-du-Nord-Westphalie (municipales généralisées), et finalement en Saxe (régionales). En plus, il y a eu, en juin 1999, les Européennes.

Même si le caractère de ces consulta-

tions et des configurations diffèrent, elles furent toutes marquées par la politique nationale, celle du gouvernement Schröder-Fischer. Si on laisse de côté quelques différences "régionales", il y a cinq caractéristiques communes.

Premièrement, le SPD, le parti dirigeant du gouvernement fédéral, est sanctionné partout, et brutalement. Cela est d'autant plus clair dans les cas où le gouvernement emmené par le SPD local s'identifie au cours politique du gouvernement national. Exemples : Brandebourg et Saxe. C'est moins massif, là où le SPD a pris ses distances (la Sarre). Aux élections en Saxe, une

torat,

Troisièmement, les principaux vainqueurs de ces élections sont la droite (CDU-CSU, démocratie-chrétienne) et l'extrême-droite fasciste (DVU, Républicains, NPD). Leurs gains dépassent presque partout les reports vers la gauche (PDS).

Quatrièmement, le PDS progresse partout, sauf aux élections municipales en Mecklenbourg-Poméranie-occidentale. Son progrès augmente d'une élection à l'autre, au fur et à mesure que le gouvernement fédéral perd en crédibilité. Cela vaut en particulier pour les nouvelles régions de l'ex-RDA : voir la victoire électorale impressionnante au Brandebourg, en Thuringe et en Saxe. Mais cela vaut aussi, et de plus en plus, pour la partie occidentale du pays, comme les élections municipales en Rhénanie-du-Nord-Westphalie viennent de le montrer. Le PDS y conquiert ses premières sièges dans 20 conseils municipaux (3). Cela montre la nouvelle potentialité du PDS dans cette partie du pays.

Cinquièmement, les élections esquissent, en le clarifiant, le paysage partidarique. Dans les nouveaux "Länder" à l'Est, apparaît un système tripartite : CDU, SPD, PDS. L'Alliance90/Les Verts et le FDP (le parti libéral) sont éliminés de la scène politique-institutionnelle, et il est peu probable qu'ils dépasseront prochainement la barre des 5 %.

A l'Ouest, y compris à Berlin (désormais la capitale du pays réunifié), le FDP a perdu toute représentation parlementaire. Manifestement, les Verts pourraient subir le même sort aux prochaines élections générales. Dans la Sarre, c'est un système bi-partite (CDU, SPD) qui a vu le jour : cela rappel-



région avec une longue tradition socialiste, le SPD réussit à arriver en second pour la première fois au XXe siècle (dans la mesure où il y avait la démocratie parlementaire). Dans ce Land, le SPD local s'est totalement soumis au cirque ("Road Show") de Schröder : pas de critique de la politique d'austérité ("Sparpaket"); refus de toute coopération avec le PDS (issu de l'ex-SED de l'ex-RDA).

Deuxièmement, les pertes de l'Alliance99/Les Verts sont comparables à celles de la social-démocratie. Elle a perdu, selon les cas, entre 25 à 50 % de son élec-

\* Winfried Wolf, rédacteur du bimensuel SoZ, a été élu membre du Bundestag sur les listes du PDS, Parti du socialisme démocratique.

1. Nous traduirons "Land" par "région" et donc "régional". Il s'agit d'une entité étatique dans un Etat national de type fédéral.

2. Alliance 90 est le partenaire autonome des Verts en ex-RDA.

3. Dont 4,2 % à Duisburg, une ville industrielle de 800 000 habitants.

## Allemagne

le la situation peu démocratique des Etats-Unis.

Les élections à Berlin (le "Sénat" de la ville) et à Bad-Würtemberg (élections municipales) ont confirmé la tendance. Si celle-ci se prolonge en 2000, lors des élections parlementaires au Schleswig-Holstein et en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le désastre pour la coalition rouge-verte serait complet. Le gouvernement serait en danger de mort.

### En cause : le Kosovo et l'austérité

Bien entendu, la couleur locale n'est jamais totalement absente : l'énorme perte de 15 % pour le SPD au Brandebourg est certainement aussi dûe à la politique de Manfred Stolpe, à la tête d'un gouvernement régional monocouleur et minoritaire (SPD). A l'opposé de la tendance générale, la CDU perd 1,5 % en Saxe, où Kurt Biedenkopf, le plus populaire dirigeant de la CDU à l'Est, est premier ministre d'un gouvernement majoritaire et monocouleur. En Sarre, le SPD perd relativement peu (moins de 4 %) parce que Klimmt, président du gouvernement SPD-CDU régional, s'était

nettement distancié de la politique d'austérité du gouvernement Schröder-Fischer et avait publiquement polémique contre les déclarations « troisième voie - nouveau centre » de Blair-Schröder.

Mais, tous les observateurs sont d'accord pour dire que la politique nationale fut décisive. Les électeurs ont utilisé leur bulletin — ou leur abstention — pour juger le gouvernement fédéral. Les enjeux principaux furent l'austérité, et la guerre contre la Yougoslavie.

Il me semble que beaucoup de commentateurs ont sous-estimé l'influence de la guerre sur les jeunes. Le 27 septembre 1998, lorsque le SPD et les Verts gagnèrent les élections, peu de membres de ces partis s'étaient imaginés que Schröder allait continuer la politique antisociale de Kohl. Et ceux qui ont pensé qu'avec le ministre Scharping (SPD) à la Défense et Fischer, le Vert-pacifiste, aux Affaires étrangères, l'Allemagne allait se lancer dans une guerre d'agression, étaient encore moins nombreux. Ce choc continue à produire ses secousses. Il pèse de tout son poids sur l'incapacité des "rouges et verts" de mobiliser l'ensemble de leur

électorat. Dans le cas du Parti des Verts, enraciné dans le combat pacifiste, la "politique nouvelle" du gouvernement va déboucher sur un changement d'identité politique (plus que dans celui du SPD). Joschka Fischer en parle publiquement : « Sur beaucoup de terrains, les concepts des années 1970 et 1980 prévalent encore chez nous. Les changements de contenu politique n'ont pas encore affecté notre identité ». Et par une tournure d'esprit typiquement stalinienne, il n'a rien trouvé de mieux que de dire : « Un vrai problème d'éducation ! Il faut changer tout cela par un programme de formation politique dans tout le Parti ».

Plus important, évidemment, quant aux causes nationales des défaites électorales du SPD et des Verts, c'est la politique d'austérité. Depuis le printemps 1999, quand le tournant eut lieu, le gouvernement a organisé une redistribution des revenus en prenant « chez ceux d'en bas », c'est-à-dire chez la clientèle traditionnelle du SPD, pour favoriser « ceux d'en haut ».

Cette politique d'austérité constitue un tournant profond. Avant mars 1999, une série de lois et de mesures avaient été adop-

### Document\*

#### Après le dérapage du SPD, les syndicats à la croisée des chemins

Il est bien connu qu'en Allemagne les syndicats furent toujours politisés. Les premières organisations surgirent en lien avec les partis politiques, avant tout avec la social-démocratie, amis aussi avec le centre et avec les libéraux. En principe, les syndicats se concevaient comme des organisations de la classe ouvrière dans son ensemble et de tous les travailleurs dépendants. Mais, en même temps, dans les mouvements social-démocrate, chrétien, et ensuite communiste, il existait une

sorte de division du travail : les syndicats s'occupaient des revendications économiques de tous les jours et les partis des grandes questions politiques. Jusqu'en 1933 les syndicats sociaux-démocrates avaient accepté cette division du travail, mais sans jamais se soumettre inconditionnellement au rôle dirigeant du parti, comme l'avaient fait les syndicats RGO, liés au parti communiste. Une telle approche ne fut pas toujours correctement appliquée ; elle ne le fut pas, par exemple, en 1933 lorsque les syndicats, à la différence du SPD, essayèrent de s'accorder avec Hitler. Après 1945, au delà de l'idée selon laquelle la centrale DGB devait se placer au dessus des partis, les syndicats ont maintenu en fait une division du travail avec la SPD, tout en étant ouverts à des alliances y compris avec la CDU.

Ce système de division du travail s'est avéré fragile à la fin des années 1950 à la suite de l'adoption par le SPD du programme de Bad Godesberg (1). Certes, deux ans après, la DGB acceptait elle aussi l'économie de marché dans son programme fondamental, mais elle ne pouvait pas accepter la démarche du SPD qui ne se voulait plus le parti de la classe ouvrière, mais un parti du peuple c'est à dire un parti représentant tous les intérêts sociaux, y compris ceux des employeurs, ou s'efforçant d'harmoniser ces intérêts. Les syndicats n'auraient pu de toute évidence défendre en même temps les intérêts des travailleurs et ceux des entrepreneurs s'ils voulaient sauvegarder leur raison d'être.

Ce n'est pas par hasard si immédiatement après l'adoption du programme de Bad Godesberg il y a eu sur le terrain syndical des impulsions et des initiatives en contradiction avec les orientations du

SPD ou, du moins, ayant un accent différent de celui de la direction de ce parti. L'orientation de l'IG Metall sous la direction d'Otto Brenner fut particulièrement importante à ce sujet. Alors que le SPD sous la direction de Herbert Wehner excommuniait le SDS (2), se formaient au sein du SDS et sous la protection de Brenner une aile syndicale de gauche qui constituera l'embryon du mouvement de 1968. Ensuite, lors de l'affrontement sur la loi spéciale concernant les fonctionnaires de l'État, l'IG Metall (de même que le syndicat de la presse et de l'imprimerie) n'a pas partagé la position de la direction du SPD.

#### Nouveau saut qualitatif

De même qu'en 1959, en 1999 le SPD a fait un nouveau saut qualitatif qui pose à nouveau aux syndicats le problème d'une définition de leur rôle politique. Il y a toutefois une différence : alors qu'il y a 40 ans le SPD voulait devenir un parti populaire de gauche dans la tradition réformiste du mouvement ouvrier, maintenant au moins l'aile qui a mené la lutte interne contre Lafontaine projette, à l'instar de Tony Blair, de faire du SPD le parti de l'économie, qui gagne les électeurs d'un centre mal défini et rompe explicitement avec ce qui reste de la tradition du mouvement ouvrier.

Le tournant de 1959 impliquait le rejet de la lutte de classes, de la tradition marxiste, de la perspective d'écroulement du capitalisme et du projet d'une société fondée sur la propriété collective des moyens de production. Il impliquait l'acceptation d'idées keynésiennes en matière fiscale et d'une forte intervention de l'État visant à introduire des droits sociaux et des mécanismes

\* Nous publions ici une traduction abrégée de l'intervention du politologue allemand Bodo Zeuner lors du Forum politique de l'IG Metall (syndicat des métallurgistes et des sidérurgistes) le 4 juin 1999. Cette intervention témoigne des débats suscités par l'évolution du SPD au sein de la gauche et du mouvement syndical en Allemagne.

1. Dans son programme adopté au congrès de Bad Godesberg en 1959 le SPD abandonnait toute référence à la lutte de classe.

2. Le SDS (Ligue des étudiants allemande socialiste — Sozialistische Deutschen Studentbund) a rompu avec le SPD en 1960. En 1967 la direction du SDS a été conquise par la fraction "antiautoritaire" Le SDS fut le creuset du mouvement de 1968 et de la nouvelle gauche en Allemagne.

tées, en corrigeant considérablement la politique de Kohl. Gregor Gysi, le dirigeant du PDS, décrivait ce tournant, à l'occasion du débat sur le budget 2000, comme suit : « *En décembre 1998 nous avons soutenu une série de lois (proposées par le gouvernement) parce qu'elles annulaient des injustices sociales importantes. Je mentionne : la réduction des coûts des médicaments, l'élargissement de la protection en cas de licenciement, le rétablissement à 100 % du salaire en cas de maladie, la suspension de la réduction des pensions et une augmentation des allocations familiales pour les enfants... Dès le début, j'ai eu l'impression, Monsieur le Premier Ministre, que ces mesures législatives ne vous plaisaient pas vraiment. Et ce qui m'avait frappé, c'est que vous n'avez nullement utilisé ces mesures dans votre campagne électorale en Hesse. En Mars (1999), il y avait une rupture dans la politique du gouvernement fédéral. Ce n'était pas par hasard qu'elle coïncidait avec la démission d'Oskar Lafontaine.* »

Cela ne veut pas dire qu'«avec Oskar» il y aurait eu une autre politique gouvernementale, ou que les débuts positifs du gou-

vernement « rouge-vert » au premier trimestre aurait continué. Cela serait une idéalisation de la personne de Lafontaine, en oubliant qu'en fait la politique d'austérité avait commencé parallèlement en Sarre, et que des mesures non-démocratiques avaient été introduites (sur la presse, soutien au décret sur « la haute surveillance »).

### Les partis du système

Ce ne sont pas les personnes, mais le caractère fondamental du système économique et politique qui est déterminant. Les dirigeants du SPD et ceux qui dirigent les Verts sur le plan fédéral, montrent bien à quel point ils font partie du système. Ils fonctionnent entièrement dans l'intérêt du système capitaliste et de ceux qui ont vraiment le pouvoir en mains : les grandes entreprises, les banques, les compagnies d'assurance, les associations patronales. Les partis gouvernementaux ont montré qu'ils sont prêts à poursuivre leur politique, si nécessaire en affrontant l'opposition massive de leurs adhérents. Et même jusqu'à détruire leur parti et leur électorat ! Les paroles de Schröder — « nous ne pouvons pas changer

susceptibles de réguler le marché, le capital, le profit et l'accumulation. En 1999, l'aile keynésienne du SPD, victorieuse en 1959, a perdu, tant sur le terrain programmatique que sur le terrain politique, la bataille qu'elle avait menée par l'intermédiaire d'Oskar Lafontaine, et cela immédiatement après l'avènement du parti au gouvernement. Bref, si le saut qualitatif de 1959 avait débouché sur le rejet de la tradition du marxisme, le saut qualitatif de 1999 débouche sur le rejet de la tradition du mouvement ouvrier dans son ensemble.

Dans leur méfiance vis-à-vis de l'État, Blair et Schröder s'efforcent de ne pas se laisser distancer par leurs prédécesseurs Thatcher et Kohl. Selon eux, il faut surmonter les conflits traditionnels au sein des entreprises, accepter l'inégalité, ne pas confondre droits sociaux et égalité et projeter une société, où tous les hommes doivent se concurrencer comme « possesseurs du capital », les perdants étant de plus en plus perdants et les gagnants de plus en plus gagnants. Ce n'est pas étonnant que la fraction parlementaire du parti libéral FDP ait exprimé son accord avec le texte diffusé par Blair-Schröder...

### Les syndicats sans bras politique

Si on accepte l'analyse selon laquelle le SPD sous la direction de Schröder s'est définitivement éloigné de la tradition politique du mouvement ouvrier, il faut conclure que la division du travail traditionnelle entre le SPD et les syndicats a perdu tout fondement et que le SPD ne veut plus ni ne peut plus être le bras politique d'un mouvement dont les syndicats seraient le bras économique.

Les syndicats sont donc confrontés à une ques-

tion tout à fait nouvelle, celle de savoir si en absence d'un parti donné ils veulent maintenir la tradition politique du mouvement ouvrier, en se basant d'une certaine façon sur eux-mêmes, en lien avec d'autres groupes sociaux et en se plaçant à équidistance de tous les partis ? On pourrait également concevoir une autre alternative, qu'on pourrait appeler celle « d'anglo-américanisation ». A l'instar de ce qui se passe aux États-Unis (et de plus en plus en Angleterre), en absence d'un parti social-démocrate, les syndicats pourraient agir comme les représentants d'intérêts particuliers et concurrentiels de différents groupes de leurs membres, sans aucune solidarité d'inspiration politique. Dans une telle éventualité les syndicats accepteraient d'enregistrer que la tradition du mouvement ouvrier socialiste et social-démocrate d'antan s'est politiquement épuisée et que ce que les chercheurs en matière électorale appellent le clivage gauche-droite ne représente plus une ligne de conflit ayant un fondement socio-économique.

Les syndicats allemands doivent poursuivre leurs discussions : sont-ils disposés à accepter l'idée que le mouvement ouvrier a touché à sa fin ? En fait, puisque le SPD s'est éloigné de la tradition du mouvement ouvrier, les syndicats doivent se poser la question de savoir s'ils veulent continuer à eux seuls cette tradition et se considèrent suffisamment forts pour le faire sans un lien avec un parti donné Il y a de bonnes raisons pour que les syndicats choisissent d'emprunter les chemins d'une politisation autonome et non le chemin de la défense d'intérêts sectoriels selon le modèle américain.

le programme » (il voulait dire le programme d'austérité) — constituent en réalité une déclaration programmatique en soi. Manifestement, ce programme fut décidé ailleurs, clairement au sein du BDA (l'association fédérale des patrons) qui au printemps 1999 avait insisté pour que la politique de Kohl soit poursuivie.

Dernièrement, depuis la guerre du Kosovo et l'introduction du budget 2000, le camp patronal semblait satisfait et n'émettait que quelques critiques partielles, telles que la réduction du budget militaire (on peut donc s'attendre à ce que les « Rouges-Verts » introduisent quelques corrections « amicales » en faveur des patrons et de l'industrie d'armement).

Que les « rouges » et « verts » agissent ainsi, contre leurs propres programmes électoraux, sur des questions aussi importantes que la guerre et l'austérité, n'est pas dû au hasard. Le « système » pose précisément ces exigences dans la période actuelle. « Austérité » signifie continuer la politique néolibérale de réduire l'Etat là où il protège les faibles, et le renforcer là où il s'agit de remplacer l'activité démocratique par la surveillance et la force. Mais elle signifie surtout continuer la vaste redistribution des revenus. Selon les chiffres officiels, entre 1992 et 1997, le revenu net des patrons progressait de 44,1 %, celui des salariés de 3 % (en fait, ce dernier reculait, comme celui des chômeurs et de tous ceux et celles doivent vivre d'une allocation publique).

Dans ce cadre, il est logique que le « paquet d'austérité » (Sparpaket) de Eicher, le successeur de Lafontaine aux Finances, frappe les plus faibles dans la société, et qu'il ne tente pas d'appliquer un des points importants du programme électoral des partis au pouvoir, à savoir la réintroduction d'un impôt sur la propriété.

Il est donc logique et cynique d'utiliser l'éco-taxe (qui devait paraître servir à la protection de l'environnement) pour conforter cette redistribution inégalitaire des revenus.

La guerre, le second enjeu central, est aussi en conformité avec l'étape actuelle du capitalisme. La lutte sur le marché mondial, la répartition du « reste du monde » entre les 200 entreprises transnationales exigent une politique d'Etat en leur faveur. Elles considèrent la guerre comme « une partie normale » des affaires, une continuation de la politique étrangère par d'autres moyens. Quelques mois à peine après leur venue au pouvoir, les « rouges-verts » ont parfaitement intégré cette donnée.

« Nous avons compris », avait écrit Schröder quand les premières pertes électorales eurent lieu. Manifestement, il avait

## Allemagne & Portugal

autre chose en tête que ce que ses adhérents ont pu imaginer. Comme Fischer le disait dans une interview au magazine *Bild* : « Parfois, je me sens fatigué, mais je ne renonce pas. Comme un chien qui ne lâche pas l'os. Un vrai pitbull va jusqu'à l'os ».

### Perspectives

On pourrait dire : «...allez-y ! ». Après il y aura un gouvernement CDU, ou la Grande Coalition (SPD-CDU). Et entretemps le PDS aura eu l'occasion de grignoter quelques pourcents de plus. Et ainsi le carrousel continuerait.

Mais il y a de bonnes raisons de croire que les choses pourraient se passer différemment. Car là encore, le "système" sera déterminant. Les bases matérielles de l'économie capitaliste deviennent plus instables au fur et à mesure que la politique d'austérité néolibérale et la bataille pour gagner des parts de marché débouche sur le "terrorisme économique". Le Ministre Eichel a la chance de pouvoir appliquer ses agressions anti-



Notre camarade Hermann Dierkes a été élu au conseil municipal de Duisberg, une ville industrielle de 800 000 habitants dans la Ruhr. Hermann qui est membre du VSP (Organisation pour une Politique Socialiste) et rédacteur de son journal *SoZ-Sozialistische Zeitung*, figurait sur la « Liste Ouverte/PDS », un rassemblement autour du PDS, du DKP (le PC allemand "maintenu"), du VSP, de l'Alliance citoyenne de Duisburg et de nombreux sans-parti. La liste obtenait 4,2 % ce qui élargit nettement la base électorale du PDS dans une région importante dans la partie occidentale de l'Allemagne.

sociales en période calme. Mais qu'advient-il en cas de récession ? Déjà, sa politique actuelle a jusqu'à présent, à peine réussi à freiner l'accroissement de la dette publique. En plus il a pu profiter d'un taux d'intérêt sur la dette qui atteint un plancher record : 5,46 %. Une légère hausse du taux d'intérêt — décidée par la Banque Centrale Européenne en réponse aux développements aux Etats-Unis — épongerait d'un seul trait tous les « efforts d'austérité » imposés au monde du travail. Ce sera l'enfer.

Scharping qui a échoué comme président du SPD, est devenu le "chou-chou" des médias en tant que ministre de la guerre. Il a dirigé la première guerre allemande depuis 1945. L'Allemagne est encore le petit frère des Etats-Unis. Mais la guerre du Kosovo est certainement un "essai" pour une prochaine guerre "bien à nous". L'Allemagne (ou l'UE dirigée par l'Allemagne) pourra entrer en action par le biais d'une armée de l'UE.

Entre temps, le chômage, la pauvreté et les déportations se seront développés comme résultat logique des politiques néolibérales des "rouges-verts". Des centaines de milliers d'électeurs "rouges-verts" sont déjà en train d'"émigrer" vers la droite et l'extrême-droite. Il n'est pas évident que le PDS continuera à croître au même rythme. Et, plus le PDS cèderait à la tentation de cogouverner, plus le parti sera identifié aux mesures d'austérité. Plus le PDS se prêtera à donner un vernis rouge à la camelote Blair-Schröder, plus il risque de perdre des adhésions.

Le PDS est entré pour la première fois au Parlement européen en 1994 avec un vote record en termes de pourcentage. Cela reflétait avant tout le taux très bas de la participation électorale. Si on compare avec les élections actuelles, le Parti a perdu 189 000 électeurs à l'Est (ex-RDA) et en a gagné 85 000 à l'Ouest. Les principaux reculs ont eu lieu au Mecklenbourg-Poméranie-occidentale (perte de 65 000) et en Saxe-Anhalt (perte de 46 000).

Le développement du chômage de masse décidera de l'issue de ces développements. Sans un mouvement par en bas — des chômeurs, des salariés, des syndicats — le chômage risque de faire un nouveau bond pour atteindre les sommets historiques de 1933 : 6 millions.

On peut argumenter à propos des limites dans lesquelles le capitalisme peut maintenir un fonctionnement démocratique. Mais il est certain que le pays s'approche de ces limites. Et la gauche n'y est pas préparée. Encore moins qu'en 1933... ■

# Début

Par

João Carlos Louçã\*

La droite a subi une double défaite lors des législatives du 10 octobre 1999. D'un côté les partis de la droite traditionnelle (Parti social-démocrate et Parti populaire) n'ont pas été au delà des 40 % des voix exprimés, de l'autre côté le Parti socialiste (PS) n'a pas atteint le but recherché : obtenir la majorité absolue (1). La nouveauté de cette campagne fut sans aucun doute l'entrée au parlement de deux députés du *Bloco de Esquerda* (BE, Bloc de gauche), un mouvement nouveau de la gauche alternative, qui avait déjà été présent à l'élection européenne de juin.

### Après quatre ans de gouvernement du PS

Après quatre années de gouvernement le PS semblait réunir toutes les conditions pour obtenir la majorité absolue au parlement. Il bénéficiait d'une conjoncture économique favorable après avoir réussi la réalisation des critères de convergence et assuré l'entrée du Portugal dans l'Union monétaire. Il pouvait aussi tirer profit d'un sentiment diffus d'orgueil national suite à la réalisation à Lisbonne de l'Expo 98 et de l'octroi du prix Nobel de littérature à José Saramago la même année. Le gouvernement a pu également profiter de l'extraordinaire mobilisation de solidarité de la société portugaise avec le Timor-Oriental et de l'exigence d'une

\* João Carlos Louçã est membre de la direction du Parti socialiste révolutionnaire (section portugaise de la IV<sup>e</sup> Internationale). Le PSR (auparavant Ligue communiste internationaliste) fut fondé dans la clandestinité en 1973. Dans le mouvement révolutionnaire qui a suivi le 25 avril 1974 ses militants ont joué un rôle essentiel dans la naissance et la direction du mouvement des soldats SUV (Soldats unis vaincront), qui s'opposait aux tentatives putschistes de la hiérarchie militaire.

1. Grâce aux (quelques) votes de l'émigration le PS obtint tout juste la moitié des députés dans le Parlement, manquant d'un siège la majorité absolue.

# d'espoir pour la gauche

intervention militaire rapide de l'ONU au mois de septembre.

Du côté de la droite, en crise de direction, pas d'alternative crédible après que la coalition des deux principaux partis ait éclaté deux mois après avoir été annoncée. Le PSD s'est doté d'un nouveau président à trois mois des élections législatives, dans une tentative désespérée de retenir l'électorat qui lui échappait vers le centre politique du système représenté par le PS.

En effet, si le PS a gouverné quatre ans sans majorité absolue au parlement, dans les questions décisives il disposait d'une majorité écrasante composée des voix des députés du PSD et fréquemment du PP, notamment pour :

- son projet de flexibilité des lois du travail,
- l'imposition de la globalisation au détriment des droits des travailleurs,
- la privatisation des secteurs-clés de l'économie,
- les questions de politique extérieure et en particulier les rapports avec la commission européennes et les traités de l'Union européenne,
- la politique sociale,
- l'encouragement des affaires privées dans l'enseignement, la santé et la sécurité sociale.

Présenté comme le bon élève de l'Union européenne, le pays a le taux de chômage le plus bas de l'Union, mais simultanément presque la moitié de sa population active a un statut précaire ou en voie de précarisation. Les salaires moyens sont les plus bas de l'Europe communautaire et les salaires minima au-dessous du seuil de survie.

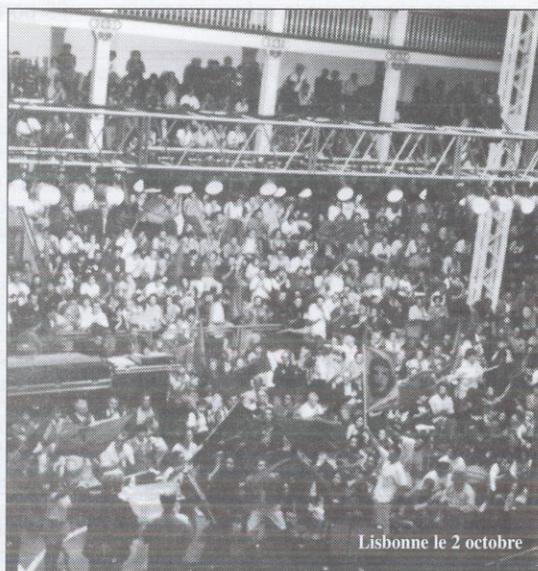
Au pouvoir depuis 1995 le PS a gouverné sans différence substantielle avec la droite qui l'avait précédé durant 10 ans : les mêmes privilèges aux mêmes groupes économiques qui aujourd'hui contrôlent la plus grande partie de l'économie et du marché national, l'utilisation de l'appareil d'état au service du parti afin de renforcer son pouvoir d'influence à divers niveaux. Un système de justice corrompu et bureaucratise où les rares voix qui parfois à l'intérieur même du PS tentèrent des réformes, ont été rapidement neutralisées.

## Un divorce avec l'espoir

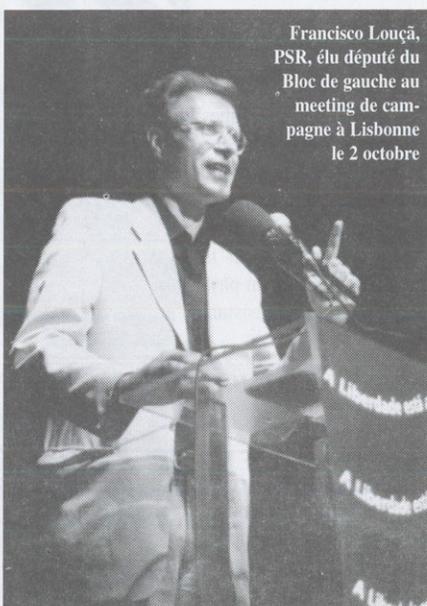
Pour qui aurait encore des doutes sur la nature du gouvernement PS, les doutes ont été définitivement effacés avec le prompt soutien du gouvernement aux bombardements de la Serbie et du Kosovo par l'OTAN. De la même manière que les Américains ne se sont pas sentis obligés d'avoir un mandat de l'ONU, le gouvernement portugais d'Antonio Guterres a préféré ne pas attendre le parlement pour mettre en avant son soutien politique et militaire.

Non qu'il ait quelques doutes sur sa large majorité parlementaire pour appuyer sa politique mais plutôt pour faciliter les aspects pratiques de l'opération. Avec l'évolution de la situation, lorsque les sondages ont montré une opinion publique majoritairement contre l'intervention militaire, le gouvernement a essayé de rectifier le tir en minimisant dans le discours la participation militaire nationale.

Mais le moment du divorce irréparable



Lisbonne le 2 octobre



Francisco Louçã,  
PSR, élu député du  
Bloc de gauche au  
meeting de cam-  
pagne à Lisbonne  
le 2 octobre

du PS avec l'espoir créé à gauche par son arrivée au gouvernement a été la question de l'IVG.

La loi portant sur la dépénalisation de l'avortement fut votée au printemps 98 sur l'initiative du groupe des députés de la jeunesse socialiste et du PCP et approuvée par le parlement à une courte majorité. Le lendemain de ce vote victorieux, la direction socialiste annonçait un accord avec la droite afin de réaliser un référendum sur cette question. Le référendum a eu lieu le 28 juin 1998 et la proposition sur la dépénalisation a été battue (par moins de 2 %), avec une abstention d'environ 70 %.

Le grand responsable de ce désastre fut le PS, qui malgré le fait d'avoir une majorité de militants, de dirigeants, et probablement d'électeurs favorables à la dépénalisation de l'IVG s'est trouvé divisé sur la position publique de son secrétaire général et Premier ministre. Antonio Guterres, contrairement à la tradition laïque et républicaine du PS, est un catholique pratiquant qui a su entourer son gouvernement d'éminences grises de l'Église. La question de l'IVG fut utilisée à l'extrême comme une affaire de conscience individuelle par les dirigeants du PS. Un Premier ministre, qui exprimait clairement son intention de vote aux côtés de l'Église, a paralysé les militants et les dirigeants

du PS.

La victoire de la démagogie et des méthodes les plus obscures de la droite incarnée par l'Église catholique a aussi été la victoire du Premier ministre sur les traditions de gauche de son propre parti. Ce fut la clarification définitive de la politique qu'il avait choisie pour son gouvernement.

Sans se réclamer très clairement des thèses de la troisième voie de Giddens, de Blair et Schröder, la direction d'Antonio Guterres est alignée sur la même longueur

d'onde. Ce n'est pas un hasard si ce dernier a été choisi comme président de l'Internationale socialiste.

On pourrait parfaitement paraphraser les propos d'Ignacio Ramonet sur la social-démocratie dans le *Monde Diplomatique* d'avril dernier, en disant du PS portugais que la place du conformisme et du conservatisme lui revient maintenant. Ses particularités locales et la survie des quelques thèmes de gauche et de leur expression ne font pas du PS portugais l'exception de la social-démo-

cratie européenne : comme tous les autres il a accepté la mission historique de banalisation du néolibéralisme. Il gouverne avec la droite, car il représente la droite moderne.

## Mobilisation exemplaire pour le peuple du Timor

Le contenu des accords signés en mai à New York entre le Portugal, l'Indonésie et l'ONU sur la réalisation du référendum d'autonomie au Timor oriental était évidemment

### Document

## Francisco Louçã confronté à la presse

Cette interview a été publiée le 16 octobre 1999 dans *Expresso*, le premier hebdomadaire de référence et le plus influent au Portugal. Dans la même édition, le dirigeant du PSR et aujourd'hui député du Bloc de gauche (BE), était qualifié de « petit Mitterrand de la gauche radicale », accusée de conservatisme, de vieillissement sénile et d'absence d'enracinement social. Nous la reproduisons ici à titre de document, témoignage d'une certaine forme de débat entre les médias et un élu... du peuple.

● Vous maintenez les déclarations que vous avez faites contre la candidature du Portugal aux Jeux Olympiques et contre l'Euro 2004 ? (1)



**Francisco Louçã** — Je félicite les organisateurs de la candidature mais je maintiens les critiques que j'ai faites. En ce qui concerne directement l'Euro 2004, le problème est qu'on n'a pas procédé à un assainissement à la base du football portugais, qui est une des grandes plaies de la société portugaise. Je crois que le degré de confiance et de crédibilité des dirigeants de tous les principaux clubs est, c'est bien connu et à juste titre, bien bas. C'est pourquoi, si on fait un effort de plusieurs millions pour les infrastructures, il faut avoir un niveau très élevé de contrôle, parce

que nous nous trouvons face à différentes mafias, et il faut qu'il soit d'autant plus effectif que l'expérience de l'Expo [il s'agit de l'Exposition Internationale de Lisbonne en 1998] nous a montré qu'il est arrivé ce qui est arrivé, en dépit de la rigueur qu'il y avait alors.

● Ces mafias sont nationales, internationales...

— Je crois que dans le football il y a des mafias nationales et internationales.

● Vous êtes pour la privatisation de la TAP (la compagnie d'aviation commerciale portugaise) ?

— Je ne sais pas, je ne connais pas suffisamment bien le sujet.

● Et de la RTP (la radio-télévision portugaise) ?

— Totalement contre. Il doit y avoir un service public de télévision.

● Et avec quoi bouchez-vous le trou ? Avec des licenciements ?

— Il faut faire une réforme générale à la RTP. Maintenir deux chaînes publiques sans publicité, qui renoncent à cette logique stupide de la concurrence avec les stations commerciales.

● Cela ne serait pas une pompe à millions ?

— Avoir une télévision publique signifie la fin de la redevance

télé mais elle a été supprimée donc il est nécessaire d'avoir un financement, que ce soit grâce à un prélèvement sur TV Cabo (2), ou bien...

● Et la redevance radio, il faut la maintenir ?

— Selon le même principe et avec les mêmes critères.

● Quand vous proposez un taux de 50 % sur l'IRS [impôt sur le revenu] pour les ménages ayant un revenu brut de 12 mille contos (3) par an, n'êtes-vous pas en train de qualifier de très riches des familles qui ne le sont pas ?

— Nous avons introduit très lentement quelques règles de transformation fiscale qui nous rapprochent d'une certaine modernité. Nous pouvons avoir un système plus efficace si l'on prend des mesures qui protègent avec plus de rigueur la justice fiscale et qui permettent de pondérer, dans les déclarations fiscales, les dépenses élémentaires de la vie des ménages.

● Est-il possible d'augmenter la contribution des entreprises au fisc et d'atteindre le plein emploi ?

— L'idée est que l'assiette d'imposition des entreprises devrait prendre en considération la valeur ajoutée et pas seulement les bénéfices nets, cela à cause du type de manipulations que nous connaissons. Ce qui signifierait une diminution de la fraude.

● Et les entreprises ne s'expatrieraient-elles pas vers d'autres pays ?

— Il peut y avoir des risques à la marge mais

cet argument a peu de poids. Les avantages compétitifs auxquels les entreprises recourent quand elles s'installent en Europe, en particulier au Portugal, ont aussi leur poids. En Europe les pays qui ont le meilleur rendement « per capita » sont ceux qui ont la plus grande rigueur dans le recouvrement de l'impôt et les niveaux de fiscalité les plus élevés.

● Le résultat du Bloc de Gauche a-t-il été la conséquence de conditions politiques spéciales ?

— Il y a eu des conditions politiques importantes et peut-être uniques dans ce contexte. En particulier, la possibilité d'une majorité absolue pour le PS et une certaine arrogance dans la manière avec laquelle il l'a demandée. Mais la grande difficulté était de briser un paysage politique très inerte, très résistant au changement.

● Tant que cela ? Voyez le PSN, le PRD (4)...

— Ce n'est pas comparable avec des phénomènes antérieurs. Le PRD était apparu à cause d'un effondrement du PS et ce n'est pas ce qui a lieu maintenant, au contraire. Il y a une situation

qui favorise toujours l'absentéisme. Le PSD a bénéficié d'une absente mentale face à lui et l'absence du PSD) a constitué l'ingénieur Guterres (ministre).

● Le BE n'est-il pas un bloc de hautement d'intellectuels ?

— Il l'est aussi, j'en suis sûr, c'est extraordinaire que ce soit des intellectuels...

● Les électeurs connaissent-ils les propositions ou ont-ils adhéré à votre esthétisme ?

— Les deux facteurs concourent à associer les propositions à des terrains, et de le faire est très attrayant pour la mobilisation.

● Des dirigeants comme vous ont-ils présenté des propositions ?

La campagne dans les rues de Lisbonne : le bébé Bloc de gauche. « Tout ce qui est nouveau, grandit »



une porte ouverte à l'arbitraire et à la violence. Au mois de mai, à des fins de politique interne, le gouvernement présenta l'accord comme une grande victoire diplomatique et la fin d'un cycle. Il prétendait que l'Indonésie reconnaissait enfin le droit du peuple timorais à l'autodétermination et présentait le Portugal, avec sa diplomatie victorieuse, comme le champion de la lutte pour les droits de l'homme dans son ancienne colonie. Le Bloc de Gauche fut la seule force politique qui a exprimé des critiques

sur l'accord dans la mesure où celui-ci ne prévoyait pas la libération des prisonniers politiques et confiait à l'armée indonésienne la réalisation et la sécurité du référendum, ainsi que le respect des résultats.

Ce fut évidemment un mauvais accord mais le Bloc a manifesté sa solidarité avec le CNRT (Conseil national de la résistance timoraise) qui espérait que l'accord allait débloquer la situation.

Dès la première semaine de septembre et après la divulgation des résultats du réfé-

rendum donnant une victoire écrasante au désir d'indépendance des Timorais, la violence des milices qui avait été une constante pendant le processus électoral augmentait d'intensité et se transformait en barbarie, déportation de masse, persécution des militants indépendantistes et des soutiens populaires à la résistance, dans une guerre de destruction totale sans quartier.

La présence de journalistes a transformé les images des massacres en nouvelles qui

(suite p. 20)

PS — à tout prendre il se d'opposition fondadora Barroso (le leader de assurance-vie pour leader du PS, premier

avant tout, un mouve-

suis très fier et il est a fasse l'objet de cri-

saient-ils vos proposi- à votre discours et à

nt pesé. La clé est d'as- concrètes, sur divers re dans un contexte sation.

unistes ont dit que les par le BE avaient déjà

été lancées par le PCP...

— Il y a une arrogance sans limites de certains des dirigeants du PCP quand ils prétendent toucher des droits d'auteur sur des choses qui ne sont pas à eux. Dans d'autres cas, comme celui de la dépénalisation de la drogue, c'est une plaisanterie ! Le PCP a changé de position la veille de cette campagne électorale.

● Votre proposition (dépénalisation totale) ne peut-elle pas contribuer à la banalisation de la consommation ?

— C'est tout juste le contraire. C'est la politique de prohibition qui a conduit à la banalisation sous le manteau de la clandestinité. Je frémis quand j'apprends qu'on a saisi 800 tonnes de haschich parce que je sais ce que cela veut dire. Les guerres entre les narcotraficants permettent ces saisies pour la gloire de la police — pendant quelques semaines le haschich disparaît du marché et il y a une inondation d'héroïne et de cocaïne justement pour stimuler le passage d'un marché à l'autre.

● Il y a un consensus parlementaire pour la décriminalisation de la consommation. Soutenez-vous cette mesure sachant que le reste de vos propositions ne passe pas ?

— Bien sûr. Nous voterions n'importe quel petit pas.

● Aujourd'hui le PS et le BE ont la moitié des voix au Parlement...

— C'est une arithmétique qui n'a guère de contenu politique. Vous parlez d'un parti en place et d'un parti d'opposition. Il y a en plus l'arithmétique João Jardim, l'arithmétique Paulo Portas (5)...

● Le BE n'exclut jamais d'accords avec le PS ?

— Il n'exclut pas d'accords sur des projets concrets. Il ne s'oriente pas, ne s'est pas orienté et ne va pas s'orienter dans le sens de chercher à faire part d'une majorité gouvernementale.

● Le BE pourra-t-il participer à un autre bloc qui pourrait conduire à la chute du gouvernement ?

— Nous comptons voter ce qui nous paraît fondamental.



Francisco Louçã

● Qu'auriez-vous changé si vous aviez participé à la dernière législature ?

— Le débat sur les unions de fait et celui sur la dépénalisation de l'interruption volontaire de grossesse n'auraient pas été ce qu'ils ont été.

● Reposer la question de l'avortement, n'est-ce pas être mauvais perdant, dès lors qu'elle a été rejetée par référendum ?

— Ce référendum est facultatif du point de vue politique et ce fut une erreur de le faire : il s'agit d'une question de liberté individuelle qui ne doit pas être traitée à ce niveau. Et, surtout, il y a eu 30 % de participation. On ne

peut lui attribuer aucune légitimité démocratique, ni constitutionnelle, ni politique. Mais il est évident que cela ne prendra pas place dans l'agenda politique sans qu'il soit possible de créer un grand mouvement d'opinion.

● La pluralité des opinions dans le Bloc de Gauche ne va pas paralyser le parti ?

— La pluralité est une force, pas une faiblesse. ■

1. Quelques jours avant l'interview la candidature portugaise pour l'organisation du championnat d'Europe de football l'avait emporté.

2. TV Cabo est une chaîne privée de télévision par câble.

3. Un conto c'est 1000 escudos ; 12 000 contos équivalent donc à 392 628 francs français (soit quand même plus de 32 000 francs par mois) ou 59 855 euros.

4. Le PSN (Parti de la solidarité nationale) est un parti de droite apparu à l'occasion de la crise de la droite traditionnelle. Influent chez les personnes âgées, il a obtenu près de 10 000 voix ; Le PRD (Parti réformateur démocratique) a été fondé par l'ex-président Eanes et a disparu depuis.

5. João Jardim, président du gouvernement régional des Açores, est un dirigeant du PSD (Parti social-démocrate, droite) ; Paulo Portas est président du PP (Parti populaire, droite).



Un des dépliants de la campagne : contre les magouilles alimentaires

# Portugal

ont fait le tour du monde et transformé la période préélectorale au Portugal en une période d'intense mobilisation et de solidarité de la population, touchant toutes les couches de la société portugaise.



Manifestation à Lisbonne

A Lisbonne et Porto, les premières manifestations furent appelées par le Bloc de Gauche, aussitôt rejoint par d'autres collectifs plus larges. Spontanément les gens occupaient la rue quotidiennement. A Lisbonne les mobilisations et la contestation rassemblaient, jour et nuit, des milliers de personnes devant le siège de l'ONU et de l'ambassade américaine, avec une chaîne humaine reliant les ambassades de tous les pays du Conseil de sécurité.

Dans cette ambiance de mobilisation le Bloc et ses dirigeants sont apparus comme la première organisation à être présente dans les mobilisations, proposant des actions pour les jours suivants sans aucune sorte de manipulation des sentiments de solidarité. Le Bloc a su être présent et contribuer concrètement pour la mobilisation et l'occupation des rues dans les villes portugaises. Ce furent des semaines d'intense activité politique jusqu'à la décision de l'ONU d'intervenir militairement.

Le PS a été le principal bénéficiaire de cette mobilisation. Premièrement parce qu'il a réussi à présenter une stratégie diplomatique victorieuse, et ensuite parce que l'aide humanitaire mise en œuvre par le gouvernement était au centre des préoccupations de la mobilisation nationale pour Timor.

## Le PCP et son pseudopode Vert

Il n'est pas possible ici de faire une analyse très détaillée du rôle et de la nature du PCP dans la société portugaise du XX<sup>ème</sup> siècle. Partageant l'histoire commune avec d'autres PC européens le PCP fut une exception pour avoir été dans la clandestinité jusqu'en avril 1974, et s'être consolidé comme une grande force de l'opposition pendant la dictature.

Avec ses contradictions, ses purges et le bâillonnement de l'opposition interne, aggravées par la clandestinité et la persécution politique du régime, le PCP est resté cohérent avec une ligne orthodoxe que

même la chute du mur de Berlin n'a apparemment pas affecté dans l'immédiat.

Le PCP fut, à partir de 1974, un parti essentiel pour la consolidation du nouveau pouvoir législatif constitutionnel. Même

quand ce pouvoir s'est exercé contrairement aux aspirations des masses et aux exigences de la démocratie populaire naissante.

On vivait en pleine période de la guerre froide, la division politique internationale ne pouvait se permettre une révolution socialiste victorieuse au Portugal. Le PCP va partager cette vision "réaliste" et vite abdiquer d'un projet révolutionnaire pour le pays, malgré son hégémonie et sa remarquable capacité d'organisation parmi les travailleurs, notamment dans les zones rurales de la réforme agraire au sud (Alentejo) et dans les ceintures industrielles de Lisbonne et Setubal

En 1991 le PCP fut un des rares partis communistes à soutenir le putsch de Moscou et la tentative de destitution de Gorbatchev afin d'en finir avec la *perestroïka*. Il est resté insensible au vent du change-



Lisbonne, manifestation des motards pour Timor devant la délégation de l'ONU : « L'ONU est une merde »

ment profond qui touche le mouvement communiste international au début des années 1990. En même temps que le PC italien et le PC français se social-démocratisent et que le PC espagnol expérimente une alliance à gauche, le PCP expulsait des opposants sans état d'âme. Alvaro Cunhal continuait à la direction du parti imperturbable.

Après la chute du mur, sans aucune autocritique apparente, sans chercher à comprendre les erreurs, ni le monde qui changeait autour de lui, il réprimait toute tentative de discussion réformatrice qui timidement apparaissait à sa base. Le PCP a vu, année après année, sa force électorale diminuer (il a perdu environ 500 000 voix), son influence institutionnelle se réduire de façon importante, surtout il a vu s'évanouir l'opportunité de rénovation du parti et ainsi la possibilité de donner un bol d'air à la gauche.

Ce furent des années incompréhensibles pour beaucoup de militants, pendant lesquelles le PC a recherché de nouvelles alliances internationales, notamment avec la Chine (pendant et après le massacre de Tien Anmen), avec la Corée du Nord ou encore avec le régime serbe de Milosevic. Sur le plan interne, le départ d'Alvaro Cunhal de la direction du parti en 1992 a marqué le début d'une période où on a pu voir apparaître des divergences, des tensions et des sensibilités diverses. Rien n'est encore clair, mais il se peut qu'on puisse voir naître des expressions qui donneraient l'espoir d'une rénovation du PC.

En 1995 avec la victoire électorale du PS, le discours officiel du PC subit une évolution très nette qui consiste à revendiquer une alternative au pouvoir assez abstraite de manière à ne pas être accusé de vouloir gouverner avec le PS, mais suffisamment explicite de main tendue au gouvernement. L'influence du modèle français de la gauche plurielle fait là ses effets mais cette orientation avait et a toujours ses inconvénients : d'un côté sa base est très sectarisée par des années de confrontation avec le PS, de l'autre, le PS préfère toujours l'alliance avec la droite au Parlement ce que lui permet de poursuivre sa politique. L'anticommunisme d'Antonio Guterres n'est pas étranger à ce choix.

Quant aux Verts (PEV, Parti écologiste les Verts) c'est une création purement artificielle de l'appareil du PCP au début des années 1980 pour servir à justifier l'existence de la Coalition démocratique unitaire (CDU), sigle avec lequel le PCP participe aux élections. Sans expression politique autonome, les Verts sont la branche écologiste du PCP.

Dans le travail unitaire les Verts sont le dédoublement du PCP afin d'essayer d'avoir plus d'influence. Les deux députés des Verts au parlement sont assujettis à la discipline du PCP.

## Une expérience : la gauche à la mairie de Lisbonne

Durant plus de 10 ans la ville fut gouvernée par une coalition des partis de droite. A cette époque le PS vivait l'un de ses pires moments. L'élection de Mario Soares à la Présidence de la République avait laissé le parti orphelin de son leader charismatique et incontesté. Les résultats électoraux du PS étaient assez faibles, la droite avait la majorité absolue au parlement. Au delà de l'espoir que Mario Soares a pu représenter pour la gauche institutionnelle, son élection a occasionné surtout l'humiliation symbolique de la droite. Symbolique parce que dans le système politique portugais le Président est à peine un peu plus qu'une figure de représentation officielle de l'état, sans réel pouvoir politique, et avec peu de moyens de contrôle législatif. Malgré cela, Mario Soares a exercé son mandat avec habilité et n'a pas raté une occasion de combattre le gouvernement de Cavaco Silva et surtout de se donner les moyens d'assurer sa réélection.

C'est dans ce contexte national que les municipales de 1989 surgissent comme une première opportunité de gagner de l'espace politique contre la droite de droite. Jorge Sampaio alors premier secrétaire du PS (actuel président de la république) prend la décision risquée et inédite au PS de proposer une liste d'unité de la gauche à Lisbonne afin de gagner la mairie.

A la coalition PS-PC s'ajoutent d'autres organisations de gauche même si c'est dans des positions secondaires. Il était important que le programme soit suffisamment clair et représentatif des aspirations de la gauche pour la ville, capable d'unifier les diverses composantes et garantissant la pluralité. Avec Jorge Sampaio tête de liste, la coalition obtint une écrasante victoire dans tous les bureaux de vote. La gestion de la ville fut un exemple alternatif à la fatalité de voir la droite gouverner le pays.

Lors de son second mandat, c'est une coalition PS-PC-PSR-UDP-Verts (2) qui fut constituée. L'unité à gauche s'était renforcée et ses objectifs étaient plus clairs à Lisbonne. Partout dans le pays l'opposition au gouver-

nement de droite gagnait des secteurs plus larges.

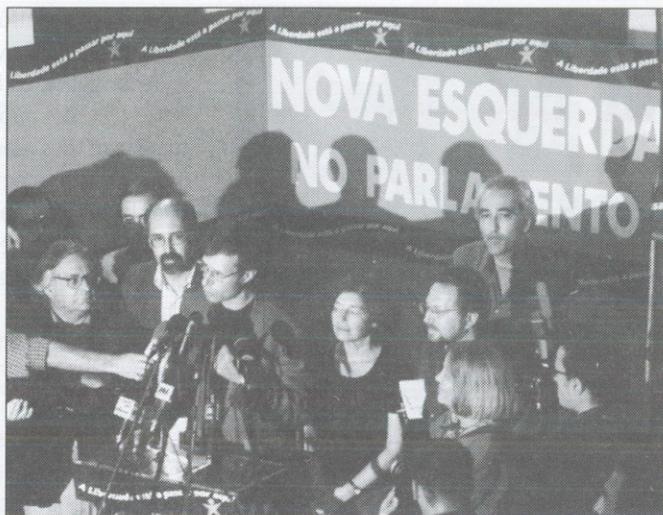
Avec la victoire du PS lors des législatives de 1995, et l'élection de Jorge Sampaio à la Présidence de la République, le cadre politique s'est substantiellement modifié à la mairie. João Soares, représentant de l'aile la plus opportuniste et réactionnaire du PS, fils de Mario Soares, fut désigné maire par l'exécutif municipal. Très vite beaucoup des projets fondateurs de la coalition furent oubliés ou altérés, l'arrogance du nouveau maire et de son exécutif furent déterminants pour que le PSR rompe publiquement avec la coalition en 1997. Le PSR avait alors 3 élus à l'assem-



blée municipale.

En décembre 97 ont lieu de nouvelles élections municipales. La coalition PS-PC-Verts-UDP fut reconduite. PSR et Política XXI (3) lancèrent alors la coalition "Gauches unies" à Lisbonne et Porto. Malgré

2. L'UDP (union pour la démocratie populaire) organisation historique de la gauche portugaise est le résultat de la fusion de divers groupes d'inspiration maoïste après le 25 avril 74. Un temps pro-albanaise l'UDP fut l'organisation de l'extrême-gauche avec le plus d'influence dans le mouvement ouvrier, avec un député jusqu'en 1979. Elle revient au parlement en 1991 avec un député dans le cadre d'un accord avec le PCP, accord rompu en 1995. Dans la dernière décennie l'UDP a vu diminuer son poids électoral légèrement en-dessous de celui du PSR, notamment dans la capitale où le PSR avait manqué de moins de 200 voix l'élection d'un député en 1991. Ces deux dernières années l'UDP a connu un profond débat interne. Depuis un certain temps l'UDP intervient dans le mouvement anti-raciste, dans le mouvement féministe ainsi que dans d'autres secteurs sociaux en commun avec



Conférence de presse du Bloc de gauche après l'annonce des résultats à Lisbonne

les difficultés cette coalition obtint 3 % dans la capitale et un élu, renforçant l'idée qu'une alternative unitaire est possible dans le camp de la gauche non institutionnelle.

Pour le PCP, qui était prêt à être le parti majoritaire dans la capitale, la gestion avec le PS s'est soldée par un désastre électoral et la perte progressive de son électorat. En même temps, sa place minoritaire dans l'exécutif et sa compromission dans une politique impopulaire sème la confusion dans sa base, car le parti troque les principes fondamentaux de la gauche contre des places et privilèges dans l'appareil de gestion de la ville. Le courant social-démocrate du parti met en avant l'exemple de la gestion de la ville afin de tenter de gagner de l'espace permettant de prétendre à une participation au gouvernement du PS. Le PCP sait qu'il se trouve dans une position difficile où il n'est pas clair du tout que la gestion de la ville soit une gestion de gauche, surtout dans un contexte où la gauche à sa gauche lui dispute l'hégémonie (37 000 voix pour le PC et les Verts à Lisbonne, 21 000 pour le Bloc de gauche...).

le PSR, travail qui existait bien avant la création du bloc de gauche.

3. Héritière du sigle et de l'appareil du MDP/CDE (Mouvement démocratique portugais-Coalition démocratique électorale) Política XXI voit le jour en 1993 après que ses principaux dirigeants aient quitté le PCP en 1991. C'est un petit groupe avec des intellectuels connus intervenant et animant des réflexions notamment dans le domaine de l'urbanisme et de la citoyenneté. Participant aux élections législatives de 1994, Política XXI concurrençait le PSR avec des propositions et un style de campagne très proches. Leurs résultats électoraux furent modestes. En 1997 Política XXI et le PSR créèrent la coalition "Gauches unies" à Lisbonne et Porto dans ce qui fut la première manifestation positive de la possibilité d'unité à gauche et de mobilisation des forces militantes à gauche du PCP.



Solidarité Timor, Lisbonne, septembre 1999.

### Bloc de gauche, une force montante

C'est en l'été 1998 que les discussions, qui devaient conduire à la création du Bloc en janvier 1999, ont commencé. Discrètement, les directions du PSR, de l'UDP et de Política XXI faisaient les premiers pas vers un accord politique fondamental afin de poser les premières pierres d'un nouveau mouvement. Sans que ce soit une fusion précipitée, sans que cela signifie la fin des organisations respectives, ni de leurs actions communes dans les divers fronts d'intervention.

La présence dès le début de personnalités indépendantes, qui se sont associées au projet, a donné une crédibilité fondamentale au Bloc et a fait que son expression et sa réalité sociale dépassent de loin le champ d'influence des trois organisations qui ont conclu un accord politique et organisationnel. Chacun s'engageait à faire du Bloc non pas un champ de disputes et de confrontations politiques, mais un espace pour la convergence d'expériences et pour l'action. Cela a permis d'avancer la mise en place rapide de structures pour les campagnes électorales qui se sont succédées depuis (européenne et législative).

Les résultats des élections européennes de juin ont permis de consolider la confiance et l'expression publique du nouveau mouvement, qui s'est affirmé comme la cinquième force politique nationale avec une réelle possibilité d'obtenir des élus lors des législatives d'octobre.

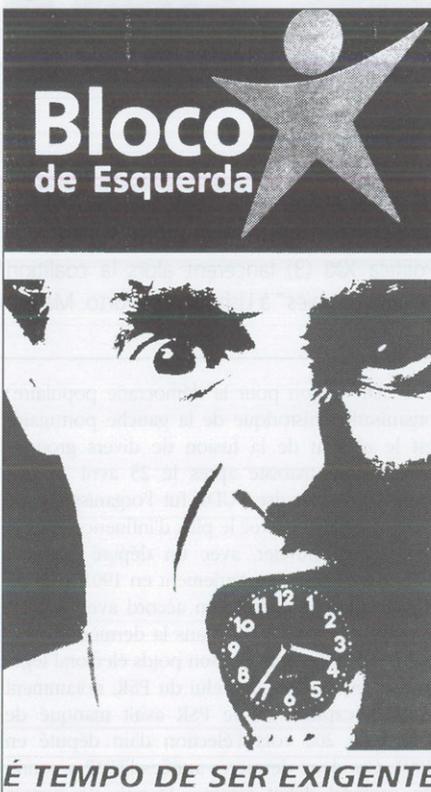
Des propositions et revendications depuis longtemps défendues par le PSR, notamment la dépénalisation de l'usage des drogues et une politique de prise en charge des soins et de désintoxication, de suivi

médical sous contrôle de l'état, la reconnaissance des droits civiques des homosexuels, la dénonciation de la politique suivie actuellement et des propositions concernant le traitement des déchets industriels, furent promptement intégrées par le Bloc et défendues lors des européennes de juin.

D'un autre côté, l'implantation de l'UDP dans le tissu social et syndical ont renforcé la capacité du Bloc à intervenir sur toutes ces questions. C'est ainsi que lors de l'intervention militaire de l'OTAN au Kosovo, le Bloc a pu riposter rapidement avec un discours clairement anti-impérialiste, contrastant nettement avec la position du PCP qui passait sous silence la responsabilité du régime de Milosevic. Cette attitude du Bloc fut fondamentale pour rassembler les militants des organisations composant le Bloc dans la mobilisation sociale anti-guerre.

L'élaboration des listes dans les 22 circonscriptions électorales du pays et le développement des divers thèmes de campagne ont permis de rassembler autour du Bloc beaucoup plus de forces militantes que celles des trois organisations.

L'espoir d'une nouvelle gauche ayant la possibilité d'élire des députés au parlement a fait que beaucoup d'ex-militants ont repris une activité politique permettant ainsi la jonction intéressante de diverses générations de militants. La Convention du Bloc de gauche, prévue pour le début de l'an 2000,



Le slogan « il est temps d'être exigeants » fut au centre de la campagne du Bloc. Ce fut aussi le titre de son manifeste, cf. *Inprecor* n°439/440 de septembre-octobre 1999.



Luís Fazenda, dirigeant de l'UDP, est le second député du Bloc de gauche élu à Lisbonne.

sera sans doute l'occasion d'affirmer clairement une organisation de gauche dans le paysage politique national avec un programme d'opposition clair.

Contrairement à beaucoup d'expériences de recomposition de la gauche européenne dans les années 1990, le Bloc de gauche apparaît nettement comme disputant l'espace politique au PC à un moment crucial de son débat interne. N'ayant jamais cédé à la tentation du discours sectaire (malgré les provocations constantes de la direction du PCP depuis le début de la création du Bloc) nous pensons que c'est la meilleure méthode pour pouvoir discuter et intervenir dans les débats internes de ce parti jusqu'alors hégémonique dans la gauche portugaise.

« Une gauche à gauche du gouvernement », sans ambiguïté, qui lors de ces élections s'est proposée de contribuer à la rénovation de l'opposition et non pas de chercher des places de pouvoir pour tenter d'influencer le PS. Cette politique a déjà gagné et peut encore gagner d'autres secteurs communistes. C'est pour les organisations du Bloc le véritable projet stratégique. Ce qui signifie, en dernière analyse, une rupture à l'intérieur du PCP de façon à mettre une partie significative du parti en phase avec les propositions et les stratégies du Bloc.

Lors de ces élections la visibilité des propositions et l'intérêt autour du Bloc pour la prochaine législature sont déjà l'un des thèmes centraux de la politique nationale. D'autant plus que c'est l'élection des deux députés du Bloc qui a empêché le PS d'avoir la majorité absolue au parlement.

# Des Balkans à l'ordre mondial : bilan de la guerre\*

La guerre que les gouvernements de l'OTAN ont déclenchée contre la Serbie s'intègre à la fois dans une nouvelle étape de la crise qui a déchiré l'ancienne Yougoslavie et dans les recompositions géostratégiques qui affectent les relations entre grandes puissances, notamment l'Union européenne et les États-Unis, ainsi que leurs institutions (ONU, OTAN...) depuis la chute du mur de Berlin.

C'est pourquoi elle a suscité dans les milieux de gauche deux types dominants de réactions unilatérales : celles qui résultaient d'abord du rejet de la répression exercée par le pouvoir serbe depuis 1989 au Kosovo et plus largement des politiques de nettoyage ethnique qui ont ravagé la Croatie et la Bosnie depuis 1991 : c'est dans ce courant que la guerre de l'OTAN a puisé son support populaire comme guerre « morale », exploitant abusivement des analogies historiques inadéquates ; un autre ensemble de mobilisation a réagi d'abord au précédent d'une guerre de l'OTAN dans le contexte du « nouvel ordre mondial », à son hypocrisie et à ses enjeux géostratégiques internationaux.

Même si le rejet de l'OTAN et celui du régime de Milosevic ne se situent évidemment pas sur le même plan, ce double rejet de l'un et de l'autre brisait le faux dilemme d'avoir à choisir un « camp » réactionnaire. Loin d'atténuer la résistance aux politiques impérialistes, l'axe critique envers le régime serbe permettait de trouver une écoute chez ceux et celles qui percevaient l'impasse et le caractère contre-productif de cette guerre du point de vue de ses objectifs affichés (contre les nettoyages ethniques). Enfin, le fait que Milosevic dirige un parti qui se dit « socialiste » imposait, plus explicitement que dans le cas de l'Irak, que notre critique à l'égard de sa politique s'exprime en toute clarté, en même temps que nous condamnions la guerre de l'OTAN.

C'est pourquoi ces deux axes critiques et la défense du droit d'autodétermination des Kosovars offraient des points de repères progressistes. Ils ne donnaient pas pour autant de réponse aux Kosovars sur la façon de défendre le droit d'autodétermination face à la violence agressive de l'État serbe.

Face à la nécessité de ne pas glisser sur une position « pacifiste » indifférente au sort du peuple kosovar, nous avons soutenu le droit de légitime défense des Kosovars en refusant de renvoyer dos-à-dos le terrorisme de l'État serbe et la lutte armée de l'UCK. Mais l'orientation politique de celle-ci après l'éviction d'Adem Demaci, et sa faiblesse organique, ne nous permettait pas pour autant de nous appuyer sur elle dans la double lutte contre les nettoyages eth-

niques et contre la guerre de l'OTAN. Nous étions donc réduits à nous battre pour l'arrêt des bombardements et la recherche d'un accord qui permette en priorité le retour des populations expulsées — protégées donc par une force multinationale.

L'arrêt de la guerre et le retour des réfugiés ont été obtenus dans le cadre d'un compromis réinsérant l'ONU et la Russie dans la procédure, tout en permettant aux troupes de l'OTAN d'occuper le Kosovo. Un tel accord, noué entre le pouvoir de Belgrade et les grandes puissances et excluant la résistance kosovare revêt nécessairement un contenu conflictuel et réactionnaire que nous devons analyser et combattre en soutenant le droit des peuples yougoslave et kosovar à prendre en main leur sort.

## Les conséquences de la guerre et nos tâches en Yougoslavie et dans les Balkans

### 1. Au Kosovo

**1.1.** L'accord, qui a arrêté les attaques de l'OTAN et permis le retrait de l'armée et de la police serbe, débouche sur une occupation militaire du Kosovo principalement par les troupes de l'OTAN et sur l'instauration d'un protectorat par les grandes puissances sous mandat de l'ONU.

Le retour massif et rapide des populations kosovares albanophones expulsées a donné une légitimité initiale à la présence de la force d'interposition internationale — alors qu'il s'agit de la moindre des réparations d'une guerre qui a catalysé (et non empêché) les pires nettoyages ethniques commis par les forces serbes. Certes, du point de vue des Albanais du Kosovo, le protectorat brise le joug serbe. Mais il est aux antipodes de ce que prétendent instaurer les Accords de paix (« un Kosovo multiethnique et tolérant ») et il n'envisage pas de reconnaître le droit de la population kosovare à se prononcer sur son propre sort.

La Kfor (force multinationale d'interposition au Kosovo) se déclare incapable de protéger les minorités non albanaises qui fuient massivement la province : tout ceci peut alimenter dans l'opinion publique des doutes croissants sur les buts réels (ou au moins sur « l'efficacité » par rapport aux buts présumés) de la guerre et du protectorat. Celui-ci est à la fois conflictuel avec Belgrade et avec les forces indépendantistes kosovares. D'un côté, il maintient formellement la souveraineté serbe sur la province et les frontières yougoslaves, ce qui

est associé à la possibilité du retour des forces armées de Belgrade ; mais, en pratique, il officialise l'usage du Mark au Kosovo, au détriment du Dinar yougoslave. D'autre part, le pouvoir des grandes puissances se heurte aux aspirations indépendantistes de l'UCK (Armée de libération du Kosovo) et à sa volonté de contrôler les institutions de la province ; il instaure un « administrateur » du Kosovo comme au temps des colonies et prévoit que la présence de ses troupes durera sans doute « des années voire des dizaines d'années ». Un tel protectorat exclut pour l'instant la partition ethnique. Mais l'entrée et la réorganisation de milices paramilitaires serbes liées à Belgrade dans le nord de Mitrovica sous contrôle français peut encore déboucher sur un engrenage de partition ethnique. Les différentes forces politiques de la résistance kosovare demandent que soient constituées, dans un Kosovo en paix, une police et une armée issues de la décision des Kosovars eux-mêmes. C'est une exigence légitime, comme l'est celle d'une auto-administration démocratique au lieu d'un « protectorat » de l'ONU.

La présence durable de troupes et organisations étrangères sera à l'origine, comme en Bosnie, de très grandes inégalités sociales, de corruption, de dépendance, en même temps que d'accélération des privatisations source des mêmes désastres mafieux que dans l'Albanie voisine. Notre objectif est d'aider la société civile kosovare et en particulier ses jeunes et ses travailleurs, hommes et femmes, à prendre en main son avenir, sa défense et ses institutions, au plus vite, dans un cadre démocratique. Le développement de liens internationaux, notamment au plan syndical, dans la continuation d'International Workers Aid pour la Bosnie, sera essentiel dans ce cadre.

**1.2.** Droit d'autodétermination des Kosovars ; respect des minorités et solidarité entre peuples des Balkans.

Les réticences envers la défense de ce droit s'appuient sur la crainte qu'il ne débouche sur une fragmentation croissante et la construction d'États ethniquement purs. Mais l'approche sélective du droit d'autodétermination ou son rejet implique nécessairement l'acceptation de la loi du plus fort et des choix arbitraires des grandes puissances.

Notre défense intransigeante du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne signifie pas l'adhésion à une solution universelle qui serait

\* Résolution adoptée par le Comité exécutif international (CEI) de la IV<sup>e</sup> Internationale à sa session de septembre 1999.

« à chaque peuple son État ». Mais elle signifie que ce sont les peuples eux-mêmes qui doivent en juger dans un contexte donné, évolutif. La défense de ce droit est inséparable d'une lutte pour le pluralisme politique et ethnique, contre toutes les politiques de nettoyage ethnique et pour l'égalité de traitement de toutes les communautés.

Les Albanais constituaient 80 % de la population du Kosovo. Après la mort de Tito, dès 1989, le premier acte de Milosevic fut de supprimer le statut d'autonomie dont bénéficiait le Kosovo dans la Fédération yougoslave. A la place fut institué un véritable régime d'apartheid. Un système de « préférence nationale » à l'embauche a été instauré pour les Serbes.

La seule solution politique et démocratique revient au peuple du Kosovo : s'autodéterminer, décider par une consultation démocratique le destin qu'il choisit — l'indépendance, s'il le souhaite. Le peuple kosovar doit pouvoir s'autodéterminer c'est-à-dire redéfinir librement par lui-même son régime interne, ses rapports avec les autres peuples, son statut, son avenir, ses relations avec le pouvoir de Belgrade, par un acte de décision librement consentie, une consultation démocratique. Une fédération ne peut être viable que si elle est acceptée librement par chacune des parties contractantes : indépendance ou autonomie, c'est au peuple du Kosovo dans son ensemble de décider, y compris en garantissant les droits des minorités au sein du Kosovo (Serbes, Turcs, Roms). Un tel processus est la seule garantie pour que toutes les communautés définissent des règles et des institutions afin de vivre ensemble et à égalité, alors que l'exacerbation des tensions et la volonté d'imposer le pouvoir d'une minorité mènent assurément à la guerre et à l'épuration. En septembre 1991, les autorités clandestines du Kosovo organisèrent un référendum. La participation de la population atteignit 87 % et 99 % des votants se prononcèrent en faveur d'une république souveraine, en laissant ouverte la question des liens avec les États voisins. Ce choix fut confirmé dans toutes les élections ultérieures organisées par la société parallèle kosovare albanaise. Ibrahim Rugova, élu président, se prononça en faveur de l'indépendance, même s'il divergeait sur les moyens d'y parvenir. Après la déportation de masse des Albanais du Kosovo organisée par Milosevic, il est clair que la revendication d'un Kosovo indépendant est aujourd'hui massivement souhaitée par les Kosovars. Nous soutenons cette aspiration légitime. Personne n'a le droit de leur imposer le maintien dans une fédération yougoslave dirigée par le régime qui a organisé l'épuration.

C'est à l'échelle balkanique que des solutions équitables et des droits réciproques peuvent être réalisés pour tous les peuples concer-

nés. C'est pourquoi nous défendons à la fois le droit d'autodétermination des Kosovars dans le respect de toutes les minorités et la nécessité des liens entre les peuples et travailleurs de cette région pour qu'émergent à cette échelle des rapports de solidarité, d'égalité sociale, culturelle, politique et de coopération.

## 2. Risques d'explosions balkaniques

Or la guerre de l'OTAN n'a en rien résolu, mais plutôt aggravé, les risques d'explosions balkaniques (ce qui était son souci premier).

### 2.1. Loin de faciliter le renversement de Slobodan Milosevic sur la base d'une clarification politique et d'une critique progressiste de sa politique, la guerre de l'OTAN a plus que jamais brouillé les cartes et rendu encore plus problématique l'émergence d'une opposition cohérente et progressiste.

Milosevic a consolidé son pouvoir en jouant sur toutes les cordes : l'appel à des mobilisations anti-bureaucratiques qui lui ont initialement permis d'affermir son pouvoir contre ses rivaux — et l'appui sur des mécanismes bureaucratiques et clientélistes de contrôle des entreprises ; la référence au passé titiste antifasciste et yougoslave — et la rupture radicale avec ce passé dans l'alliance avec les courants nationalistes serbes de traditions anticomunistes ; le soutien des aspirations et politiques sécessionnistes des minorités serbes de Croatie et de Bosnie, s'appuyant sur un ultra-nationalisme d'extrême-droite et ses milices paramilitaires — puis le soutien aux « plans de paix » en rupture avec ses ex-alliés. Il est ainsi apparu socialement plus protecteur que ses opposants libéraux et plus modéré que son extrême-droite, tout en reprenant une partie du programme de celle-ci.

Milosevic n'est ni Hitler ni antifasciste. Son alliance politique et programmatique avec le Parti radical de Seselj et ses milices est criminelle. Comme est criminelle l'incorporation de courants et d'orientations d'extrême-droite au régime de Tudjman en Croatie. Et sur ce plan les dissymétries dans le traitement médiatique et politique de Milosevic et de Tudjman renvoient très largement effectivement à des complaisances envers ceux qui se revendiquent du libéralisme et de l'anticommunisme... Prendre le contre-pied de cette dissymétrie hypocrite et soutenir Milosevic comme « progressiste » n'est pas plus pertinent. Seul et désarmé, le peuple kosovar a été victime d'une véritable épuration ethnique mise en œuvre par les milices serbes ultras, sinistrement célèbres en Bosnie. Dans l'année 1998 les exactions des forces serbes ont chassé de leurs habitations environ 200 000 Kosovars et, en une semaine,

après l'intervention de l'OTAN, 400 000 Kosovars ont été déportés aux frontières. A l'ombre de l'intervention de l'OTAN, Milosevic a aggravé son agression contre les Albanais du Kosovo. On ne peut pas dire qu'on ne savait pas, qu'on ne connaissait pas la nature du régime de Milosevic, après des années de guerre en Croatie et en Bosnie, après les massacres de Srebrenica. Le régime de Milosevic doit être combattu pour ses pratiques barbares et son idéologie basée sur la séparation ou la domination ethnique, aussi dangereuse que toutes les idéologies racistes et xénophobes du même type. Pour se maintenir au pouvoir, ce régime a enfourché le cheval du nationalisme grand-serbe qui visait à rassembler tous les Serbes dans le même État par les moyens du nettoyage ethnique de territoires. Ces actes relèvent de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre. Les responsables doivent être traduits devant le Tribunal pénal internationale de la Haye.

Il revient à la population yougoslave, notamment serbe — et non pas à l'OTAN — de dresser elle-même le bilan final des drames auxquels l'a conduit la politique de Milosevic.

L'inculpation de Milosevic et le conditionnement de l'aide économique poussent bon nombre d'anciens partisans de la « Grande Serbie » à se « blanchir » dans des campagnes « radicales » pour la démission de Milosevic qui tiennent lieu de programme. Ils peuvent s'appuyer sur l'aspiration à la paix et à recevoir des crédits occidentaux pour reconstruire un pays détruit — ainsi que sur les désillusions accumulées envers le régime de Milosevic. Mais l'amertume envers la politique de l'OTAN est également très profonde, rendant incertains les résultats des élections. La grande masse des réfugiés serbes du Kosovo, de Croatie et de Bosnie risque de fournir la base électorale du Parti radical d'extrême-droite.

Nous dénonçons la façon dont la population serbe a été doublement prise en otage d'abord par la guerre, puis par l'étranglement économique (la population du Monténégro étant quant à elle soumise aussi à un étranglement de la part de Belgrade).

De même faut-il combattre le caractère sélectif — donc politique — des actions du TPI. Non pas en rejetant le TPI ni l'inculpation de Milosevic, mais en exigeant la poursuite de tous les criminels et l'extension des actions pénales du droit international en direction de l'OTAN c'est-à-dire des gouvernements impérialistes.

### 2.2. Les mécanismes d'ensemble de privatisation qui ont accéléré l'éclatement de la fédération titiste mais aussi le maintien d'une forte coalition au pouvoir entre le parti de Milosevic et le Parti radical de Seselj

continueront à produire leurs effets désagrégeants, notamment au Monténégro. La perte du Kosovo renforce une offensive politique de Milosevic, allié de Seselj, vers la Bosnie. Elle pourrait déboucher sur la relance d'une action militaire dans le but d'une partition de la Bosnie-Herzégovine — proposée en contrepartie d'un abandon définitif de toute ambition sur le Kosovo.

Parallèlement, les risques d'éclatement de la Macédoine demeurent tant qu'elle n'a pas répondu de façon satisfaisante aux revendications de sa population albanaise.

**2.3.** C'est donc à l'échelle balkanique que nous devons développer des solidarités et des liens syndicaux, associatifs, féministes contre les politiques réactionnaires dominantes pour préparer par en bas une recomposition progressiste des liens entre peuples.

La conscience croissante de ces risques, des désastres non avoués de la guerre et de l'imbrication des questions nationales dans l'ensemble de l'Europe balkanique est à l'origine de la proposition du « Pacte de stabilité » signé à Sarajevo le 31 juillet 1999 avec les gouvernements de la région — sauf celui de la Serbie. Les gouvernements de l'OTAN vont offrir à leurs multinationales les moyens de reconstruire les infrastructures qui ont été détruites par leur guerre. Comme en Bosnie et ailleurs dans l'univers libéral, les pots-de-vin pour remporter les contrats de privatisation vont accompagner ce « Pacte » aux objectifs de « stabilisation » qui seront contredits par la logique socialement désagrégeatrice et la politique d'austérité sociale de la construction européenne libérale.

C'est à cette logique-là qu'il s'agit de s'opposer à l'échelle de tout le continent.

## Les conséquences de la guerre sur l'ordre mondial et nos tâches

L'extension de l'OTAN, avec son néocolonialisme « humanitaire » et son militarisme est le bilan désastreux de cette guerre. Pourtant, même sur une échelle encore limitée, peut également émerger une « conscience citoyenne » antimilitariste et anti-impérialiste sur la base de l'exigence de contrôle des politiques gouvernementales mais aussi d'égalité dans le pouvoir et de respect des peuples.

**1.** Prétendant défendre le droit, la guerre de l'OTAN a impliqué une violation flagrante des droits démocratiques, même limités, des pays concernés. Les parlements ont été mis devant des faits accomplis. Dans quelques

cas il y a eu même une violation de la constitution (c'est le cas de l'Italie dont la constitution interdit explicitement le recours à la guerre). Elle a constitué un véritable traumatisme en Allemagne.

Le contournement des procédures de contrôle parlementaire, de même que celui de l'ONU n'implique évidemment pas que les mêmes décisions de guerre prises par des parlements ou par l'ONU et le contenu particulier des Accords de paix seraient à nos yeux défendables. Mais c'est l'exigence même de contrôle public et la contestation radicale d'un ordre impérialiste qui sont en jeu. Il n'est pas anodin que des décisions de guerre (qui sont des formes particulièrement graves d'intervention) soient prises par ceux qui prétendent agir comme « communauté internationale » sans aucun droit de regard de la majeure partie des pays du monde et des opinions publiques. Bien que relevant toutes évidemment d'un ordre mondial dominé par les puissances impérialistes, ONU, OSCE et OTAN ne sont pas des institutions identiques sur ce plan.

**2.** A l'occasion de son cinquantième anniversaire, l'OTAN a redéfini sa raison d'être, ses buts stratégiques et ses critères de comportement, alors que la dissolution du Pacte de Varsovie aurait dû (et devrait) mettre sa dissolution à l'ordre du jour. Une relance des dépenses d'armement est de nouveau à l'ordre du jour dans toutes les régions du monde, avec toutes les conséquences inévitables sur le budget des États et la politique sociale. Mais l'ensemble de ces données est source de contestations — notamment cette logique immorale de guerre à zéro mort (pour l'OTAN).

**2.1.** Les États-Unis sont eux-mêmes en train de tirer des « bénéfices » de l'expérience du Kosovo en projetant des perfectionnements et un effort supplémentaire de recherche pour s'assurer des moyens encore plus sophistiqués et plus puissants.

Par ailleurs, le Japon et l'Allemagne ont été placés devant un changement radical de l'attitude « pacifiste » adoptée après leur défaite dans la Seconde guerre mondiale.

Les pays de l'Union européenne sont en train d'opérer un tournant. S'ils ne veulent pas être surclassés par leurs alliés-rivaux, les États-Unis, ils doivent s'efforcer de réduire l'écart béant qui existe à l'heure actuelle au niveau militaire. Après la convergence monétaire, c'est la convergence militaire et la hausse des dépenses affectées à cet objectif qui sont à l'ordre du jour — alors même que se poursuit la logique restrictive du budget de l'Union.

Les fusions entre multinationales de l'armement, comme dans d'autres domaines, sont

également des enjeux quant aux pouvoirs de décisions politiques des grandes puissances qui susciteront des inquiétudes croissantes et une course aux armements dans le reste du monde, notamment en Chine.

**2.2.** En même temps, la défiance envers l'OTAN s'est également avivée dans les opinions publiques de la plupart des pays de l'Europe de l'Est et de l'Union européenne, en décalage avec les soutiens inconditionnels apportés par les gouvernements. Le bilan même de cette guerre, sous l'angle des désastres écologiques, matériels, humains et politiques, aidera à la priver de sa légitimité.

Notre condamnation de cette guerre est à la fois morale et politique. Elle découle de notre opposition aussi bien aux intérêts politiques et économiques des grandes puissances, qu'à la stratégie d'ensemble qu'elles ont concrètement déployée face à ses buts immédiats présumés : pacifier le Kosovo, défendre des droits humains. Les pseudo-négociations, les bombardements pour faire signer « un accord », la prise en otage de populations civiles, le protectorat pour empêcher le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, tout cela relève de l'arrogance intrinsèque des grandes puissances.

Le fait qu'un pays comme la Turquie, où les droits humains et les droits d'une minorité nationale sont foulés aux pieds, ait collaboré directement avec l'OTAN en lui ouvrant ses bases aériennes est par lui-même suffisant pour démontrer le caractère parfaitement hypocrite de la propagande sur l'ingérence humanitaire.

Une discussion et des bilans systématiques de cette guerre dans les divers parlements européens devraient déboucher sur la remise en cause d'une politique de « sécurité » européenne passant dans le cadre de l'OTAN et sur une campagne internationale pour la dissolution de l'OTAN.

**3.** Dans l'immédiat le pouvoir d'attraction de l'Union européenne reste considérable dans les pays d'Europe de l'Est et des Balkans ; les projets de regroupements balkaniques sont souvent perçus (ou présentés par les partis dominants) comme des dérivatifs pour retarder l'adhésion à l'UE. Nous devons refuser d'opposer le rapprochement des peuples balkaniques dans une communauté d'États et leurs liens avec l'Union européenne s'ils le souhaitent. Nous devons nous opposer à la logique de construction de l'Union européenne en forteresse libérale des pays riches.

Face aux dégâts de la guerre, les déclarations d'ouverture vers l'Est et les néo-Balkans se sont multipliées. Mais elles sont contradictoires avec les budgets d'austérité et tournées vers des priorités militaristes qui vont plus que jamais réduire les programmes sociaux à la

portion congrue. C'est dans une démarche coopérative, respectueuse du droit des peuples à décider d'eux-mêmes que doit se redéfinir une autre Europe.

Nous devons faire avancer cette perspective par le développement des liens européens, notamment dans l'ensemble balkanique avec les forces politiques, syndicales, féministes, jeunes qui résistent à toutes les formes de politiques réactionnaires. Mais dès aujourd'hui nous devons favoriser toutes les politiques d'aide à la reconstruction des pays dévastés par cette guerre — en exigeant qu'elle ne soit pas conditionnée à des politiques « d'ajustement structurel » et qu'elle puisse faire l'objet d'un contrôle public pluraliste. ■



Lisbonne : « Indonésie hors du Timor, indépendance », « Timor vaincra ! »

## Déclaration sur la situation au Timor-Oriental\*

Après les terribles massacres et destructions perpétrés par des milices terroristes sous la responsabilité de l'armée indonésienne, l'ONU a finalement envoyé des troupes au Timor-Oriental et le gouvernement indonésien fut contraint de faire marche arrière. Cela ne fut rendu possible que du fait de la résistance héroïque du peuple du Timor-Oriental et de son combat durant des décennies pour l'autodétermination et l'indépendance. Sa mobilisation massive, comme le résultat du référendum du 30 août, ne laissent pas de place pour le doute : le peuple du Timor-Oriental a choisi l'indépendance.

Les mobilisations et la pression de l'opinion publique internationale dans de nombreux pays au cours des dernières semaines ont contribué à cette solution. Dans l'esprit de la solidarité internationaliste, des dizaines de milliers se sont engagés dans l'action pour arrêter les massacres et descendre dans les rues, témoignant leur indignation. Cela a forcé les gouvernements impérialistes, en particulier celui des États-Unis, ainsi que l'ONU, à se distancier des généraux indonésiens qu'ils avaient soutenus durant des décennies.

Le mouvement de solidarité a montré une fois de plus que la mobilisation de l'opinion publique est une force capable de modifier le cours des événements. Et c'est la leçon la plus importante que nous devons en tirer pour notre lutte contre l'injustice : nous devons exiger et créer une nouvelle politique de solidarité, d'action populaire, de démocratie vivante. C'est aussi pourquoi nous avons la responsabilité de continuer la lutte pour la liberté du Timor-Oriental. La présence des forces sous mandat de l'ONU (INTERFET) dans ce pays ne doit pas et ne peut pas remplacer la solidarité.

Le peuple du Timor-Oriental a besoin d'une aide alimentaire, humanitaire et médicale. Les assassins sont encore présents, qui ont pratiqué une politique de terre brûlée, la déportation de milliers de Timorais et l'élimination physique des dirigeants et combattants de la résistance, du Conseil national de la résistance timoraise (CNRT) et des Forces armées du Timor-Oriental (les guérillas du FALINTIL), qui poursuivent toujours la lutte. Les massacres ont été la conséquence de l'organisation du référendum sous le contrôle de l'armée indonésienne, dans le but de préserver les bons rapports entre les pays impérialistes et la classe dominante indonésienne.

La IV<sup>e</sup> Internationale exige le retrait immédiat de toutes les forces indonésiennes du Timor-Oriental. L'INTERFET doit assurer le retour chez eux des milliers de réfugiés, de ceux qui ont été déportés en Indonésie et des représentants de la résistance, tels Xanana Gusmao.

L'INTERFET doit également procéder au désarmement immédiat des milices créées et appuyées par l'armée indonésienne. Elle doit procéder à l'arrestation de tous les responsables des massacres, des meurtres et des déportations, de manière à ce qu'ils soient jugés pour leurs actes. Les pays qui ont soutenu le gouvernement indonésien, coupable d'avoir imposé la destruction et les souffrances au peuple du Timor Oriental, doivent aujourd'hui soutenir matériellement la reconstruction du Timor-Oriental.

La IV<sup>e</sup> Internationale rejette toute tentative éventuelle du désarmement des FALINTIL. S'il est question de respecter la volonté populaire, l'INTERFET doit se soumettre au Conseil national de la résistance timoraise

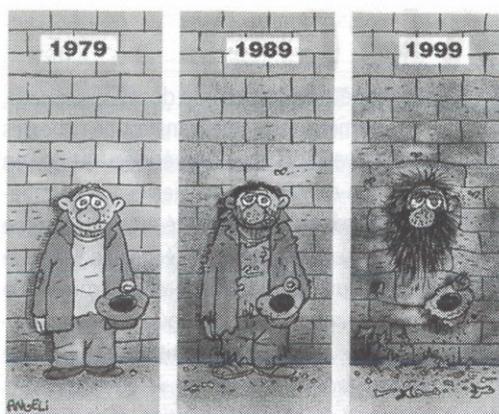
(CNRT) et reconnaître que la guérilla du FALINTIL est la seule force armée légitime pour assurer la sécurité du territoire du Timor-Oriental. Nous rejetons absolument toute idée de partage territorial qui serait imposé à la majorité de la population du Timor-Oriental.

La IV<sup>e</sup> Internationale met également en garde contre l'emploi de l'INTERFET dans le but de préserver les intérêts capitalistes au Timor-Oriental, tels l'exploitation du pétrole de la mer du Timor, que les États australien et indonésien se sont arrogés par un accord honteux signé entre ces pays.

La IV<sup>e</sup> Internationale continuera à dénoncer les marchands de la mort qui, tel le gouvernement britannique de Blair, poursuivent les ventes d'armes aux généraux indonésiens. En même temps, nous poursuivrons notre solidarité avec toutes les forces progressistes qui luttent pour la démocratie et la libération en Indonésie et dans les territoires opprimés par elle.

La IV<sup>e</sup> Internationale considère que ce sont les conditions minimum pour la reconstruction de ce nouveau pays. Elle réaffirme sa solidarité avec la résistance timoraise et son soutien à l'indépendance du peuple du Timor Oriental. Aussitôt que le CNRT décidera que les conditions sont réunies pour la proclamation du nouveau pays à la face du monde, la IV<sup>e</sup> Internationale exigera que tous les pays reconnaissent immédiatement l'indépendance du Timor-Oriental et le gouvernement provisoire dont il se sera doté.

\*Adopté par le CEI le 29 septembre 1999.



# « L'ordre » libéral en plein désordre

Par  
Ernesto Herrera\*

Un regard porté sur la situation politique de l'Amérique latine nous contraint à poser une question : les mutations à l'œuvre indiquent-elles l'émergence d'une nouvelle période dans le réagencement des rapports de forces socio-politiques ? Divers facteurs d'ordre politique, économique, social et militaire créent un cadre où s'affirme avec plus de force une crise de gouvernance. En quelque sorte, il est clair que le paysage socio-politique, taillé par les années de politique néolibérale, est en train de se déliter. Dans plus d'un pays, le « désordre » est à l'ordre du jour.

Cela se produit au moment où les États-Unis, après la guerre menée en ex-Yougoslavie, ont réaffirmé leur rôle de « nation indispensable » et de policier du monde. Or, l'instabilité politique et sociale en Amérique latine se développe dans une région où, à la différence des autres parties du monde, font défaut ces « pivots géopolitiques » — selon l'expression de Zbigniew K. Brzezinski — qui doivent servir à garantir la domination économique, politique et militaire des « acteurs stratégiques ».

## Déstabilisation

Les facteurs de déstabilisation les plus visibles résident dans les situations colombienne, vénézuélienne et équatorienne. De plus, ces développements s'opèrent au cours d'une année dont le calendrier est jalonné d'événements potentiellement déstabilisateurs. On peut citer :

- le retrait partiel des États-Unis du canal de Panama et, dès lors, la nécessité pour la puissance impérialiste de disposer de « plates-formes » sûres de contrôle et d'intervention militaire dans la région ;
- la réalisation du sommet ibéro-américain à La Havane et l'entrée de Cuba dans l'ALADI (Association latino-américaine d'intégration) ;
- la crise dans le Mercosur et les négociations économiques régionales très tendues

qui ont pour toile de fond la proposition de création d'une Association de libre-échange des Amériques ;

— les accords entre le Mercosur et l'Union européenne, et, plus substantiellement, le démarrage prochain des négociations du millénaire de l'OMC où les pays dominés vont renégocier les termes de leur dépendance ;

— enfin, se dérouleront, au cours des derniers mois de l'année 1999, des élections en Argentine (qui seront marquées par la défaite certaine du péronisme), en Uruguay (avec une victoire possible du Frente Amplio) et au Chili ; leur issue pourrait changer le panorama politique de ces trois pays.

Néanmoins, les éléments déterminant la phase présente de cette crise particulière des directions politiques bourgeoises s'enracinent dans les effets brutaux de la crise économique du capitalisme international. Ce d'autant plus que se manifeste une résistance sociale de masse, ample et radicale, certes ponctuelle, mais qui bouscule les contours des stratégies politiques et des propositions programmatiques des organisations de la gauche latino-américaine.

## Résistances

Nous assistons aujourd'hui à une vague d'explosions sociales, de grèves, d'occupations de terres, de marches de protestation, d'affrontements violents.

La situation que traverse la Colombie pourrait être caractérisée de pré-révolutionnaire : l'État est en pleine crise, pris en tenaille entre la force du mouvement de guérilla, les luttes syndicales et paysannes d'un côté, et, de l'autre, les forces paramilitaires, celles du narcotrafic ; tout cela prenant son essor dans un contexte de crise économique sans comparaison au cours des dernières décennies.

Au Venezuela, on assiste à un effacement de l'ensemble des institutions politiques de l'ancien régime et à la naissance d'un nouveau régime politique qui reçoit un appui enthousiaste du mouvement de masse. Un populisme à double face entre en

scène : d'un côté, il démantèle l'État clientélaire des partis traditionnels et modifie les relations avec les États-Unis, et, de l'autre, il applique un plan économique d'austérité qui garantit le flux des capitaux étrangers dans les secteurs stratégiques de l'économie vénézuélienne, entre autres celui de l'industrie pétrochimique.

La visibilité médiatique des conflits de classes à l'œuvre, sous des formes diverses, en Colombie et au Venezuela ne doit toutefois pas cacher d'autres affrontements.

Ainsi, au Brésil, des dizaines de milliers de paysans et de travailleurs organisent des marches dans le pays et exigent la démission du président Fernando Henrique Cardoso.

En Équateur, il n'est pas exagéré d'affirmer que des soulèvements à caractère insurrectionnel, certes sans débouché politique défini, marquent la vie du pays ; ce à quoi s'ajoute une nouveauté pour l'Amérique latine : le moratoire de la dette extérieure déclaré par le gouvernement équatorien, qui a suscité une réaction très tactique de la part du FMI. Cela laisse pressentir l'explosivité régénérée du thème de la dette dans la majeure partie des pays latino-américains.

Au Mexique, la grève de la plus grande université, la UNAM, se prolonge et les mobilisations des populations indigènes et zapatistes restent d'actualité.

Dans le Chili de la « concertation », les luttes des paysans Mapuches et de divers syndicats convergent avec les revendications des organisations de défense des droits de la personne humaine qui maintiennent leur exigence d'un jugement de Pinochet.

Au Pérou, le rejet populaire des tentatives de Fujimori de prolonger son mandat présidentiel s'approfondit. Il se produit simultanément à une montée des mobilisations syndicales et paysannes.

Lorsque l'on examine ces divers mouvements, ressortent, dans tous les cas, des revendications communes : une opposition aux programmes d'ajustement et de privatisation imposés par le FMI, la Banque mon-

\* Ernesto Herrera est membre du Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale.

## Amérique latine

diale et la Banque interaméricaine de développement (BID) ; la résistance au processus d'expropriation accentuée des droits qui se traduit par une flexibilisation sans limite du travail, une montée du chômage et de la précarité, des baisses salariales. Ces luttes que nous appellerons anti-néolibérales, à dynamique anticapitaliste, se sont aussi développées, avec plus ou moins d'intensité, en Argentine, en Bolivie, au Panama, au Nicaragua, en Uruguay.

Certes, une identité revendiquée « de classe » ne s'exprime pas sous la forme empruntée lors des décennies précédentes. Ces luttes incorporent une multiplicité de « sujets sociaux ». Mais un examen plus fin indique que le sujet « travailleur » — urbain ou rural — reste l'élément charnière de ces résistances. Évidemment, ces dernières incluent des segments sociaux nouveaux qui ont souffert des contre-réformes néolibérales. Ce n'est donc point un hasard si, comme jamais au cours des décennies précédentes, petits entrepreneurs, commerçants, petits producteurs agricoles, secteurs ruinés des dites classes moyennes, rallient ces diverses protestations. Pour résumer : la crise de domination des classes dirigeantes, dans de nombreux pays d'Amérique latine, s'insère donc simultanément dans un processus de transition politique et de crise économique. Toutefois, le second élément joue un rôle prédominant.

### Récession

Avant qu'éclate la crise brésilienne de janvier 1999, la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine) estimait que, pour l'ensemble du continent, la croissance du PIB dépasserait de peu le 1 %. La dérouté du plan real brésilien a aggravé les perspectives dans la région. La Banque mondiale, dans des projections réalisées en avril, indiquait que l'Amérique latine connaîtrait une récession impliquant un recul du PIB de 0,8 %. Le rapport de l'ALADI en mai est plus pessimiste. Le recul du PIB est estimé à 1,6 %. Que ce soit du côté des économistes, des « experts en sciences politiques » ou des syndicalistes, un accord se dessine sur la possibilité d'une crise qui s'approfondisse.

Tout le processus qualifié de transformation extravertie des économies de la région, au cours des années 90, a non seulement mis face à face des économies dont les taux de croissance de la productivité sont très inégaux — avec les déséquilibres qui ne pouvaient qu'en découler sur le plan de la balance des comptes extérieurs — mais s'est aussi fortement appuyé sur les flux de capitaux étrangers. Toutefois, un simple examen de

ces flux montre que les prêts et les investissements financiers ont pris le dessus sur les investissements directs (IDE). De plus, ces derniers se sont avant tout concentrés, dans la vague de privatisations, sur des opérations de rachat d'entreprises et de services publics. Il n'y a pas eu l'élargissement attendu de la base des investissements. La CEPAL elle-même estime que deux tiers des IDE dans la région se sont concentrés sur « l'achat d'actifs existants et non pas la création de nouvelles unités de production ». De plus, facteur aggravant, comme le souligne un économiste de la Fondation brésilienne Getulio Vargas, il y a eu « une concentration d'investissements dans le secteur des services, ce qui ne génère pas de devises ». Pour faire court, on a assisté à un transfert massif de la « propriété publique » vers le secteur privé sur lequel l'emprise impérialiste s'est accrue. Autrement dit, des secteurs stratégiques de nombreux pays d'Amérique latine sont directement contrôlés par un cercle restreint de groupes financiers ayant leur base dans les pays du G7. Et les revenus des privatisations ont servi au financement du service de la dette extérieure. L'Argentine représente l'exemple le plus frappant à ce propos : sur les 39,6 milliards de dollars résultants des privatisations au cours de la période 1989-1998, 57 % furent consacrés au paiement de la dette extérieure.

### Brutal transfert de richesses

Dans un tel contexte, les gouvernements bourgeois se présentent pieds et poings liés face à l'impérialisme et ont toutes les peines à manifester des traits d'une politique de souveraineté nationale. Il n'est évidemment pas exclu que, sous une pression forte du mouvement de masse, puissent naître des initiatives hétérodoxes, nationalistes pour sortir de la crise. On peut l'entrevoir en Équateur où le gouvernement Mahuad, le dos au mur face à une montée populaire, a été contraint de proposer de reporter le paiement des obligations Brady, du nom du secrétaire d'État au Trésor américain qui a redéfini les termes du refinancement de la dette extérieure du continent. Le gouvernement Chavez pourrait aussi prendre des initiatives dans la perspective de renégocier les termes de la dépendance. Toutefois, toute tentative sérieuse dans cette direction impliquerait une mobilisation et un appui populaires construits et déterminés, une volonté politique évidemment plus que difficile à trouver dans les cercles dirigeants actuels et même dans les oppositions institutionnalisées, car, à l'opposé, la détermination impérialiste pour consolider la plénitude de sa

reconquête ne fait pas de doute.

Les mécanismes de transfert de richesses des travailleurs de l'Amérique latine en direction du capital financier des pays impérialistes sont d'une brutalité extrême comme nous venons de le voir. À l'échelle de chaque pays, la même machinerie est à l'œuvre. Le dernier rapport de la Banque interaméricaine de développement, intitulé « Amérique latine : face à l'inégalité », le confirme sans détours : « L'Amérique latine et la Caraïbe est la région où se concentrent les plus grandes inégalités dans la redistribution des revenus et où les personnes les plus riches reçoivent la part la plus grande de la richesse produite... 40 % du revenu national est aux mains de 1 % de la couche la plus riche... » La BID peut multiplier les explications d'ordre technique, elle ne peut voiler les résultats sociaux d'un « développement économique du continent » soumis aux diktats du capital financier impérialiste : plus de 150 millions de Latino-Américains, c'est-à-dire quelque 33 % de la population, disposent d'un revenu inférieur à 2 dollars par jour. Aujourd'hui, le pouvoir d'achat des salaires minimums — pourtant une norme loin d'être respectée — est de 27 fois inférieur à celui du tout début des années 80. Dans le secteur dit informel, qui occupe une place très importante dans tout le continent, les études montrent un recul de 1 % des revenus durant la période de « récupération » de 1990 et 1998. Or, comme l'a confirmé l'étude de l'Organisation internationale du travail rendue publique à Lima en août 1999, l'essentiel des emplois créés durant les dernières années le fut dans ce secteur informel. Face à des inégalités aussi criantes, la réponse d'une économiste mexicaine de la BID, Diana Alarcon — publiée dans la revue *Tres puntos* (Buenos Aires) en juillet 1999 —, mérite d'être relevée : « De quel marché parlons-nous si plus d'un tiers de la population latino-américaine est exclu du marché par la pauvreté ? Le grand défi des politiques actuelles consiste à incorporer les pauvres au marché. Si la région ne veut pas voir perdurer les taux de croissance médiocres des dernières années, il faut faire des pas dans la direction d'une redistribution des revenus. » Ce discours, qui entre en syntonie avec celui de la Banque mondiale et du FMI, révèle le souci des institutions financières internationales de prendre quelques mesures préventives pour canaliser et freiner les luttes populaires qui prospèrent sur le terreau préparé par leur propre politique passée.

L'ajustement structurel aux besoins des économies du centre reste toutefois la colonne vertébrale. Le président de la BID,

Enrique Iglesias, le confirme dans un article de la Folha de São Paulo. Ainsi, pour le Brésil, il indique de nouveaux objectifs tels que : « *La privatisation à l'échelle des États et des municipalités peut appuyer et compléter les réformes administratives, institutionnelles et financières. Cela libérera les énergies du secteur privé, attirant des ressources, des technologies et techniques modernes de gestion pour offrir des biens et des services. Cela contribuera à une relation plus équilibrée entre institutions publiques et société civile. Des gouvernements efficaces et disposant de ressources pourront faire face à l'autonomie fiscale [fédéralisme fiscal] et se concentrer sur les besoins de base tels que la santé et l'éducation. Renforçant les économies nationales et provinciales, la privatisation pourra se transformer en instrument de stabilisation macroéconomique et de développement à une longue échéance. Voilà les conditions essentielles pour réduire la vulnérabilité face à la volatilité d'un marché international moins prévisible et moins rationnel que nous ne l'imaginions.* » Mais cette « *seconde génération de réformes* » doit s'accompagner d'initiatives ponctuelles de l'État « *en interaction avec le secteur privé* ». Ainsi, l'État et ses partenaires privés devront intervenir pour prendre des mesures telles que : la mise en place de programmes d'assistance sociale dirigés vers les secteurs les plus pauvres de la population ; la mise en place d'autorités de régulation « *qui assurent la concurrence, parallèlement aux privatisations* » ; le développement en lien avec les industries de « *programmes de formation adaptés aux besoins technologiques des firmes* ».

### Urgence

Il n'y a donc aucune illusion à avoir sur le contenu économique et social des nouveaux programmes popularisés par Joseph Stiglitz de la Banque mondiale. D'où l'urgence que les mobilisations populaires s'accompagnent d'un débat à l'échelle du continent ; un débat qui porte entre autres sur les programmes alternatifs à défendre. Les têtes de chapitre de tels programmes peuvent déjà être repérées dans les revendications portées par les divers mouvements sociaux : l'opposition aux programmes d'ajustement et de transfert accentué à l'impérialisme du contrôle sur les richesses nationales imposés par le FMI, la Banque mondiale et la BID ; la remise en question de l'actuel service de la dette extérieure ; un ensemble d'exigences portant sur le système de santé, l'éducation, le logement, l'emploi, les salaires et la flexibilisation extrême du travail ; la défense



## Résistances

effective des droits de la personne humaine conjointement aux droits sociaux, démocratiques et politiques, ce qui débouche sur une remise en discussion des rapports marché-démocratie ; la redéfinition du rôle de l'État face à l'ouverture du marché. L'ensemble des programmes mis en avant par des com-

posantes diverses de la gauche aboutit à la nécessité d'une relance d'un véritable débat sur les thèmes de la croissance, du modèle de développement dans le contexte de la mondialisation du capital et des projets de société dits alternatifs. Enfin, dans certaines plateformes s'esquissent des éléments proposant, à l'occasion de la critique des processus d'intégration économiques régionaux, une « *déconnexion relative* », une rupture face au modèle présent d'accumulation du capital à l'échelle mondiale.

10 octobre 1999

### Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale

#### Appel international « Pour une paix durable dans les Balkans »

##### Quel bilan ?

Après l'appel international lancé à Paris le 15 mai 1999, « *Pour une paix durable dans les Balkans* », plusieurs dizaines de signataires de divers pays d'Europe se sont réunis les 2 et 3 octobre à Genève, afin de dégager un premier bilan. La guerre décidée par l'OTAN de son propre chef, a eu un prix politique élevé, au plan local et régional, ainsi qu'au plan de l'ordre international.

Tout d'abord au Kosovo, la situation effective et le droit sont restés brouillés après les accords conclus entre le régime serbe et les grandes puissances. La Yougoslavie est censée rester souveraine au Kosovo, qui est en même temps constitué en protectorat international, selon la résolution 1244 de l'ONU, pour une durée indéterminée. Le deutchemark a été décrété monnaie officielle de ce protectorat sous mandat de l'ONU et occupation militaire de l'OTAN. Les populations albanaises sont rentrées, mais les minorités serbes et roms sont en voie de disparition et les tensions entre communautés se sont aggravées. Les projets actuels d'aide économique sont conditionnés par l'orientation stratégique qui a été celle de l'intervention militaire de l'OTAN : intégrer la région dans les normes de sécurité et les règles des marchés définies par les grandes puissances, au détriment du droit des peuples à décider d'eux-mêmes, au plan socio-économique et politique.

Le bilan d'ensemble de la gestion désastreuse de la crise yougoslave par la « *communauté internationale* » doit être tiré.

Il est également temps d'ouvrir un débat public sur l'existence de l'OTAN comme « *milice privée* » des pays dominants. La sécurité européenne et la paix mondiale ne sauraient être fondées sur un droit unilatéral d'intervention (pire, de guerre) que s'arrogeraient les gouvernements de quelques pays menés par les États-Unis ou s'affirmant au plan européen. On ne peut prétendre défendre le

droit international en ne respectant aucune norme et en contournant les institutions qui ont vocation à être universelles. On ne peut construire la paix et la sécurité sans politique résolue de désarmement nucléaire et conventionnel, sans politique axée sur le développement économique et social, la solidarité entre peuples et l'égalité des droits.

Notre commune réprobation de la façon dont la crise yougoslave et celle du Kosovo ont été — et restent — gérées, nous incite à poursuivre les discussions et les échanges de textes, ainsi que la diffusion des initiatives européennes proches de nos orientations. Quelle politique alternative de paix et de sécurité définir ? Par quels canaux devrait-elle passer ? Une discussion sur le droit international, l'OTAN, l'ONU, l'OSCE, les tribunaux pénaux internationaux, s'est engagée entre participants à la réunion de Genève.

Nous avons décidé de poursuivre ces débats en formant un réseau de réflexion, d'analyses critiques des médias dominants et d'information dans le but de développer une alternative aux politiques actuellement dominantes, sur la base de relations de solidarités, de coopération et d'amitié avec des partenaires agissant dans le même sens dans les Balkans. Avec eux, nous chercherons à nous inscrire dans les projets existants de conférences « *citoyennes* » sur les Balkans.

Pour mettre en place un tel réseau, et œuvrer à la convergence d'initiatives européennes sur les questions de la « *sécurité* » et de l'ordre mondial, un collectif provisoire bienveillant a été constitué. Ceux qui désirent être tenus au courant, et participer d'une façon ou d'une autre, doivent le faire savoir rapidement, en prenant contact avec les membres de ce collectif. Nos moyens sont très limités, mais nous pensons que notre réseau européen peut contribuer à la promotion d'une alternative à une Europe militarisée et insensible aux besoins des peuples.

● Pour contacter le collectif, vous pouvez vous adresser à : Suzanne De Brunhoff : E-mail <SDebrunhoff@compuserve.com> ; Catherine Samary : E-mail <samary@dauphine.fr> ; fax : 33/0 1 42 58 30 30.

# Brève histoire de la gauche pakistanaise

Par  
**Farooq Sulehria\***

La gauche au Pakistan trouve ses origines dans le mouvement communiste indien. Celui-ci puisa sa propre inspiration dans les révolutions russes de 1905 et d'Octobre 1917. Lénine lui-même accorda une attention considérable à l'Inde et, bien avant lui, Karl Marx montra un grand intérêt envers ce qu'il nomma « *un pays intéressant* » et un « *bon allié futur* ». Il écrivit plusieurs articles sur le sous-continent indien, spécialement lors de la guerre d'indépendance de 1857. Celle-ci devait se conclure par une défaite qui renforça et consolida la base impérialiste pour un siècle, véritable ère d'exploitation, de pillage et de répression.

Cependant, l'exploitation et le pillage, qui avaient besoin d'une base industrielle et d'une infrastructure, donnèrent naissance à un vaste prolétariat. L'exploitation intensifiée généra également une résistance de la paysannerie. Au début du XXe siècle, les syndicats et les grèves ont commencé à apparaître alors que les plus grandes provinces, comme le Punjab et le Bengale, étaient en complète révolte et que la paysannerie se soulevait contre l'exploitation impérialiste britannique.

Les révolutionnaires indiens qui partirent en exil ont aussi établi des contacts avec leurs camarades européens. À travers ces liens, la révolution russe de 1905 montra une voie nouvelle pour les révolutionnaires indiens. En 1911, ces révolutionnaires en exil formèrent aux États-Unis le parti Kairti Kissan. Rapidement, il s'implanta aux États-Unis, au Canada et en Europe.

La révolution russe d'Octobre 1917 ébranla aussi l'Inde. En 1920, le Parti Communiste d'Inde (CPI) fut créé. N. M. Roy, son dirigeant, participa aux réunions de la IIIe Internationale. En 1934, le CPI fut inter-

dit en raison de son influence rapidement croissante. Sa popularité effrayait l'impérialisme. Cette interdiction n'empêcha toutefois pas la diffusion des idées marxistes. Les communistes continuaient à travailler inlassablement sous couvert de différentes organisations.

Sous la direction de Staline la IIIe Internationale connut une période de complète dégénérescence. De la « *troisième période* » aux fronts populaires, du pacte de non-agression avec Hitler à l'alliance avec les Alliés, le Komintern prit de nombreux zigzags. La nullité de la clique bureaucratique soviétique se manifesta dans sa « *théorie* » du socialisme dans un seul pays et des deux étapes de la révolution. Le CPI suivit aveuglement la ligne stalinienne, trahissant à la fois le prolétariat indien et la révolution. Lorsque la Seconde Guerre Mondiale commença, le CPI s'y opposa jusqu'à ce que Staline passe un accord avec les Alliés. Il refusa de diriger la lutte contre l'impérialisme britannique parce que : 1) Staline était devenu son allié, 2) selon la théorie des deux étapes, l'Inde devait passer par la révolution démocratique sous direction de la bourgeoisie.

D'autre part, des millions de jeunes révolutionnaires et de combattants de la liberté se sacrifièrent héroïquement pour la libération de leur patrie de l'impérialisme britannique. De 1940 à 1945, 10 000 combattants de la liberté périrent en martyrs, des dizaines de milliers furent emprisonnés, des dizaines de milliers d'autres furent fouettés. Mais pour le CPI, ces combattants de la liberté étaient des agents de la « *cinquième colonne* ».

1946 fut l'année de la révolution. Le sous-continent était en ébullition. Des soulèvements de masse et des grèves marquèrent le début de l'année. Le prolétariat était à leur tête. Le 10 février, des marins firent grève. Pour montrer leur solidarité avec ces derniers, les ouvriers de la Royal Air Force se mirent en grève. Le 1 mars, les Sepoys, des soldats indiens recrutés par les britanniques, se révoltent à Jalapur. Le 18 mars, à Dera Doon, c'est le tour des unités Sepoys Gurka

. Karachi, Bombay, Madras et de nombreuses autres villes connaissent des grèves générales. Le 3 avril, suivant la police de Delhi, la police dans l'ensemble de la province de Bihar se soulève. En Mai, 100 000 employés des postes et des chemins de fer sont en grève, rejoints le 23 par 400 000 travailleurs de l'industrie.

Durant cette période le CPI servit de briseur de grève. Ne tirant aucune leçon des révolutions vaincues en Chine (1925-27) et en Espagne (1934-37), il resta aveuglement sur la ligne stalinienne des deux étapes, espérant une révolution nationale démocratique qui ne vint jamais. Cette carence idéologique, couplée à une alliance honteuse avec l'impérialisme britannique, compromit le CPI aux yeux de la classe ouvrière : ils évoluaient dans deux directions opposées.

Cette situation profita au parti du Congrès et à la Ligue Musulmane. Parce qu'ils dirigeaient cette révolte, qui aurait pu mettre un terme à l'impérialisme aussi bien qu'au capitalisme et au féodalisme, les mobilisations ne visèrent pas plus loin que l'obtention de l'indépendance nationale. Les masses payèrent un lourd tribut pour les fautes du CPI. Non seulement une chance de libération de la classe avait été gâchée, mais le sous-continent indien devait aussi être plongé dans le sang. De violentes émeutes et de vastes mouvements de population laissèrent derrière elles des traces indélébiles. Lorsqu'en 1947 les Britanniques quittèrent l'Inde, le CPI soutint la partition, ordonnant à ses cadres musulmans d'émigrer au Pakistan.

## Le Parti Communiste du Pakistan (CPP)

Le CPP hérita non seulement des cadres du CPI mais aussi de son idéologie : la théorie des deux étapes de la révolution. Suivant cette perspective, il rejoignit la Ligue Musulmane pour y soutenir la bourgeoisie contre les chefs féodaux. Mais la Ligue Musulmane a toujours été un parti de féodaux musulmans. Ceux-ci débarrassèrent vite le parti de ses « *infiltrés* ». Ces purges

\* Farooq Sulehria est membre du comité exécutif du Parti travailliste du Pakistan (LPP — Labour Party Pakistan). L'article que nous reproduisons a été publié dans la revue australienne Links n°13 de septembre 1999 (traduction d'André Morin).

poussèrent le CPP à un autre extrême. Au lieu d'organiser la classe ouvrière pour une révolution, il chercha un raccourci : un coup d'État.

Là aussi le CPP se lia avec une section libérale de la bourgeoisie, en la personne du général Akbar et de sa belle mère, la Bégum Shahnawaz. Ils discutèrent avec le général d'un projet de coup d'État. Cette tentative, connue comme « l'affaire de la conspiration de Rawalpindi », se limita à une discussion : elle fut découverte en 1951 avant d'être entreprise. Le gouvernement interdit alors le CPP et ses branches étudiantes et syndicales. Au moment de l'interdiction, le parti avait environ 200 membres.

Après l'interdiction, des membres du CPP formèrent le Azad Pakistan Party (APP, parti de l'indépendance du Pakistan). Dirigé par un nationaliste radical, Mian Ijtikhar Ud Din, l'APP devait fusionner en 1957 avec d'autres groupes prétendument libéraux pour donner naissance au Parti National Awami (NAP, Parti National du Peuple). Le NAP avait un programme réformiste dont les éléments-clés étaient l'anti-impérialisme, la laïcité, l'autonomie régionale et l'industrialisation.

Après cette fusion, les communistes mirent de côté leur identité propre et n'organisèrent aucun mouvement de classe indépendant. En 1958, alors que la crise capitaliste s'aggravait, les ouvriers descendirent dans la rue. Un mouvement de la classe ouvrière déferla à travers tout le Pakistan. Il affecta aussi la paysannerie. La même année, le dirigeant du NAP, Maulana Bhashani, (alors au Pakistan Oriental, devenu ensuite le Bangladesh) forma une association des paysans de l'ensemble du Pakistan, la Kull Pakistan Kissan Association. Des actions ouvrières débutèrent à Lahore pour toucher l'ensemble du pays. Le général Ayoub imposa la loi martiale le 26 octobre 1958 afin de briser ce mouvement.

## Le conflit sino-soviétique

À partir de 1956, le conflit bureaucratique sino-soviétique s'aggrava. Cette compétition fut un recul pour le mouvement international de la classe ouvrière, désorientant une masse de militants conscients et divisant la classe ouvrière.

Malgré ses déformations bureaucratiques, la révolution chinoise de 1949, en raison de ses succès dans l'éradication du féodalisme et du capitalisme, exerça une grande force d'attraction dans le monde colonial. La révolution chinoise s'avéra même contagieuse pour le Pakistan, qui possédait une frontière commune avec la Chine.

**Alors que le général Pervaz Musharraf s'empare du pouvoir (cf. notre article en p. 36), *Inprecor* donne la parole aux militants du Parti travailliste du Pakistan (LPP, Labour Party Pakistan).**

**En effet, aussi faible que soit la gauche pakistanaise aujourd'hui, le LPP constitue en son sein, depuis quelques années, l'espoir d'une renaissance.**

Le maoïsme attira une frange de la classe ouvrière, de la jeunesse et de l'intelligentsia, en particulier des étudiants.

Une raison majeure de cette inclination vers lui fut une réelle aversion pour la théorie stalinienne des deux étapes, qui bloqua la lutte de la gauche pakistanaise à un moment où la révolution était un véritable cri de guerre. Mais la bureaucratie chinoise n'était pas fondamentalement différente de la

Ayoub et le chauvinisme pakistanais. Quand Chun Lee, maréchal de l'armée populaire chinoise, visita le Pakistan après la guerre, il qualifia le système d'Ayoub de " *démocratie de base* " qui ressemblerait au système de la commune.

Les maoïstes pakistanais commencèrent par soutenir Ayoub Khan. Ils déclarèrent aussi que sa politique extérieure était progressiste, oubliant totalement que la poli-



bureaucratie russe. Elle avait aussi ses propres priorités et ses déformations idéologiques.

Les événements révélèrent sa véritable nature. Elle apporta un soutien au dictateur Ayoub Khan. En 1965, Chou Enlai congratula Ayub Khan pour son succès dans une «élection» qui n'était même pas basée sur le suffrage universel mais sur une " *démocratie de base* " : quelques milliers de pseudo représentants élus de conseils locaux éliaient le président. Ne Chu, le chef d'une délégation commerciale chinoise en visite, qualifia le dictateur Ayoub de représentant du peuple.

Lorsqu'une guerre éclata entre l'Inde et le Pakistan la même année, elle fut qualifiée de guerre populaire par la bureaucratie chinoise qui soutint totalement la dictature

tiq ue extérieure est simplement la prolongation de la politique intérieure. La politique de collaboration de classe que la bureaucratie chinoise avait adoptée s'exprimera ouvertement au Pakistan au cours de cette période.

La bureaucratie soviétique ne jouait pas plus un rôle radical. Elle soutenait la bourgeoisie indienne. La ligne de la gauche pro-Moscou au cours de cette période peut être appréciée avec un extrait de *Outlook*, organe mensuel du parti. En avril 1964, on pouvait y lire : « *notre bourgeoisie nouvellement émergente entrera en conflit avec la bourgeoisie internationale. Poussés par des convulsions économiques, Habib Ullahs, Sehgal et Walikas devront se tourner vers le bloc socialiste pour les échanges commerciaux. Ce processus mettra un terme au monopole occidental sur notre économie.*

## Pakistan

*C'est vers ceci que nous nous dirigeons. Et je serais le plus grand fou si je m'opposais au général Ayoub au sujet de cette porte s'ouvrant sur la gauche* ». À une autre question, le même numéro suggéra que, si les masses étaient conscientes, la « *démocratie de base* » pourrait préparer l'institution de véritables soviets. La gauche pro-Moscou se dissolvait dans des partis bourgeois prétendument libéraux et progressistes.

La gauche, elle-même, restait divisée entre pro-Moscou et pro-Pékin. La première soutenait une aile de la bourgeoisie, la qualifiant de progressiste, la seconde soutenait l'autre aile, en la qualifiant aussi de progressiste.

Durant cette période la gauche n'assista pas à un essor économique international

sans précédent. Le boom qui suivit la Seconde Guerre Mondiale affecta aussi le Pakistan. Un processus significatif d'industrialisation débuta pour la première fois, donnant naissance au fossoyeur du capitalisme, le prolétariat. La gauche, durant cette phase, au lieu d'organiser et de se lier aux nouvelles couches du prolétariat, était en train de rechercher des progressistes au sein de la bourgeoisie auxquels elle pourrait apporter un appui. Son flirt avec la classe ouvrière se limitait à de simples slogans.

### Le mouvement révolutionnaire de 1968-69

C'est pourquoi, quand un mouvement révolutionnaire, le premier de ce type, débuta en 1968-69 et renversa la dictature mili-

taire qui avait fait du dictateur Ayoub le plus riche président du plus pauvre des pays, la gauche se trouva déconcertée.

Au cours de ce mouvement, qui dura quelques mois, deux pouvoirs parallèles étaient en présence. D'une part, les ouvriers et les paysans contrôlaient le pays. De l'autre, en raison de l'absence de direction prolétarienne, la bourgeoisie gardait la mainmise sur l'appareil d'État.

Le mouvement commença comme une protestation contre la hausse du prix du sucre. Les étudiants s'y joignirent. Abdul Hameed, étudiant du Collège Polytechnique Rawalpindi, fut tué lors d'une manifestation.

Cette étincelle mit le feu à l'ensemble de la société. Le prolétariat rejoignit le mouvement. Les ouvriers prirent le contrôle des

### Conférence du Labour Party au Punjab Document\*

236 délégués et observateurs ont assisté à la première conférence du Labour Party of Pakistan (LPP) pour le Punjab, tenue à Lahore le 25 et 26 Septembre 1999. Les 18 zones géographiques de la province étaient représentées. Un conseil du Punjab, qui comprend 43 membres représentant les dix-huit zones de la province, a été élu. Le nouveau président du LPP au Punjab, élu au sein du Conseil, est un ouvrier des chemins de fer de Rawalpindi, ancien adhérent du parti communiste. Son groupe était en discussion avec le LPP au cours des trois dernières années. Après une longue période de débats, le groupe a rejoint le LPP en août 1999.

Avant la conférence, la partie centrale de la ville de Lahore fut recouverte de slogans muraux tels que « Socialisme » ou « Bienvenus les délégués de la conférence ». Le travail de slo-

gans muraux, illégal, prit trois jours et trois nuits et fut effectué par une équipe de la Fédération Nationale des Étudiants (NSF), secteur étudiant du LPP. Ainsi cet événement a été connu dans cette ville de 7 millions d'habitants.

Plus de 200 drapeaux rouges recouvrirent les principales rues conduisant au bâtiment du club de presse de Lahore où la conférence se tenait. 5000 affiches furent aussi collées dans les principales zones industrielles de Lahore.

Un groupe de camarades du secteur culturel du LPP prépara une pièce de théâtre intitulée Chingari (l'étincelle) qui devait être jouée en clôture de la conférence. La pièce de théâtre était consacrée au système féodal et aux luttes paysannes contre ce régime.

Un document de la conférence du Punjab imprimé en langue urdu fut discuté par les sections du parti à travers le pays. Ce texte comprenait les principaux éléments d'analyse du LPP sur sa politique et sur les problèmes organisationnels du LPP.

Les discussions sur les perspectives politiques, le premier jour, furent très vivantes et abordèrent plusieurs dimensions de la révolution socialiste pakistanaise. Les débats conclurent qu'il est possible que l'actuel gouvernement de Nawaz Sharif n'achève

pas son mandat. Les capitalistes n'ont pas réglé les problèmes fondamentaux des masses. Dans la nouvelle ère de globalisation, le processus de re-colonisation des pays pauvres a été mené très loin. L'exploitation accrue des ex-pays coloniaux comme le Pakistan signifie que le revenu par tête au Pakistan a chuté de 460 dollars américains en 1990 à 340 en 1999. Les fondamentalistes religieux se sont beaucoup développés mais une situation comparable au nouvel Afghanistan ou à l'Iran n'est pas une menace immédiate au Pakistan. Il reste difficile pour l'armée de prendre directement le pouvoir. Il est possible qu'un nouveau gouvernement transitoire réalise rapidement les projets du FMI et impose de nouveaux impôts.

15 camarades participèrent à la discussion politique. Des chants révolutionnaires furent chantés par un groupe de dirigeants paysans. Il n'y eut pas de divergences significatives sur les perspectives et les camarades furent d'accord à propos de l'effondrement complet du système capitaliste et sa complète incapacité à résoudre les problèmes de base des masses.

Les camarades réitérèrent leur engagement en faveur des idées de la révolution permanente.

En soirée, une manifestation eut lieu devant le consulat améri-

cain contre les sanctions imposées à Cuba et à l'Irak. Plus de 300 camarades et sympathisants participèrent à un cordon. Une forte présence policière bloqua l'accès au consulat. La plupart des médias nationaux et internationaux étaient présents à cette occasion. Une pétition de protestation fut remise au consulat américain réclamant la levée immédiate des sanctions contre Cuba et l'Irak.

Les discussions organisationnelles eurent lieu le second jour. Les camarades reconnurent les récents succès du LPP dans la province du Sind et se mirent d'accord pour étudier et comprendre les leçons de base de l'expérience au Sind. Après les débats et la présentation de la pièce de théâtre, une seconde manifestation eut lieu contre l'imposition du contrôle central sur la province du Sind. Plus de 400 personnes y participèrent.

Cette conférence fut couverte par la plupart des médias nationaux. Des saluts furent reçus de la part du DSP (Democratic Socialist Party) d'Australie, du Secrétariat Unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale, de la LIT et du groupe du LPP dans l'émigration pakistanaise à Londres. ■

\* Nous reproduisons ici une version légèrement abrégée du rapport de Farooq Sulehria, publié par le LPP, sur sa conférence régionale dans le Punjab tenue peu avant le coup d'Etat militaire.

filatures et des usines, les paysans se soulevèrent, des comités de grèves apparurent contrôlant les villes. Dans la zone industrielle de Faisalabad, l'administration locale dut obtenir l'autorisation du dirigeant ouvrier local Mukhtar Rana pour l'approvisionnement par camion. La censure disparut. Les chemins de fer propageaient le message révolutionnaire à travers le pays. Les ouvriers inventèrent de nouvelles méthodes de communication.

C'était un nouveau phénomène. Mais cela ne tombait pas du ciel. L'industrialisation, l'exploitation et l'oppression, élargissant l'écart entre riches et pauvres, en furent à l'origine. Dans les années 1960, les classes dirigeantes avaient intensifié leur pillage. Par exemple, en 1965, selon Links, un hebdomadaire de Delhi, les biens de la famille du dictateur Ayoub étaient estimés à 250 millions de roupies, sans compter les sommes transférées dans des banques étrangères. 97 % du secteur des assurances appartenaient à 22 familles. Par contraste, le revenu mensuel d'une famille ouvrière était de 780 roupies (16 dollars américains à l'époque).

En 1967, les travailleurs des chemins de fer commencèrent une grève. Le syndicat officiel s'y opposa. Le syndicat non-reconnu, contrôlé par les communistes, fut aussi contre, parce qu'il soutenait Ayoub Khan "anti-impérialiste". Néanmoins, les cheminots formèrent des comités ouvriers et commencèrent leur lutte.

Le gouvernement eut recours à toute sorte de répression, il dut cependant céder sur certaines revendications avant que la grève ne s'arrête. La classe ouvrière, la paysannerie et les étudiants étaient en révolte complète. Mais la gauche, toujours prisonnière de sa théorie des étapes, rêvait d'une révolution démocratique bourgeoise dirigée par la bourgeoisie progressiste.

Le professeur Muzafar Ahmad, un dirigeant communiste du National Awami Party, expliqua cette position dans la revue Outlook. Quand il parlait de conditions objectives favorables, il ne voulait pas dire pour le socialisme mais pour la démocratie bourgeoise. La conscience du Pakistan n'était absolument pas socialiste, donc la révolution devait passer par des étapes, disait-il. Nous avons vraiment besoin d'un parti révolutionnaire, mais dans la prochaine

étape, concluait-il.

## La formation du Parti du Peuple du Pakistan (PPP)

Le PPP (Parti du Peuple du Pakistan) fut créé en septembre 1967. Son programme était radical et socialiste. Un dirigeant communiste, J. A. Rahim, avait rédigé son manifeste. Zulfiqar Ali Bhutto, père de Benazir Bhutto, apparaissait sur la scène politique comme un défi à la dictature d' Ayoub. Les communistes, tant les pro-soviétiques que les maoïstes, soutinrent la dictature Ayoub alors que Bhutto représentait les sentiments des masses.

Bhutto, lui-même grand féodal du Sindh, avait été ministre des affaires étrangères dans le gouvernement Ayoub. Intelligent politicien bourgeois, il recourut au slogan du socialisme et tendit la main à certains éléments de gauche pour fonder le PPP. Lorsque la dictature Ayoub commença à prendre Bhutto pour cible, il devint un symbole de résistance, renforçant sa popularité et sa mainmise sur le parti.

En fait, la popularité du PPP était une conséquence du mouvement révolutionnaire des années 1968-69. Avant même les premières élections générales jamais tenues sur la base du suffrage universel, les masses avaient rejoint ce



Le dictateur Zia Ul Haq promenant la démocratie

parti en raison de son programme socialiste. Les dirigeants ouvriers, renforcés par le mouvement de 1968, rejoignirent aussi ce parti.

Cela n'était pas un accident si le PPP devenait un parti de masse. Dans le monde colonial, seuls des partis avec un programme socialiste deviennent populaires. Ceci reflète le besoin d'un changement socialiste. Mais la gauche pakistanaise, comme d'habitude, échoua à comprendre le déroulement des événements. Elle trouva en Bhutto un bourgeois radical et commença à le soutenir. Au

lieu de soutenir et d'organiser des luttes de classes, la gauche développa les illusions de la classe ouvrière en Bhutto et dans le PPP. Elle se réconcilia avec les féodaux et les capitalistes au sein du PPP, les présentant même comme des dirigeants acceptables. Ainsi, le PPP devint un parti de la classe ouvrière avec des dirigeants féodaux qui recouraient à des slogans socialistes.

Au lieu d'organiser le PPP sur un programme socialiste radical, il fut organisé sur une base démocratique bourgeoise, ce qui mena le parti à un tournant droitier. Ce fut encore son idéologie qui bloqua la gauche pour organiser le PPP sur une base révolutionnaire. Elle travaillait juste en phase avec la politique étrangère de Moscou et de Pékin.

Lorsque le PPP arriva au pouvoir en 1972, de nombreux communistes rejoignirent le gouvernement, mais le PPP ne put mener de changement fondamental malgré quelques réformes radicales. Ceci déçut la classe ouvrière. Le prolétariat descendit dans la rue de mai à septembre 1972. Le mouvement fut spécialement fort à Karachi. Le gouvernement décida de briser les mobilisations. Il fit tirer sur une manifestation ouvrière à Gandhi, Karachi, laissant des dizaines de morts. Ceci provoqua la colère des communistes qui avaient rejoint le gouvernement, certains démissionnèrent en protestation. Peut-être avaient-ils oublié que les gouvernements capitalistes, aussi radicaux peuvent-ils être à certains moments, répriment toujours le prolétariat.

Déçue par Bhutto et le PPP, la gauche alla chercher des figures bourgeoises plus progressistes, laissant la classe ouvrière fidèle au PPP, à la merci de ses dirigeants féodaux et capitalistes.

La gauche échoua à offrir une quelconque alternative au cours de la période. De là, quand la déception augmenta, ce furent les fanatiques religieux de droite et les forces réactionnaires qui devinrent une alternative au PPP. En 1977, un mouvement commença contre le gouvernement, acculé par la situation économiques et l'intervention américaine. La gauche ne comprit ni sa nature ni celle de sa direction et le qualifia de mouvement pour les libertés démocratiques en appelant la classe ouvrière à le rejoindre.

Dans une déclaration du 12 avril 1977 à Hyderabad, Miraj Mohamad Khan, dirigeant du Front de Libération Nationale (Qaumi Mahaz e Azadi, parti pro-Pékin) ainsi que Sher Mohamad Marri et Ata Ullah Mengal,

## Pakistan

deux dirigeants nationalistes baloutches pro-Moscou expliquaient : « nous appelons les ouvriers, paysans, étudiants, intellectuels et les masses opprimées à rejoindre le mouvement du peuple en cours, mouvement des libertés démocratiques. Nous croyons que ce mouvement débarrassera notre mère-patrie de la dictature ». Ils espéraient débarrasser la "mère-patrie" de la "dictature" via les fondamentalistes religieux. Qualifier le régime Bhutto de dictature n'était pas correct que ce soit socialement ou politiquement.

L'espoir démocratique en des fanatiques religieux soutenus par les États-Unis d'Amérique était irrationnel. Leurs analyses et espoirs illogiques furent anéantis lorsqu'une autre dictature militaire débarrassa la « mère-patrie » de « la dictature de Bhutto ». Ce fut la gauche qui souffrit le plus durant ce régime militaire dirigé par le général Zia Ul Haq.

### La gauche dans les années 1980

Les années 1980 furent des années de résistance à la dictature. Le prolétariat a mené une résistance héroïque et une lutte sans précédent. Pour la gauche, ce fut une décennie de fusions et d'alliances.

Bhutto fut pendu en 1979, montrant que la bourgeoisie ne tolère même pas quelques réformes et que l'impérialisme peut aller très loin pour réprimer le mouvement de la classe ouvrière.

La pendaison d'un Bhutto âgé popularisa le PPP. Il devint le symbole de la résistance contre la dictature. Un front uni, le Mouvement pour la Restauration de la Démocratie, fut formé. L'aile droite du PPP, les libéraux et la gauche s'associèrent sur la base de cette plate-forme. Un front uni contre la dictature n'est pas une mauvaise politique mais la gauche, au lieu de présenter un programme transitoire et de le lier à un programme socialiste, s'auto-limita.

À ce moment, le PC (stalinien pro Moscou), le Parti des ouvriers et des paysans (MKP, maoïste) et le Parti socialiste (stalinien) possédaient de solides bases de masses dans différentes régions. Mais ils ne les utilisèrent pas pour lancer une lutte indépendante.

La question nationale au cours de la période devint même plus dure à cause de l'impitoyable oppression par le régime au Sindh, la province de la Frontière du Nord Ouest et au Balouchistan. Mais la gauche échoua à prendre une position.

En 1986, plusieurs groupes

fusionnèrent pour créer le Awami National Parti (AWP). Ce fut une nouvelle tentative d'alliance de collaboration de classe avec des illusions dans la bourgeoisie. Des bourgeois nationalistes étaient les principaux dirigeants de la nouvelle formation. Peu après les groupes scissionèrent. En 1987, le QIP (Parti national révolutionnaire, Qaumi Inqilabi Party) fut formé comme produit de la fusion de différents partis de gauche et nationalistes bourgeois. Il devait se dissoudre après une année. En 1988, l'AJP (Awami Jomhori party, Parti démocratique du peuple) fut formé par des maoïstes et des stalinien, mais au bout de quelques mois à peine, peu avant des élections, il scissionnait, ne sachant pas s'il devait soutenir Benazir Bhutto ou Nawwaz Sherif.

Cependant en 1986, un nouvel élément intervient dans la politique de la gauche pakistanaise. Le groupe "La lutte" rassemble des militants autour du journal mensuel *Mazdoor Jeddohud* (Lutte ouvrière). Le groupe "La lutte" avait été formé en 1980 aux Pays-Bas, agissant d'abord au sein du PPP. Pour lui la période était celle d'une lutte pour la démocratie, la classe ouvrière ayant de nombreuses illusions sur le PPP. En 1986, les principaux dirigeants du groupe rentrèrent d'exil car il y avait maintenant des libertés limitées sous la dictature militaire.

### Effondrement de la gauche pro-soviétique

La chute de l'URSS a fracassé la gauche pakistanaise. Elle a quasiment disparu. D'un autre côté, le régime militaire s'interrompt à la suite de l'accident aérien qui tua le dictateur, le général Zia, et des élections furent tenues en 1988. Benazir Bhutto arriva au

pouvoir mais elle déçut sévèrement la classe ouvrière.

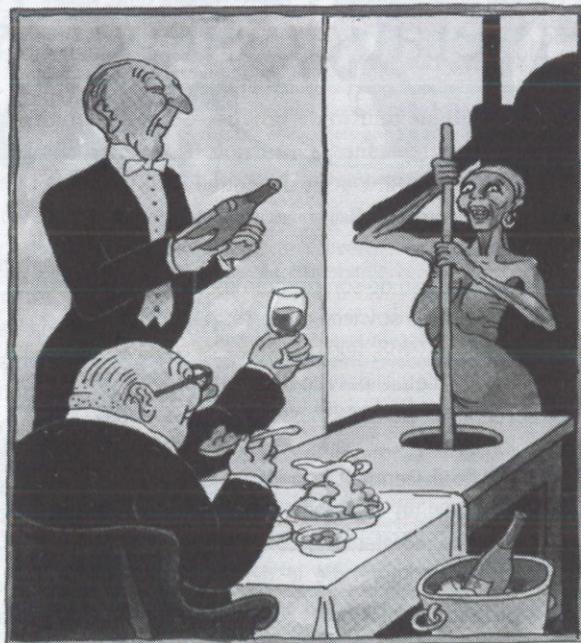
La désillusion engendrée par le PPP et l'éclatement de l'URSS généra désespoir et pessimisme. La gauche stalinienne du Pakistan, comme ailleurs de par le monde, évolua vers la social-démocratie. Le début des années 1990 fut une période de conscience contre-révolutionnaire au Pakistan, donnant naissance à la montée du fondamentalisme.

Le groupe "La lutte", cependant, ne perdit pas sa foi dans le socialisme. Il mit un terme à sa politique entriste sur la base de son analyse que la classe ouvrière quitterait le PPP à partir de maintenant et qu'une alternative devait être présentée. Pour construire ce parti alternatif, il lança en 1993 le *Jaddejuhd Inqilabi Tahrik* (Mouvement de lutte révolutionnaire) pour la formation d'un parti des travailleurs par le mouvement syndical. En 1997, après quelques succès, il forma le Labour Party Pakistan. Les partis stalinien sont aujourd'hui réduits à des petits groupes.

Dans le but de survivre, le CP et le MKP fusionnèrent en 1994 pour donner naissance au CMKP (Communist Mazdoor Kissan Party). Le 3 juin 1999 trois autres partis (AJP, Pakistan National Party, Socialist Party), fusionnèrent pour former le NWP (National Workers Party). CMKP et NWP croient tous les deux en un programme démocratique bourgeois et le NWP est de plus en plus en train d'évoluer vers la droite. Les deux sont des partis âgés avec peu de chance de croissance.

À présent, le LPP, le CMWP et le NWP sont les trois principaux partis de gauche. Au-delà de ces trois organisations, il existe d'autres groupes de gauche qui possèdent à peine de l'influence. Aucun n'a une base de masse. La gauche dans son ensemble est à peine reconnue comme une force aujourd'hui. Cependant, le LPP a obtenu un certain succès depuis sa formation, gagnant un écho, en particulier dans le Sindh. Il existe un fossé énorme à gauche. Le LPP le comble. Aujourd'hui il possède plus de 1500 adhérents, mais ceci n'est pas très stable.

Les réductions d'effectifs, les privatisations, la pauvreté et un chômage toujours croissant vont conduire les ouvriers à retourner dans la rue. La gauche va avoir une chance d'organiser ces masses radicalisées. Mais en même temps, les fondamentalistes peuvent apparaître comme un grand danger car ils sont à présent plus fort et mieux organisés. ■



# La gauche pakistanaise et la dictature militaire

Par  
Farooq Sulehria

La majorité des partis politiques pakistanaïens ont acclamé le coup d'État militaire du général Pervaiz Musharraf. Malencontreusement il se trouve des partis de gauche parmi eux. La corruption du gouvernement de la Ligue musulmane était telle au cours des 30 derniers mois, que le changement de gouvernement a été en général bien accueilli par les masses. Mais il s'agit là plus de la faillite du Premier ministre renversé, Nawaz Sharif, que d'un soutien apporté aux militaires. La majorité des partis politiques ont reflété ce sentiment populaire.

Le 18 octobre à Lahore le comité central du Congrès national pakistanaïen (PNC, une alliance de sept partis de gauche et bourgeois radicaux) a salué la dictature militaire et exigé que la direction de la Ligue musulmane rende des comptes.

Parmi les partis de gauche qui soutiennent la dictature militaires on peut citer le Parti ouvrier national (NWP) et le Parti communiste Mazdoor Kissan (CMKP). Ces partis stalinien sont constamment à la recherche d'alternatives aux partis bourgeois corrompus, dans le cadre du système capitaliste. Ils sont parvenus à la conclusion que les militaires pourront s'occuper de la corruption avant que les masses ne soient prêtes pour la démocratie.

Le NWP et le CMKP ont pris pour argent comptant les discours du nouveau dictateur militaire Musharraf, qui prétend avoir pris le contrôle du pays pour développer l'économie et rendre les politiciens civils responsables des actifs publics qu'ils ont pillés. Selon Musharraf le pillage des biens publics date de 1985. Il ne dit mot sur la dictature militaire du général Zia entre 1977 et 1985, pourtant elle aussi corrompue.

La dictature de Musharraf a annoncé qu'elle donnait quatre semaines aux politiciens pour qu'ils remettent dans les banques l'argent pillé, sans quoi ils seront traités avec une « main de fer ». Il s'agit d'un geste susceptible de gagner la sympathie des masses.

Mais le réel programme de l'armée, c'est de réaliser les exigences du FMI et de la

Banque mondiale : privatiser rapidement, introduire une TVA, dévaluer la monnaie, accroître les prix de l'énergie et finir de supprimer les subventions.

Le Parti populaire pakistanaïen de la dirigeante de l'opposition Benazir Bhutto a aussi approuvé le coup. Bhutto a expliqué dans une interview qu'elle était prête à donner six mois à la dictature pour que celle-ci force les politiciens et les partis corrompus à rendre gorge.

La nouvelle dictature, à la différence de celle de Zia, n'utilise pas l'Islam comme principal moyen de légitimation. Elle tente de présenter un visage libéral. C'est une des raisons du soutien reçu de certains partis de la gauche. De même elle n'utilise pas le terme « loi martiale » pour décrire son régime. Musharraf se présente comme le « chef de l'exécutif » pakistanaïen. Tout cela pour masquer son visage réel et pour satisfaire les impérialistes occidentaux.



## Tentative d'intimidation contre la gauche

Le jeudi 21 octobre les militaires ont investi les locaux de l'hebdomadaire *Mazdoor Jeddjuh*. Ils ont pris des exemplaires du journal, demandant aux imprimeurs si le journal du LPP était imprimé sur place et qui en était le propriétaire. Les soldats ont également saisi des exemplaires du livre *Prepare for fight*, écrit par l'organisateur du LPP dans l'émigration, Amjad Ayub. Ils ont demandé à Shoaib Bhatti, l'éditeur responsable de l'hebdomadaire, pourquoi il « écrit contre les militaires ? », avant de quitter les locaux.

Il s'agit d'une tentative d'intimidation qui augure mal des promesses du respect de la liberté de la presse faites par le général Pervaiz Musharraf, deux jours après la sortie du numéro de *Mazdoor Jeddjuh* exigeant la fin de la loi martiale et appelant les travailleurs à lutter contre la dictature. Le LPP est le seul parti politique à n'avoir pas approuvé le coup d'État militaire.

Au contraire de la gauche stalinienne, le Parti travailliste du Pakistan (LPP) a pris une position ferme contre la dictature militaire et s'est prononcé pour que l'enquête sur la corruption des politiciens et des bureaucrates soit confiée à une commission ouvrière et paysanne. Il a réclamé un gouvernement ouvrier et paysan intérimaire en vue de préparer des élections générales impartiales pour une assemblée constituante. Le 17 octobre, un meeting, organisé à la mémoire d'un poète révolutionnaire a eu lieu dans le prestigieux Club de la presse de Karachi. Le LPP était parmi les organisateurs du meeting. Farooq Tariq, le secrétaire général du LPP, qui prit la parole parmi de nombreux intellectuels et poètes réputés, fut le seul à critiquer ouvertement la dictature militaire. Il expliqua que ce n'était pas la démocratie qui avait failli au Pakistan, mais sa version capitaliste. L'alternative à cela n'est pas, poursuivait-il, la dictature militaire mais un mouvement ouvrier fort, capable de lutter et de réaliser la démocratie socialiste. Il a annoncé clairement que le LPP combattrait la dictature militaire et construira une large mobilisation pour restaurer la démocratie. Les 300 militants présents ont chaudement applaudi cette intervention, qui a donné le ton à la gauche dans la plus grande ville du Pakistan et a contrarié les soutiens de gauche de la dictature. A Lahore, *Mazdoor Jeddjuh* (Lutte ouvrière, hebdomadaire du LPP) est paru avec en manchette « Non à la dictature militaire ! », appelant les ouvriers et les paysans à préparer la lutte pour la démocratie. ■

par  
Tariq Ali \*

**P**our la troisième fois dans l'histoire traumatisante du Pakistan l'armée s'est emparée du pouvoir — cette fois-ci, apparemment, contre l'avis des États-Unis. Le pays est soumis de facto à la loi martiale. Le premier ministre Nawaz Sharif, son frère Shahbaz et le général Mohammad Ziauddin, chef des services secrets, ont été arrêtés. La population — apathique et sans illusions — paraît indifférente au sort de ces politiciens vénaux. Depuis plusieurs années la corruption au cœur même du gouvernement Sharif a été un scandale national. Les politiciens trop occupés à se remplir les poches n'avaient pas de temps pour jeter un regard sur le bien-être du peuple.

Un demi-siècle de décadence, encouragée par la politique américaine, a produit la crise actuelle. Aucune alternative progressiste n'émerge aujourd'hui au Pakistan, tous les choix étant également néfastes. Pendant les trois semaines qui ont précédé le coup d'État les représentants des militaires et ceux des politiciens civils se sont aplatis devant Washington tels des larbins coloniaux, car quelqu'un avait laissé entendre que le gouvernement américain était divisé sur le choix de l'équipe gagnante. Depuis 1951 Washington avait senti que l'armée était le meilleur garant de ses

## Pakistan : Une voie sans issue

intérêts au Pakistan. Le Département d'État avait appuyé la dictature du général Ayoub Khan jusqu'à ce qu'il soit balayé par un soulèvement populaire en 1968. Le Pentagone et l'Agence du renseignement militaire, avides de mandataires en Afghanistan, ont créé le général Zia, dont le régime monstrueux a brutalisé la culture politique après 1988. Maintenant il apparaît que les forces nourries par Zia et ses sponsors américains ont engendré les Talibans afghans et Washington s'est quelque peu énervé.

Sharif n'était nullement une protection contre le défi fondamentaliste. Dans les élections qui avait suivi la révolution de palais de 1997 contre Benazir Bhutto, il s'était procuré 80 % des sièges au Parlement, mais seulement 25 % de l'électorat avait voté en sa faveur. Il a beaucoup promis et n'a rien fait. Le Pakistan n'a jamais assuré à la masse de sa population l'accès à la santé et à l'éducation, mais dans le passé au moins la nourriture était subventionnée et la population protégée contre les bandits. Ce n'est plus le cas. Un pays qui consacré ses ressources à construire les armes nucléaires condamne ses pauvres à manger de l'herbe. Chaque jour des gens devenus fous de pauvreté se suicident. En janvier dernier un ouvrier des transports de Hyderabad qui n'avait pas été payé depuis deux ans s'est immolé par le feu. Il a laissé une lettre : « *J'ai perdu patience. Moi et mes camarades ouvriers avons protesté longtemps contre le non-paiement des salaires. Personne ne nous a répondu. Ma femme et ma mère sont sérieusement malades et je n'ai pas d'argent pour les soigner. Ma famille est affamée et j'en ai marre des querelles. Je n'ai pas le droit de vivre. Mais les flammes de mon corps atteindront un jour les maisons des riches.* »

Les frères et le père de Sharif, néolibéraux fidèles, ont développé une culture d'entreprise dans laquelle tout était à vendre, y compris les politiciens et les généraux. Les rumeurs abondent que pour gagner du temps et pouvoir extraire encore de l'argent, la famille Sharif fournissait des sacs pleins de dollars aux généraux supposés amis. En pure perte. Lorsque Sharif décida de démettre le chef de l'armée, le général Pervaz Musharraf, alors en visite officielle au Sri Lanka, et de mettre à sa place le chef des services secrets, le général Ziauddin, les partisans de Musharraf ont immédiatement réagi. Ziauddin, principal fournisseur pakistanais des Talibans a été promu par Sharif pour apaiser l'opposition fondamentaliste, mais il était abhorré par les officiers orphelins de la guerre froide.

« *Pour les Américains, le Pakistan a été le préservatif dont ils avaient besoin pour entrer en Afghanistan* », m'a dit un jour un général à la retraite. « *Nous avons joué ce rôle et ils pensent qu'ils peuvent maintenant nous jeter et tirer la chasse d'eau.* » Sharif avait commencé un rapprochement commercial avec l'Inde. Craignant que cela pourrait réduire son pouvoir et son budget, l'armée a joué la carte nucléaire l'an dernier. Maintenant elle s'est emparée du pouvoir, mais dans de nouvelles conditions. Si Washington refuse de tolérer un nouveau dictateur, le scénario le plus vraisemblable sera celui d'un gouvernement intérimaire composé de technocrates admis par le Fonds monétaire international. Qui trop embrasse, mal étreint. Et puis ? Les groupes fondamentalistes armés par les services secrets sont en embuscade et s'ils décident de diviser l'armée et de déclencher la guerre civile, les conséquences pour toute la région pourraient être dévastatrices. ■



\* Tariq Ali, dirigeant du mouvement étudiant de 1968 en Grande-Bretagne, est journaliste et écrivain. Il a notamment publié : *Dictature militaire et pouvoir populaire au Pakistan*, Maspéro, coll. "Livres rouges", Paris 1970.

L'article que nous reproduisons ici est paru dans *The Nation* du 1 novembre 1999.